



Rapport annuel 2019

Internationale de l'Education - A moins qu'il n'en soit indiqué autrement, l'intégralité du contenu de ce site web est libre d'utilisation sous [Licence Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0](#).

Résumé

Janvier

Titres

1. Réunion annuelle de coopération au développement de l'IE: élaboration d'une feuille de route vers 2023
2. Philippines: les syndicalistes enseignant-e-s menacé-e-s
3. Journée internationale de l'éducation: les éducateur-ric-e-s comptent!
4. Allemagne: Rassemblé-e-s pour commémorer les victimes de l'Holocauste

Février

Titres

1. Haïti approuve la Déclaration sur la sécurité dans les écoles
2. Iran: Libérez le syndicaliste enseignant détenu dans la province du Kurdistan!
3. Philippines: solidarité internationale contre le harcèlement des enseignant-e-s
4. « La communauté estudiantine se mobilise en faveur du climat : une leçon de citoyenneté mondiale », par David Edwards

Mars

Titres

1. Les syndicats de l'éducation solidaires des enseignant-e-s en Turquie
2. Déclaration de Casablanca: les syndicats dénoncent la privatisation de l'éducation
3. Les enseignant-e-s se mobilisent pour soutenir leurs étudiant-e-s
4. Soudan: En solidarité avec les militant-e-s des droits humains
5. « Il est temps de lever le voile et d'intervenir aux Philippines », par David Edwards, Anthony Bellanger et Ambet Yuson.
6. Costa Rica: l'IE condamne le meurtre d'un dirigeant autochtone

Avril

Titres

1. La démocratie, les droits humains et l'avenir du travail sont inscrits au programme de la réunion du Bureau exécutif
2. Philippines: Stop au harcèlement des syndicalistes de l'éducation par le gouvernement!
3. Les dirigeant-e-s du mouvement syndical de l'éducation solidaires des éducateur-ric-e-s africain-e-s vivant dans des pays durement touchés par la violence

4. OMPI: Les discussions sur les exceptions relatives aux droits d'auteur à des fins d'enseignement et de recherche progressent
5. La République de Moldavie adopte la Déclaration sur la sécurité dans les écoles

Mai

Titres

1. Ghana: le Forum d'Accra renforce le dialogue social et politique en Afrique
2. La région Asie-Pacifique appelle à une action internationale en matière de droits d'auteur
3. Coopération au développement: comment les syndicats de l'éducation peuvent-ils fonctionner au mieux en réseau?

Juin

Titres

1. Un enseignement public inclusif de qualité: un élément capital pour mettre fin au travail des enfants
2. Djibouti: des enseignants injustement détenus

Juillet

Titres

1. Solidarité avec les actions de protestation des syndicalistes de l'éducation de Hong Kong
2. La réunion du CSFEF souligne l'importance de la voix des syndicats francophones dans la lutte contre le changement climatique
3. Les syndicats d'enseignant-e-s australiens et européens demandent que l'éducation soit exclue des négociations commerciales

Août

Titres

1. Journée internationale des peuples autochtones: préserver, revitaliser et promouvoir les langues autochtones
2. Journée internationale de la jeunesse – Transformer l'éducation pour et avec les jeunes
3. 500 jours d'injustice – Nous devons réparer les torts et libérer Lula
4. Incendies en Amazonie: les éducateur-riche-s se joignent à l'indignation générale et réclament des politiques environnementales responsables
5. L'IE appelle les ministres de l'Emploi et du Travail des pays du G20 à se recentrer sur l'éducation

Septembre

Titres

1. Les éducateur·rice·s prennent fait et cause pour la démocratie et les droits humains: l'Internationale de l'Education se joint à la manifestation menée à Bruxelles en solidarité avec les citoyen·ne·s de Hong Kong
2. Colombie: L'IE condamne avec force les menaces des forces paramilitaires à l'encontre du syndicat de l'éducation FECODE
3. Dialogue sur les violations des droits dans le secteur de l'éducation en Amérique latine
4. « L'éducation et la Journée internationale de la démocratie », par David Edwards.

Octobre

Titres

1. « Rien de ce qui nous concerne ne se fera sans nous: les éducateur·rice·s prennent les devants pour définir les normes professionnelles de l'enseignement », par David Edwards.
2. Les syndicalistes de l'éducation en région Asie-Pacifique formulent des recommandations pour faire progresser l'ODD 4 et les normes professionnelles de l'enseignement
3. Journée internationale de la fille 2019: les éducateur·rice·s saluent la force des filles
4. Déclaration | L'IE appelle la Banque mondiale à changer de cap en matière d'éducation
5. Déclaration | L'Internationale de l'Education condamne l'agression turque en Syrie
6. Chili: L'Internationale de l'Éducation condamne la répression politique et militaire des manifestations contre l'austérité
7. Philippines: indignation internationale face à la tentative d'assassinat extrajudiciaire de syndicalistes de l'éducation

Novembre

Titres

1. Les enseignant·e·s et l'UNESCO s'unissent pour définir le professionnalisme dans le secteur de l'enseignement et de l'apprentissage dans le monde entier
2. Déclaration | La Convention relative aux droits de l'enfant a 30 ans: célébrons les avancées, surmontons les défis
3. Bolivie: les dirigeant·e·s syndicaux·ales de l'éducation à travers le monde, condamnent fermement le coup d'État
4. La 55e réunion du Bureau exécutif de l'IE adopte des positions fermes sur les questions d'éducation et de démocratie
5. 40e Conférence générale de l'UNESCO: enseignant·e·s et éducateur·rice·s au cœur de la réalisation de l'ODD 4
6. L'IE condamne la fermeture temporaire du bureau de Jérusalem du Ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne par les autorités israéliennes

Décembre

Titres

1. Journée internationale des personnes handicapées: l'IE appelle à l'inclusion
2. 10 décembre | Solidarité avec les défenseurs des droits humains et syndicaux aux Philippines
3. L'Amérique latine plus que jamais unie contre le néolibéralisme et l'extrême droite
4. Le mouvement syndical mondial lance une mise en garde au gouvernement philippin: « Cessez de persécuter les défenseur-euse-s des droits humains et syndicaux! »
5. COP 25: la communauté enseignante s'engage fermement à répondre à l'urgence climatique
6. Les syndicats de l'enseignement se joignent aux efforts internationaux pour défendre les droits des réfugié-e-s à l'éducation et à travers l'éducation

Tout au long de cette année riche en défis, l'Internationale de l'Éducation a encouragé la solidarité syndicale par-delà les frontières et a façonné l'agenda mondial de l'éducation.

Parcourez la chronologie ci-dessous pour en savoir plus sur notre travail en 2019.

Titres

1. Réunion annuelle de coopération au développement de l'IE: élaboration d'une feuille de route vers 2023

La réunion annuelle de coopération au développement de l'Internationale de l'Education est un événement clé permettant de rassembler les syndicats de l'éducation en vue de partager des informations, des expériences et des idées afin de renforcer les capacités de leurs membres.

La réunion annuelle de coopération au développement (CD), à laquelle quelque 38 organisations issues du monde entier se sont déjà inscrites, réunira en 2019 des représentant-e-s des organisations membres de l'Internationale de l'Education (IE) à Bruxelles, en Belgique, du 14 au 16 janvier.

« L'IE soutient pleinement les programmes visant à renforcer le mouvement syndical des enseignants et maintient que la coopération structurée à long terme est un prérequis nécessaire à la satisfaction des besoins des organisations d'enseignants dans les pays en développement et développés », a répété le Secrétaire général de l'IE, David Edwards.

« En 2019, comme elle le fait depuis sa création, l'IE œuvrera avant toute chose en tant que facilitatrice du processus de coopération, et collectera et diffusera systématiquement des informations, encouragera les discussions sur la qualité de la coopération et défendra les principes qui ont été convenus », a également insisté Edwards.

Fondées sur les réponses de 70 syndicats de l'éducation à une enquête menée par l'Unité en charge des programmes de solidarité et de la coopération au développement de l'IE, les conversations et discussions lors de la réunion porteront sur l'amélioration des programmes en vue de répondre aux besoins des organisations, ainsi que sur le suivi des politiques de l'IE qui seront débattues et adoptées à l'occasion du Congrès mondial en juillet 2019.

En outre, Edwards a déclaré avoir bon espoir que le projet de manuel "[Coopération au développement de A à Z](#)", qui énonce les principes de base servant de lignes directrices pour la coopération au sein de l'IE et qui sera présenté lors de la réunion, constitue une base efficace pour le travail de CD des syndicats.

Pour de plus amples informations sur le programme de la réunion de CD, veuillez consulter le [site Web de la CD 2019](#). La réunion sera en grande partie consacrée à diverses réunions parallèles.

2. Philippines: les syndicalistes enseignant-e-s menacé-e-s

L'Internationale de l'Education a lancé un appel d'action urgente afin d'encourager la communauté internationale des éducateur-ric-e-s ainsi que des militant-e-s à exprimer leur indignation face aux menaces de mort reçues par le Secrétaire général de l'Alliance of Concerned Teachers, Raymond Basilio, et au profilage illégal des membres de l'ACT par les autorités.

L' *Alliance of Concerned Teachers*(ACT) a signalé que son Secrétaire général, Raymond Basilio, avait reçu des menaces de mort sur son téléphone portable. Basilio a reçu un appel téléphonique

lors d'une conférence de presse de l'ACT le 11 janvier 2019, au cours de laquelle le syndicat de l'éducation dénonçait les menaces et le harcèlement constants auxquels sont confrontés ses membres et dirigeant-e-s. La personne qui a téléphoné semblait détenir des informations personnelles sur Basilio et sa famille, et a affirmé que l'exécution de Basilio avait été ordonnée à moins qu'il n'accepte de coopérer et de répondre aux exigences de l'appelant.

Bien que la police nationale et les autorités philippines aient nié les faits, l'ACT a également appris que la police continuait de profiler illégalement ses membres dans différentes régions du pays, violant ainsi impunément la législation nationale et le droit international. Dans une lettre adressée au Président Duterte en date du 22 janvier, l'Internationale de l'Education (IE) a dénoncé ces pratiques qui transgressent les principes de liberté d'association, d'égalité et de non-discrimination, ainsi que les droits au respect de la vie privée et à la protection des données.

Dans cette lettre, l'IE demande au gouvernement philippin d'assurer la sécurité de Basilio, de veiller au respect de la vie privée des membres de l'ACT et de mener des enquêtes indépendantes sur les faits susmentionnés.

L'IE invite donc les organisations membres et leurs membres à:

- Envoyer une [lettre de protestation au Président Rodrigo Duterte](#) (en mettant en copie l'IE);
- Demander aux autorités d'intervenir en signant la [pétition de la campagne LabourStart](#);
- Attirer l'attention sur la pétition LabourStart en la recommandant à leurs collègues, aux membres du syndicat et de leur réseau; la partager sur le site Web du syndicat, sur Facebook et sur Twitter.
- Contacter leur gouvernement et les représentant-e-s diplomatiques de leur pays aux Philippines, en leur demandant d'entamer un dialogue sur ces questions avec les autorités philippines.

La détérioration de la situation des droits humains des communautés autochtones de Mindanao, l'une des principales îles du pays, et son impact sur les enseignant-e-s, les étudiant-e-s et leur droit à l'éducation demeurent des préoccupations majeures. L'IE a demandé à plusieurs reprises au gouvernement philippin d'approuver les [Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés](#).

L'IE tient à exprimer sa solidarité envers ses affiliés aux Philippines et continuera à suivre de près la situation des droits humains et syndicaux dans le pays.

3. Journée internationale de l'éducation: les éducateur-ric-e-s comptent!

L'Internationale de l'Education et les syndicats de l'éducation du monde entier célèbrent la toute première Journée internationale de l'éducation, appelant les gouvernements à faire de l'enseignement public de qualité pour tou-te-s une réalité.

Le 3 décembre 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution (Résolution 73/25) proclamant le 24 janvier Journée internationale de l'éducation, afin de célébrer le rôle de l'éducation dans la paix et le développement.

Cette résolution, proposée et élaborée conjointement par le Nigeria et 58 autres Etats membres, invite toutes les parties prenantes, y compris les Etats membres des Nations Unies, les agences des

Nations Unies, la société civile, les organisations non gouvernementales, les institutions universitaires, le secteur privé, les particuliers et autres parties prenantes concernées, à célébrer la Journée internationale de l'éducation. L'UNESCO, en tant que seule agence des Nations Unies ayant pour mission de traiter l'éducation, a été chargée de promouvoir la célébration annuelle de cette nouvelle Journée internationale, en étroite collaboration avec les principaux acteurs de l'éducation.

«?Nous accueillons chaleureusement la toute première Journée internationale de l'éducation?», s'est réjoui David Edwards, le Secrétaire général de l'Internationale de l'Education (IE). «?Elle arrive à la fois à point nommé et bien trop tard. Nous sommes en effet très préoccupés par les progrès lents et irréguliers au regard de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).?»

L'IE s'adresse aux gouvernements: la réalisation des ODD progresse trop lentement! Agissons maintenant!

David Edwards a poursuivi en rappelant que l'ODD?4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) est fondamental pour la réalisation de tous les autres ODD.

«?En tant que syndicalistes et professionnels de l'éducation, nous sommes profondément convaincus que l'éducation est un droit humain, un bien public et une responsabilité publique?», a expliqué Edwards. «?Investir dans un enseignement public de qualité, c'est investir dans l'avenir! C'est pourquoi aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, nous appelons une nouvelle fois les gouvernements à investir dans l'éducation et les enseignants. Seuls des éducateurs qualifiés peuvent offrir une éducation de qualité pour tous. Nous exhortons également les gouvernements à prendre des mesures urgentes et à faire de l'égalité des genres et de l'éducation inclusive une réalité!?»

Il a ajouté que l'IE procède actuellement à une évaluation des ODD et publiera un rapport parallèle en juillet 2019 lors du Forum politique de haut niveau, la plate-forme centrale des Nations Unies pour le suivi et l'examen du Programme de développement durable à l'horizon?2030.

A l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, l'IE organise également un webinaire auquel participent la Secrétaire générale adjointe de l'IE Haldis Holst et Dennis Sinyolo, membre de l'IE. Ce webinaire insiste sur le rôle de la fédération syndicale mondiale et de ses affiliés en tant qu'expert-e-s, dirigeant-e-s et militant-e-s dans le domaine de l'éducation.

4. Allemagne: Rassemblé-e-s pour commémorer les victimes de l'Holocauste

Des syndicalistes allemand-e-s du secteur de l'éducation se sont joints à leurs collègues israélien-ne-s et polonais-es pour un voyage éducatif à l'occasion de la commémoration de la Journée du souvenir pour les victimes de l'Holocauste.

Les deux plus grands syndicats d'enseignants d'Allemagne, le *Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft*(GEW) et le *Verband Bildung und Erziehung*(VBE), ont participé à un événement à Cracovie, en Pologne, le 27 janvier pour la Journée internationale du souvenir de l'Holocauste. L'événement a été organisé par le syndicat des enseignants israéliens, le syndicat polonais *Związek Nauczycielstwa Polskiego* et les syndicats allemands de l'éducation.

Outre l'échange d'informations sur la culture du souvenir dans les pays participants, la visite du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau, libéré par l'Armée rouge le 27 janvier 1945, était au centre du voyage.

« Plus jamais le génocide ne peut se reproduire, c'est notre objectif commun. Nous devons garder vivant le souvenir des crimes nazis », a déclaré Marlis Tepe, Présidente du GEW. « C'est précisément parce que les opinions populistes et nationalistes se répandent plus largement en public qu'il faut aborder le génocide, la guerre et la tyrannie, les idéologies inhumaines et la persécution politique au XXe siècle en tant que composantes indispensables de l'éducation historico-politique. La responsabilité d'un avenir pacifique reste essentielle pour vivre ensemble dans une société de migration. »

Udo Beckmann, Président fédéral du VBE, a souligné: « Nous voyons que le langage et les manières deviennent de plus en plus brutaux. Mais nous devons prendre exactement la direction opposée: nous unir, défendre ensemble nos valeurs et l'ordre de base de la démocratie libre et, en vivant ensemble dans la tolérance, montrer que cette société ne sera plus divisée. »

Il a ensuite exprimé ses préoccupations face à l'augmentation des comportements antisémites, réitérant que « de tels incidents et déclarations ne doivent pas avoir leur place dans notre société ».

Titres

1. Haïti approuve la Déclaration sur la sécurité dans les écoles

L'Internationale de l'Education se félicite de l'approbation par Haïti de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, par laquelle le pays s'engage à protéger les étudiant-e-s, les enseignant-e-s, les écoles et les universités en cas de conflit violent.

La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) a annoncé le 31 janvier que le gouvernement de Haïti a signé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, devenant ainsi le 83e pays à s'engager pour le maintien de la sécurité de l'éducation en cas de conflit armé.

Avec Haïti, la moitié des Etats membres des Nations Unies faisant aussi partie de l'Organisation internationale de la francophonie a désormais approuvé la déclaration. Cela contribue à l'établissement d'un consensus international sur la nécessité urgente de protéger les écoles et les universités, leurs étudiant-e-s et leur personnel contre les attaques ciblées et indiscriminées et les établissements d'enseignement contre leur utilisation à des fins militaires.

Situés dans une région qui a l'expérience en matière de dispense d'un enseignement à la suite de catastrophes naturelles, Haïti et d'autres Etats des Caraïbes disposent d'exemples de bonnes pratiques pour préserver l'éducation, lesquels peuvent être appliqués au contexte des conflits armés et être partagés.

Contexte

Depuis le lancement de la déclaration en mai 2015, plus d'un tiers des Etats membres des Nations Unies ont souscrit à cet accord politique international.

Il est à noter que l'approbation par Haïti survient avant la troisième Conférence internationale sur la sécurité dans les écoles, qui sera organisée les 28 et 29 mai 2019 par le gouvernement espagnol. Des représentants gouvernementaux et des organisations de protection de l'éducation se réuniront pour lancer des mesures visant à mettre un terme aux attaques dirigées contre l'éducation. Les participant-e-s se pencheront également sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et chercheront des solutions pragmatiques aux défis considérables que posent les conflits armés à l'éducation dans le monde.

2. Iran: Libérez le syndicaliste enseignant détenu dans la province du Kurdistan!

L'Internationale de l'Education a envoyé une lettre de protestation au gouvernement iranien déplorant l'arrestation arbitraire et la détention prolongée de Mokhtar Asadi, enseignant et membre de l'Iranian Teacher Trade Association (Association iranienne des enseignants) dans la province du Kurdistan.

L'Internationale de l'Education (IE) a été informée que Mokhtar Asadi a été arrêté à Sanandaj le 14 février, quelques heures après que les enseignant-e-s eurent organisé une manifestation pacifique devant le Bureau provincial d'éducation et de formation du Kurdistan. Les participant-e-s au rassemblement exigeaient des conditions de travail décentes, une éducation gratuite de qualité pour

tou-te-s et l'arrêt de la privatisation de l'éducation.

Les manifestant-e-s brandissaient des pancartes avec des slogans tels que « Apprendre dans sa langue maternelle est un droit humain », « L'éducation gratuite pour tous les citoyens » et « Mettre fin à la privatisation de l'éducation ». Les enseignant-e-s ont également appelé à la fin de la répression des manifestations pacifiques et à la libération des enseignant-e-s détenu-e-s. Le même jour, des enseignant-e-s iraniens ont également organisé des actions de protestation pacifique dans plusieurs autres villes de la province du Kurdistan, dont Orumiyeh, Marivan et Kermanshah.

Asadiretrait chez lui avec sa famille lorsque des membres des forces de sécurité ont arrêté sa voiture, l'ont agressé et l'ont arrêté. Il a été arrêté et détenu sans mandat. Sa famille et ses collègues ne savent pas où il se trouve.

Asadi, une cible de longue date du harcèlement et de la répression gouvernementale

Mokhtar Asadi avait déjà été condamné à l'exil et à l'emprisonnement entre 2005 et 2010 en raison de ses activités syndicales et militantes en faveur des droits humains.

En 2010, il a été arrêté et emprisonné à la prison d'Evin pendant 66 jours avant d'être libéré sous caution.

Plus tard, il a été condamné à un an de prison par le tribunal révolutionnaire islamique de la section 15 de Téhéran pour « propagande contre l'Etat ». Il a été libéré en juillet 2018.

IE: Mettre fin au harcèlement et à la détention incessants des militant-e-s pour les droits de humains

Depuis des années, l'IE dénonce la persécution et la criminalisation continues des enseignant-e-s et des militant-e-s des droits syndicaux libres, dont EsmailAbdi, Mohammed Habibi et Mahmoud Beheshti Langroudi.

Les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association sont des droits humains fondamentaux. L'arrestation et la détention de militant-e-s syndicaux-ales exerçant ces droits constituent un abus de pouvoir flagrant et violent les conventions 87 et 98 de l'OIT. Le gouvernement iranien devrait s'attaquer au mécontentement populaire par le dialogue et non par la répression.

L'IE réitère ses demandes aux autorités iraniennes:

- Libérer immédiatement et inconditionnellement Mokhtar Asadi et tou-te-s les enseignant-e-s et travailleur-euse-s détenu-e-s pour avoir exercé leur droit à la liberté d'organisation et d'expression;
- Respecter les engagements internationaux concernant les droits et libertés de tou-te-s les travailleur-euse-s et citoyen-ne-s iraniens, y compris la liberté d'association, la libre négociation collective, le droit de réunion pacifique et le droit de grève.

Contexte général

Depuis octobre 2018, les enseignant-e-s et les travailleur-euse-s de l'éducation iraniens sont engagé-e-s dans une série d'actions de grèves et de protestations. Ils font face à une répression sévère de la part des autorités pour avoir défendu pacifiquement leurs droits et libertés. Au moins 15 enseignant-e-s ont été arrêté-e-s et beaucoup d'autres ont été convoqué-e-s pour interrogatoire ou

menacé-e-s par les services de sécurité pour leur participation à une grève pacifique de deux jours organisée par le Conseil de coordination des associations professionnelles iraniennes d'enseignants dans de nombreuses villes d'Iran les 13 et 14 novembre 2018. Une grève similaire des enseignant-e-s à l'échelle nationale les 14 et 15 octobre 2018 a déjà abouti à l'arrestation d'enseignant-e-s militant-e-s syndicaux-ales. Les enseignant-e-s exigent des salaires décents, une éducation gratuite de qualité pour tou-te-s et le droit de former des organisations de travailleur-euse-s indépendant-e-s et d'y adhérer. Ils demandaient également la libération de tou-te-s les enseignant-e-s déjà détenu-e-s pour avoir défendu leurs droits.

L'IE a lancé une [pétition sur LabourStart](#) en décembre pour soutenir les militant-e-s des droits des enseignant-e-s et les syndicalistes indépendant-e-s en Iran.

3. Philippines: solidarité internationale contre le harcèlement des enseignant-e-s

Une délégation internationale s'est alliée au syndicat de l'éducation ACT pour exprimer sa solidarité envers les syndicalistes enseignant-e-s profilé-e-s et harcelé-e-s par le gouvernement qui viole les droits humains.

Les enseignant-e-s philippin-e-s se sont rallié-e-s sous le slogan #HandsOffOurTeachers en réponse au harcèlement et au profilage dont ils-elles sont victimes depuis l'an dernier. Le 21 février, à Manille, les dirigeant-e-s des syndicats nationaux et locaux ainsi que les dirigeant-e-s de l'Internationale de l'Education (IE) se sont rencontré-e-s à l'occasion du Forum pour la défense des droits des enseignant-e-s aux Philippines. L' *Alliance of Concerned Teachers* (ACT), un affilié philippin de l'IE, a organisé cet événement pour protester contre les 34 cas de profilage et de harcèlement de syndicalistes enseignant-e-s dans 10 régions du pays par la police.

Lors du forum, Anand Singh, coordinateur régional de l'IE pour l'Asie et le Pacifique, a souligné l'importance de la solidarité internationale pour la défense des droits humains et syndicaux. Il a condamné « le profilage, la surveillance et le harcèlement continu dont sont victimes les syndicalistes enseignants aux Philippines », et a expliqué comment la région se préparait à soutenir ses membres dans le pays.

Des syndicalistes du monde entier, y compris des affiliés de l'IE en Corée du Sud, au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Australie et au Canada, ont exprimé leur solidarité envers l'ACT. Outre les actions de solidarité et l'envoi de lettres au gouvernement, l'ACT a reçu un soutien directement de la part de l'IE. Le Secrétaire général David Edwards a été invité à intervenir lors de l'événement #HandsOffOurTeachers. « Certains nous diabolisent, nous, les enseignants, parce qu'ils savent à quel point nous avons de l'influence », a-t-il déclaré. « Nous condamnons et nous dénonçons l'oppression et la surveillance de nos enseignants. »

Harcèlement continu

La fuite d'un protocole de profilage de la police du district de Manille a révélé que la police avait reçu l'ordre de « dresser la liste » de tou-te-s les éducateur-rice-s membres de l'ACT. Depuis que ce document a été divulgué et rendu public, des syndicalistes enseignant-e-s d'au moins 10 régions ont signalé que des dirigeant-e-s et membres de l'ACT continuaient à être surveillé-e-s en permanence et étaient victimes d'un harcèlement poussé.

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 21 février, l'ancienne Secrétaire générale de l'ACT, France Castro, a expliqué comment elle, ainsi que 17 autres collègues, avaient été détenus sur la base de fausses allégations en novembre dernier. Le groupe a été arrêté alors qu'il visitait des écoles autochtones Lumad lors d'une mission humanitaire de solidarité dans la municipalité de Davao del Norte. Ces écoles ont été fermées de force par les militaires, poussant plus de 346.000 personnes à s'exiler.

Le Secrétaire général de l'ACT, Raymond Basilio, a dénoncé publiquement le harcèlement continu que subissent les membres du syndicat. Une pétition à l'intention de la Cour d'appel est en instance. Elle contient des exemples de harcèlement grave, comme ce qu'a subi un enseignant d'une école publique de la ville d'Escalante dont la salle de classe a été saccagée.

Basilio a lui-même fait l'objet de harcèlement: il a reçu des menaces de mort lors d'une conférence de presse de l'ACT en janvier.

Soutien de l'ACT

L'ACT s'est attelée à syndicaliser les éducateur-riche-s aux Philippines en offrant aux enseignant-e-s une plateforme afin qu'ils-elles puissent négocier des conventions collectives. Au parlement, les dirigeants syndicaux France Castro et Antonio Tinio ont encouragé des projets de loi visant à améliorer les conditions des travailleur-euse-s (par exemple, contre la contractualisation des enseignant-e-s, en faveur d'un enseignement supérieur gratuit, du droit à l'éducation pour les étudiant-e-s en situation de handicap et d'une extension du congé de maternité de 60 à 105 jours dans le secteur de l'éducation). Castro et Tinio se sont opposés publiquement aux coupes budgétaires dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et du logement. Le budget 2019 proposé pour l'éducation a été réduit de 860 millions d'euros.

Opposition

Les membres de l'ACT qui siègent au parlement se sont aussi opposé-e-s à des mesures prises par le gouvernement de Duterte, notamment:

- Abaisser l'âge minimum pour la responsabilité pénale des enfants (passant de 15 à 12 ans);
- Cibler les enfants pour leur faire suivre un entraînement militaire dès l'âge de 16 ans;
- Cibler les mineurs dans le cadre de la lutte contre la drogue qui a entraîné plus de 10.000 exécutions extrajudiciaires et détentions illégales;
- Prolonger, pour la troisième fois, la loi martiale à Mindanao; et
- Rétablir la peine de mort.

A l'occasion de la visite de solidarité de l'IE aux Philippines, l'ACT a publié une déclaration (en anglais) que vous pouvez consulter en cliquant [ici](#).

4. « La communauté estudiantine se mobilise en faveur du climat : une leçon de citoyenneté mondiale », par David Edwards

La mobilisation des étudiant-e-s pour lutter contre le changement climatique est un appel urgent lancé à la démocratie pour sauver notre planète. Il s'agit d'un rejet du « climato-scepticisme » et de l'« absence d'initiatives ambitieuses ». La réussite ultime de ce mouvement dépendra de l'ampleur qu'il prendra et de sa capacité à porter les revendications des étudiant-e-s au-devant des responsables politiques, notamment en établissant un lien entre la réduction des émissions de

carbone et les avancées dans le domaine de l'égalité, de la justice sociale et des droits humains.

Démocratie

Plusieurs sondages et [études](#) menés au cours de ces dix dernières années ont révélé un relâchement de l'engagement en faveur de la démocratie parmi les jeunes, ainsi qu'un renforcement du cynisme vis-à-vis des politiques et des responsables politiques au sein des démocraties établies de longue date. Le sentiment que les élections ne servent à rien et que ce sont des personnes non élues qui dirigent le monde a offert un terreau favorable à l'enracinement des idéologies autoritaristes.

Les jeunes ont contribué de façon significative au scrutin des partis d'extrême-droite en Autriche, en Allemagne et France. Ce sont aussi les jeunes qui ont contribué à l'élection du Président Rodrigo Duterte aux Philippines. Toutefois, aux Etats-Unis, alors que la tendance autoritariste a clairement joué un rôle lors des élections de 2016, il ressort de plusieurs enquêtes que le [point de vue](#) des jeunes concernant la démocratie commence à évoluer depuis l'élection du Président Trump.

La mobilisation des jeunes en faveur du climat est un signe positif pour le présent et l'avenir de nos démocraties. En demeurant enfermé dans le cynisme ou l'apathie, il ne sera jamais possible de mener des actions collectives, ni de battre le pavé pour demander à nos élu-e-s de prendre des mesures.

Une démocratie qui fonctionne exige un minimum de respect de la vérité. En défilant dans les rues, les étudiant-e-s s'opposent aux « [climato-sceptiques](#) », parmi lesquels le Président des Etats-Unis. La capacité à faire la distinction entre vérité et opinion est loin d'être évidente, en particulier à l'ère de l'Internet. Les étudiant-e-s qui luttent ensemble ne sont évidemment pas dupes. Et comme le soulignait George Orwell, « à une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire ».

De la contestation à l'acte politique

Bayard Rustin, leader du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis et organisateur de la [Marche sur Washington](#) en 1963, a écrit, à la suite de cet événement, un essai intitulé « [De la contestation au progrès](#) ». Rustin précise que, malgré les progrès réalisés grâce aux mouvements de contestation, aux occupations de locaux et à d'autres actions directes, une telle mobilisation ne peut être viable et se développer qu'avec la participation des gouvernements. Il écrit que, au cours de cette lutte efficace mais complexe, il est apparu clairement que tous ces problèmes interconnectés, par leur nature même, ne peuvent être résolus par des initiatives privées, mais nécessitent une intervention des gouvernements ou une prise de mesures politiques.

Le mouvement étudiant pour sauver notre planète face au changement climatique a vu le jour de manière soudaine et spontanée. Les réseaux sociaux ont permis de le faire évoluer rapidement. Toutefois, l'expérience a démontré que ce type de mobilisation peut disparaître aussi rapidement qu'il est apparu. On ne fera croire à personne que les réactions positives de la part d'un large éventail de responsables politiques sont synonymes de victoire.

La mobilisation, au même titre que le mouvement des droits civils, doit d'une façon ou d'une autre être soutenue à plus long terme. Le mouvement « March for our Lives », organisé par les jeunes pour lutter contre la violence armée aux Etats-Unis au lendemain de la tuerie de Parkland en Floride, illustre parfaitement la capacité des jeunes à allier contestation et action politique. Cette marche, qui a débuté à Washington et qui s'est étendue à près d'un millier d'autres villes, était centrée sur le

processus d'enregistrement des jeunes électeur-riche-s. Cette initiative a contribué à ce que, lors des élections partielles en 2018, les jeunes étaient 47 % plus nombreux-euses à voter qu'en 2014.

Pour la question de changement climatique, les difficultés à associer contestation et action politique sont notamment les suivantes:

- La nécessité de **vaincre le dogme du marché** qui domine les politiques publiques depuis des décennies. Le marché à lui seul ne parviendra pas à apporter de solution au changement climatique. Cela signifie que préconiser uniquement les « solutions du marché » révèle une grossière erreur en termes de responsabilité de la part des gouvernements.
- **Il est nécessaire de mettre en place des politiques industrielles/d'investissement**, comme le requiert tout effort majeur en cas de situation délicate, qu'il s'agisse d'une guerre, d'une crise économique, de la lutte contre le VIH/SIDA ou de l'exploration de l'espace.
- Certain-e-s **responsables politiques commencent à réagir**. Un bon exemple est la proposition d'un « [New deal vert](#) » aux Etats-Unis qui, adopté ou non, impose la discussion et contribuera à soutenir la mobilisation des étudiant-e-s.
- Des mesures sociales doivent être prises pour atténuer l'explosion de changements structurels au sein des emplois liés au changement climatique. Les initiatives en faveur d'une « **transition juste** », accompagnées d'une politique industrielle, doivent inclure des normes et des lois appropriées pour le travail, afin de donner le droit aux travailleur-euse-s de s'organiser et de négocier au sein de l'économie. Perdre son emploi n'implique pas pour autant que l'on ne sera plus représenté. Il importe d'offrir aux travailleur-euse-s de nouveaux emplois d' [avenir](#).
- Un nombre croissant de « **réfugié-e-s climatiques** » sont contraint-e-s de quitter leur pays. Même si les gouvernements réduisent leurs émissions de carbone, à court et moyen terme, des millions de réfugié-e-s devront être relogé-e-s, intégré-e-s et se voir accorder des droits dans d'autres pays. Cela signifie que l'exploitation politique permanente de la crainte de « l'Autre » devra être refrénée et contrecarrée.

Education

L'éducation de qualité est cruciale pour appréhender le changement climatique et ses effets. Il convient donc de soutenir la démocratie en développant l'ensemble de ces compétences, entre autres l'esprit critique, permettant l'exercice de la citoyenneté active, et celui notamment de la citoyenneté mondiale.

Une éducation de qualité reposant sur des bases solides n'est pas seulement essentielle pour pallier le déficit démocratique. Si le changement climatique doit être résorbé et maintenu sous contrôle, les étudiant-e-s d'aujourd'hui devront s'adapter à l'évolution de l'emploi au sein d'un monde en pleine mutation. Ceci nécessite une réponse allant bien au-delà des limites d'une simple formation en termes de compétences. L'approche étriquée de l'éducation, visant à faire passer des tests standardisés, crée déjà des obstacles dans le monde réel. Il faut apprendre comment apprendre ainsi que développer sa créativité, la confiance en soi et une capacité puissante, et non pas superficielle, à exprimer sa pensée et son jugement, afin de pouvoir faire face au changement et en tirer les bénéfices.

Une plus grande attention doit être portée à [l'apprentissage tout au long de la vie](#), mais celui-ci doit être de qualité et sa portée doit aller au-delà de tout ce que nous avons déjà réalisé. Certains de ces éléments feront partie de la mission des établissements scolaires, d'autres seront développés par les

partenaires sociaux, ou d'autres intervenants, mais cela doit être efficace et complet.

Conclusion

A l'heure où trop de gens se sentent étrangers aux décisions politiques et perdent leur sens de la communauté, il est trop facile de ne plus croire en la gouvernance.

La mobilisation mondiale des étudiant-e-s qui luttent contre le changement climatique ravive la flamme de l'espoir pour la démocratie. Une démocratie qui fera progresser l'égalité, la justice sociale et la protection de l'environnement.

Réduire les émissions de carbone nous aidera peut-être à sauver l'humanité. Mais garantir la justice et une vie décente à ceux et celles qui survivront doit faire partie de ce combat.

Si ce mouvement des étudiant-e-s peut se poursuivre et s'étendre, et s'il peut être organisé et structuré au sein de la société civile et des partis politiques, alors il sera peut-être à l'origine d'une transformation radicale pour les individus et la planète.

Nous, enseignant-e-s, syndicalistes et citoyen-ne-s qui défendons une éducation performante en faveur de sociétés décentes, du bien-être et du processus démocratique, nous contribuerons à la réussite de cette mission.

Titres

1. Les syndicats de l'éducation solidaires des enseignant-e-s en Turquie

Les syndicalistes de l'éducation du monde entier se réunissent à Ankara les 6 et 7 mars à l'occasion du Symposium international pour les syndicats de l'éducation, les droits, les libertés et les gouvernements, afin d'exprimer leur solidarité envers les syndicalistes turcs-ques de l'éducation qui luttent pour le respect de leurs droits, de leur profession et de l'éducation dans son ensemble.

Dans son allocution d'ouverture au Symposium organisé par E?itim Sen, une organisation membre de l'Internationale de l'Education (IE), le Secrétaire général de l'IE, David Edwards, a rappelé que « l'IE [avait] célébré son anniversaire l'année dernière. Nous sommes revenus sur les nombreux changements qui ont eu lieu au cours de ce quart de siècle, tant les progrès qui ont été réalisés que les échecs auxquels nous avons fait face. » « Ce qui n'a malheureusement pas changé, ce sont le danger et les menaces qui pèsent sur les syndicalistes enseignants et leurs dirigeants en Turquie », a-t-il déploré.

E?itim Sen et son syndicat mondial, l'IE, ont tous deux été fondés en 1993 et ont une « longue histoire commune ». Il a évoqué les questions du droit d'organisation et de négociation, de la lutte pour enseigner et apprendre dans sa langue maternelle, de la lutte contre la tentative d'interdiction du syndicat, de l'emprisonnement des dirigeant-e-s enseignant-e-s sans procédure équitable, du licenciement massif des enseignant-e-s et autres travailleur-euse-s des services publics après le coup d'Etat manqué, des procès en cours interminables, des atteintes aux libertés universitaires et des tentatives pour faire de l'éducation un instrument d'endoctrinement.

Des dangers et défis permanents

Edwards a suggéré de retenir les points suivants parmi les enseignements à tirer de notre expérience commune en Turquie:

- « La démocratie est fragile. Chaque jour, nous devons nous battre pour elle. »
- « Tous les droits humains sont liés et il est peu probable que les gouvernements répressifs décident d'abuser d'un droit tout en laissant les autres intacts, du moins pas pour longtemps. »
- « Lutter pour les droits et la justice signifie que vous n'êtes jamais seul. »
- « Les syndicalistes et leurs dirigeants peuvent être vaincus quand bien même ils font preuve de courage, de détermination et de solidarité, mais ils ne cesseront jamais d'exister. »

La démocratie a besoin des syndicats

Edwards a souligné que la lutte pour la liberté syndicale en Turquie s'inscrivait dans une perspective plus large: une bataille mondiale pour les droits humains et la démocratie. Il a affirmé que « même si les travailleurs et travailleuses luttent pour constituer des syndicats dans des conditions extrêmement antidémocratiques, la démocratie doit leur apporter l'oxygène nécessaire pour prospérer. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'existence de la démocratie est si fondamentale pour notre propre existence. Les entreprises ont fructifié au Chili sous Pinochet, et se portent plutôt bien aujourd'hui en Chine et en Arabie Saoudite. Mais les syndicats ne prospèrent que dans la liberté. »

Rappelant que « tout comme les syndicats ont besoin de la démocratie, la démocratie a besoin des syndicats », il a ajouté que « ce [n'était] pas un hasard si les gouvernements autocratiques [craignent] les syndicats. Même dans les systèmes répressifs, les syndicats indépendants représentent des îlots de démocratie et, en tant que tels, donnent de l'espoir. L'espoir est l'ennemi de la tyrannie. »

Pour nourrir de l'espoir, il faut avoir une vision. La vision des syndicats est celle de la liberté, de la justice sociale et de la paix. « Être ici aujourd'hui et être témoin de votre courage, de votre engagement et de votre solidarité conforte et réaffirme cette vision ainsi que cet espoir », a annoncé M. Edwards. « Ensemble, les syndicalistes de l'éducation forment un groupe solide et résilient. Et ils détiennent un levier pour faire bouger le monde. »

Dans son allocution au Symposium, Susan Flocken, Directrice du Bureau européen de l'IE, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), a déclaré: « La liberté d'expression, le droit d'organisation et de négociation collective ainsi que les droits humains fondamentaux, et notamment les droits des femmes, ne sont pas une réalité pour nombre de nos collègues en Turquie. »

Et la Directrice du CSEE d'ajouter: « En participant au Symposium, nous exprimons notre solidarité avec nos collègues enseignants et syndicalistes qui demeurent les victimes d'un régime répressif et de l'échec de la politique éducative dans le pays. »

« Il ressort clairement de ce Symposium que vous continuez à vous impliquer fortement en faveur des valeurs syndicales, d'une éducation de qualité et de l'avenir de la Turquie. Notre présence ici avec vous aujourd'hui et notre visite à la délégation de l'UE plus tard témoignent des actions concrètes que nous menons ensemble », a-t-elle observé.

Une délégation de l'IE a demandé à rencontrer le ministre turc de l'Éducation nationale, Ziya Selçuk, afin d'aborder différentes questions liées aux syndicats et à l'éducation. Le gouvernement turc n'a pas donné suite à cette demande de dialogue.

L'objectif du Symposium

Le Symposium international organisé par E?itim Sen constitue un forum de discussion entre les syndicalistes turcs-ques et leurs collègues d'Europe et d'autres régions. Les sessions couvrent les violations des droits syndicaux, en présentant notamment des cas de pays, le rôle des syndicats dans la politique en matière d'éducation et leurs relations avec les gouvernements, la question des libertés académiques et du rôle des syndicats et des gouvernements, ainsi que la promotion de l'égalité des genres par l'action syndicale et la politique d'éducation.

Lors de la séance d'ouverture, Velat Kara, le Secrétaire général de E?itim Sen, a préparé le terrain pour les discussions en dressant le tableau général de la situation syndicale en Turquie. « [Les conditions] sont toujours très précaires et notre syndicat continue à être victime de pressions », a-t-il déploré.

« Plus de 1.600 de nos membres ont été licenciés par des décrets-lois et attendent toujours de retrouver leur emploi. Une commission a été constituée après l'état d'urgence en vue de traiter les demandes des personnes qui se sont vues refuser le droit de recours judiciaire. Le processus prend trop de temps et il semble que nos membres doivent attendre très longtemps avant d'obtenir un véritable recours. La solidarité internationale est cruciale pour nous et nos membres », a-t-il déclaré à l'assemblée.

Le Symposium s'inscrit dans le cadre de la lutte menée pour défendre le droit des enseignant-e-s à constituer des syndicats libres et indépendants ainsi que le pouvoir collectif de protéger la liberté et la dignité humaine fondamentale. Il permet d'améliorer la compréhension des valeurs syndicales communes à l'échelle internationale et de réaffirmer l'importance de l'unité dans la défense de ces valeurs.

Parmi les membres de la délégation internationale présents au Symposium pour manifester leur soutien aux syndicats turcs figurent: DAÜ-SEN, KTOEOS et KTÖS/Chypre, FNEC FP-FO, SNES-FSU et SNESUP-FSU/France, GEW/Allemagne, DOE et OLME/Grèce, NASUWT et UCU/Royaume-Uni, et NEA/Etats-Unis.

2. Déclaration de Casablanca: les syndicats dénoncent la privatisation de l'éducation

Les organisations membres de l'Internationale de l'Education au Maroc ont annoncé leur intention d'intensifier leur lutte commune contre la privatisation pour garantir un enseignement public gratuit pour tou-te-s.

La Déclaration de Casablanca constitue l'aboutissement de deux jours de travail, les 7 et 8 mars, lors desquels les dirigeant-e-s syndicaux-ales marocain-e-s se sont réuni-e-s afin de discuter des actions menées par l'Internationale de l'Education (IE) dans le cadre de son projet « Réponse mondiale » pour lutter contre la commercialisation et la privatisation galopantes de l'éducation.

Une attaque à l'encontre de la profession enseignante

Les syndicats marocains n'ont cessé de lutter contre la privatisation de l'éducation ces dernières années, alors que l'enseignement public et la profession enseignante faisaient l'objet d'attaques continues.

Sous l'influence des programmes de privatisation de la Banque mondiale, le gouvernement marocain s'est graduellement dérobé de ses obligations de garant et pourvoyeur de l'enseignement public, se faisant ainsi le complice de la privatisation de l'éducation.

Dans le cadre de sa stratégie de privatisation, le gouvernement marocain a négligé le statut permanent des enseignant-e-s. Aujourd'hui, près de 30 % des enseignant-e-s occupent un emploi précaire. En maintenant les enseignant-e-s dans cette situation de précarité, le gouvernement met non seulement en péril la qualité de l'éducation, mais il entend également affaiblir les syndicats.

Appel aux financements et aux services publics

Dans sa critique de la privatisation, la Déclaration de Casablanca aborde également l' [Education Outcomes Fund](#) (EOF), qui a le Maroc en ligne de mire. L'EOF contribue à la commercialisation et à la marchandisation de l'éducation en utilisant les budgets d'aide financés par les taxes pour soutenir exclusivement les acteurs et investisseurs privés, qui bénéficient alors des programmes d'entreprises privées pour générer leurs propres profits. Outre le Maroc, l'EOF cible notamment l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Jordanie, le Kenya, le Liban, le Liberia, le Nigeria, l'Ouganda, la Palestine, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe.

David Edwards, le Secrétaire général de l'IE, a insisté sur le fait que « la Déclaration de Casablanca [demandait] au gouvernement marocain de rejeter les dictats des institutions financières internationales et de respecter son obligation d'assurer un enseignement public gratuit, inclusif, équitable et de qualité, conformément à l'Objectif de développement durable 4 ».

L'IE demandera qu'une étude indépendante soit conduite afin d'examiner de manière approfondie l'ampleur de la privatisation de l'éducation au Maroc. L'étude, qui paraîtra en décembre 2019, permettra de renforcer la campagne nationale actuellement menée par les syndicats de l'éducation marocains pour défendre l'enseignement public de qualité.

3. Les enseignant-e-s se mobilisent pour soutenir leurs étudiant-e-s

Les mobilisations étudiantes #FridaysForFuture (#VendrediPourleFutur) contre le changement climatique gagnent en intensité et en portée; à la veille de la grève mondiale pour le climat, les enseignant-e-s expriment leur soutien au courage et à la détermination de leurs étudiant-e-s.

Déclaration de l'IE portant sur la mobilisation des étudiant(e)s contre le changement climatique

L'Internationale de l'Education salue l'engagement et le dynamisme des étudiant(e)s à travers le monde en faveur de la justice climatique. Leur détermination et leur engagement sont exactement ce dont nous avons besoin en cette période critique. Les étudiant(e)s prennent les devants là où trop de responsables politiques se croisent les bras.

Nous espérons que les gouvernements seront « ?contaminés? » par le sentiment d'urgence manifesté par ces étudiant(e)s pour sauver notre planète. Le changement climatique est un fait avéré scientifiquement, il ne s'agit pas d'une question d'opinion. Ce phénomène doit être enseigné dans toutes les écoles, y compris dans les pays produisant des carburants fossiles. Les écoles doivent être des espaces où s'apprennent et se prennent des mesures en faveur de la justice climatique. Des discussions libres et approfondies doivent être engagées afin de sensibiliser aux conséquences du changement climatique et aux solutions possibles, et notamment aux répercussions sociales de la diminution et de la cessation des émissions de carbone.

Malheureusement, dans trop de pays, l'éducation se limite à produire une main-d'œuvre qualifiée, tandis que les programmes d'études et les cours s'alignent sur les évaluations normalisées. De tels systèmes mettent en péril l'enseignement et l'apprentissage, ainsi que la mission même de l'éducation?: ils ne produisent pas de citoyen(ne)s actifs/ives, ni ne promeuvent l'esprit critique ou la compréhension d'un large éventail de préoccupations et expériences humaines.

Il est urgent de repenser et d'améliorer les programmes scolaires et les ressources pédagogiques afin de pouvoir faire face à la crise environnementale et offrir à chaque apprenant(e) les compétences et les connaissances nécessaires pour garantir la justice climatique. Mais, aussi importants que soient ces programmes et ces ressources, les éducateurs/trices doivent également avoir la liberté d'enseigner. Leur créativité doit être encouragée et non pas étouffée ou détournée. Leur autonomie professionnelle joue un rôle central dans la lutte pour un monde meilleur. Le combat des syndicats de l'éducation est aussi un combat pour la justice sociale et la citoyenneté active.

Les étudiant(e)s, en défilant dans les rues, refusent le cynisme et l'apathie. Ils/Elles ravivent la flamme de l'espoir. L'espoir est contagieux, il peut inspirer les autres et les encourager à changer le

cours de leur destinée. Cette mobilisation des étudiant(e)s contre le changement climatique a non seulement forcé la relance des discussions dans bon nombre de pays, mais a également mis en avant la faiblesse des réponses de nombre de nos démocraties face aux besoins les plus pressants de la population et de la planète. Cette mobilisation peut contribuer à redynamiser le processus démocratique.

L'Internationale de l'Education soutient le combat des étudiant(e)s. Nous demandons instamment à tous les gouvernements de prendre les mesures structurelles indispensables à une transition juste vers une économie résiliente au changement climatique et à basse émission de carbone. Le changement climatique ne se combat pas au travers du « bon comportement des consommateurs/trices? ». Une participation coordonnée et durable des étudiant(e)s, des travailleurs/euses et de leurs représentant(e)s peut être un premier pas vers la justice sociale. Nous sommes aux côtés des étudiant(e)s qui revendiquent des mesures urgentes en faveur du climat et d'une transition économique juste.

Vous pouvez télécharger les visuels de l'IE pour la campagne de demain [ici](#).

4. Soudan: En solidarité avec les militant-e-s des droits humains

Alors que les grèves et les protestations appelant au changement démocratique augmentent en intensité au Soudan, l'Internationale de l'Education exprime sa solidarité avec les universitaires et les syndicalistes et soutient leurs revendications.

Le mouvement de protestation a commencé en réponse aux attaques du gouvernement contre le niveau de vie suite à des mesures d'austérité, qui ont conduit à ce que les travailleur-euse-s ne soient pas payé-e-s et que le coût des produits de base augmente. Les enseignant-e-s, les universitaires, les travailleur-euse-s de la santé, les journaliste-s, les avocat-e-s et les travailleur-euse-s du secteur public ont soutenu l'appel à des élections démocratiques après la longue période de transition du pays.

Bien que l'Internationale de l'Education (IE) n'ait pas encore d'organisation membre au Soudan, elle a entrepris des actions publiques pour demander la libération des universitaires emprisonné-e-s en 2018 et 2019. Les deux fois, les universitaires ont été rapidement libéré-e-s. L'IE s'est associée à d'importantes organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International et Scholars at Risk, pour intervenir auprès des autorités. Elle continue d'exiger la libération immédiate de tou-te-s les prisonnier-ère-s politiques. Elle appelle à mettre fin à la torture et à la violence et à respecter les droits des citoyen-ne-s qui exercent pacifiquement leurs droits de réunion et d'expression plutôt que de les emprisonner.

L'action en cours de l'IE en faveur du respect des droits humains

En 2004, le 4e Congrès de l'IE a adopté une [résolution sur le Soudan](#) demandant à l'IE et à ses affiliés de « soutenir la fin de la violence au Soudan et de protester contre les violations flagrantes des droits humains ». La résolution appelait également l'IE à exhorter les gouvernements nationaux et les organisations intergouvernementales à soutenir et développer les programmes d'aide humanitaire pour les populations déplacées piégées dans les camps de réfugié-e-s au Soudan et au Tchad. En 2017, l'IE a obtenu un financement pour lancer des programmes de développement professionnel pour les enseignant-e-s réfugié-e-s au Sud-Soudan et en Ouganda.

5. « Il est temps de lever le voile et d'intervenir aux Philippines », par David Edwards, Anthony Bellanger et Ambet Yuson.

Des menaces intérieures planent sur la démocratie dans de nombreux pays où des forces autoritaires, souvent populistes et nationalistes, gagnent du terrain et où les institutions démocratiques sont la cible d'attaques. Les Philippines en sont un exemple.

Contexte

Bien qu'il ait été une démocratie pendant la majeure partie de l'après-guerre et pendant plusieurs périodes avant la guerre, le pays a souvent connu des temps difficiles où le plein respect des droits humains et des processus démocratiques a fait défaut. L'un de ces épisodes a trait à la période de 1972 à 1986, lorsque le Président Ferdinand Marcos déclara la loi martiale et en substance régna en dictateur.

Les attaques actuelles visant la démocratie remontent à l'élection démocratique de Rodrigo Duterte, en 2016, à un seul mandat de six ans avec 39% des voix face à quatre autres candidat-e-s. Nombre de ses promesses électorales étaient « progressives », dont des mesures visant à lutter contre la pauvreté, construire des infrastructures et créer des emplois. Il promit par ailleurs de tuer des dizaines de milliers de consommateur-riche-s et de trafiquant-e-s de drogues.

Cette dernière promesse a été tenue par Duterte. Comme l'a déclaré la Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, lors de son intervention devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies le 6 mars 2019, jusqu'à 27.000 personnes auraient été tuées au cours de cette campagne de lutte contre la drogue. Certaines ont été tuées par l'Etat et d'autres par des acteurs non étatiques (escadrons de la mort).

Bachelet a également remarqué que les Rapporteurs spéciaux du Conseil aux droits de l'Homme, ainsi que des dirigeant-e-s de l'opposition, défenseur-euse-s des droits humains et journalistes avaient été la cible de menaces. Elle s'est déclarée vivement préoccupée par l'érosion de l'Etat de droit et les propositions visant à imposer la peine de mort pour les infractions relatives aux stupéfiants et à réduire l'âge de responsabilité pénale de 15 à 12 ans, voire même à 9 ans.

L'Etat de droit a également été remis en cause par une perte d'indépendance du pouvoir judiciaire. La loi martiale a quant à elle été décrétée à Mindanao. Son retour dans l'ensemble du pays est aujourd'hui redouté.

Outre l'emploi de la manière forte pour se débarrasser des stupéfiants, Duterte a été élu pour éradiquer la corruption. Un exemple montre que le bain de sang qu'il a initié n'a porté ses fruits ni sur la drogue ni sur la corruption. Les exécutions extrajudiciaires des consommateur-riche-s de stupéfiants et des petit-e-s trafiquant-e-s ont ainsi explosé.

Pourtant, lorsque deux importantes cargaisons de drogues sont arrivées aux Philippines, l'une d'une valeur de 6,4 et l'autre de 6,8 milliards de pesos (représentant à elles deux des centaines de millions de dollars américains), les agents des douanes concerné-e-s, fautif-ive-s d'avoir fermé les yeux, ont simplement été réaffecté-e-s.

Raisons d'espérer

La corruption s'avéra être le talon d'Achille de Marcos, l'histoire pourrait se répéter aujourd'hui encore. Comme il a été observé dans d'autres pays, les citoyen-ne-s peuvent accepter d'abandonner certains de leurs droits démocratiques afin de lutter contre la corruption, mais ne sauraient cautionner la remise en cause de leurs droits conjuguée à la recrudescence de la corruption. Comme sous le règne de Marcos, il s'agit d'une raison majeure d'insatisfaction de l'opinion.

Un autre enseignement de l'ère Marcos est que le peuple n'a jamais perdu espoir en un avenir meilleur et plus démocratique. Aussi les militant-e-s ont-ils continué, même dans les moments les plus sombres, à mobiliser en faveur des droits et à s'organiser.

La plupart des acteur-ric-e-s du mouvement syndical pluriel des Philippines se sont rassemblés autour des priorités et des actions à mener dans le cadre d'une large alliance appelée NAGKAISA. Les syndicats ont réussi à œuvrer ensemble de manière efficace sur plusieurs questions législatives et ont, malgré les difficultés, réussi à obtenir des avancées.

Le congé maternité a ainsi été approuvé et signé par le président. La Convention de l'OIT n°151 (1978) sur les relations de travail dans la fonction publique, concernant les droits d'organisation et de négociation collective des agents publics, a également été ratifiée et signée par le président. Des pourparlers sont par ailleurs en cours sur les droits des travailleur-euse-s contractuel-le-s/précaires bien que la législation ne soit pas définitive.

Journalistes

La Fédération internationale des journalistes (FIJ), la Fédération syndicale internationale des journalistes et la plus grande organisation de journalistes au monde, a classé, dans son rapport sur la liberté des médias, les Philippines au dernier rang en ce qui concerne la sécurité des journalistes en Asie du Sud-Est. Douze journalistes ont été tué-e-s depuis l'élection de Duterte en 2016.

Les réseaux sociaux ont massivement participé à la diffusion de fausses nouvelles, notamment à travers les activités de [Cambridge Analytics](#), la même société qui a ouvert la voie au micro-ciblage de comptes Facebook aux fins de désinformation aux Etats-Unis pendant la campagne présidentielle de 2016 et le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni la même année.

Les journalistes philippin-ne-s ont été victimes de harcèlement en ligne, notamment par le biais de dénonciations anonymes et non fondées de leurs liens avec les gangs de trafiquants ou de leur affiliation au parti communiste. Les menaces, dont des menaces de mort, sont devenues monnaie courante.

Si l'on ajoute les assassinats aux menaces de mort, au harcèlement en ligne, à la surveillance policière et à la révocation des accréditations, la FIJ a enregistré 85 cas de répression de journalistes de juin 2016 à mai 2018. Il est tout à fait possible, même probable, que le cabinet du président soit impliqué. La FIJ rend compte d'une « répression bien financée et dirigée de manière professionnelle » contre les journalistes sans « fondements factuels ni juridiques ». Le site Web de l'organisation membre de la FIJ, le *National Union of Journalists of the Philippines*(NUJP), a par ailleurs été fermé à plusieurs reprises en raison de cyberattaques.

Le Secrétaire général de la FIJ Anthony Bellanger a dénoncé les attaques menées contre les journalistes philippins, mais a souligné que « l'histoire montr[ait], que malgré les efforts systématiques visant à susciter la peur et l'intimidation, nos collègues philippins [avaient] fait preuve de courage, même dans les pires moments de la loi martiale et [avaient] refusé de céder face aux

tyrans. Ils doivent toutefois être visibles et avoir le soutien d'autres journalistes et de syndicalistes et de tous ceux qui se soucient des droits humains et de la liberté. Ils ne doivent être ni se sentir seuls ».

Enseignant·e·s

Les enseignant·e·s philippin·e·s subissent des menaces et un harcèlement similaires. Lors d'une réunion de solidarité organisée à Manille le 21 février, l'organisation membre de l'Internationale de l'Éducation (IE), l' *Alliance of Concerned Teachers*(ACT), a fait état de 34 cas constatés de profilage, de surveillance et de harcèlement d'enseignant·e·s syndicalistes de la part de la police dans dix régions. Une note de service du Manila Police District, ayant fait l'objet d'une fuite, a révélé que la police avait été chargée de réaliser un « inventaire » de tous les éducateur·rice·s membres de l'ACT.

En novembre dernier, l'ancienne Secrétaire générale de l'ACT France Castro et 17 collègues ont été arrêté·e·s sur la base de fausses accusations alors qu'ils-elles rendaient visite aux écoles Lumad dans le cadre d'une mission humanitaire et solidaire. De nombreuses écoles avaient été fermées de force par l'armée, entraînant le déplacement de plus de 346.000 personnes.

L'actuel Secrétaire général de l'ACT Raymond Basilio a également été victime de harcèlement et a notamment reçu des menaces de mort par SMS sur son téléphone au cours d'une conférence de presse en janvier.

S'exprimant au cours de la réunion de solidarité de l'ACT, le Secrétaire général de l'IE David Edwards a fait remarquer: « J'ai quitté Manille, choqué par les tentatives sophistiquées et très organisées visant à intimider les enseignants et à déformer le programme scolaire de façon à reprendre les opinions des dirigeants politiques actuels. Cependant, je suis également parti avec une admiration et un respect immenses pour les dirigeants et les membres de l'ACT pour le courage et les efforts dont ils ont fait preuve pour protéger leur profession et leur syndicat et entretenir les liens avec leurs communautés. Ils ont besoin, méritent et recevront un soutien fort et soutenu de notre part. »

Réaliser le changement

Le Secrétaire général de l'Internationale des travailleurs du Bâtiment et du Bois (IBB) Ambet Yuson est un vétéran de la lutte pour rétablir la démocratie aux Philippines du temps de Marcos. Il suit de près la situation dans son pays d'origine.

Yuson a remarqué que « bien que de nombreux détails sur ce qui se passe ne soient pas connus en dehors des Philippines, il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. D'un côté, le président est presque à mi-mandat et peut encore porter d'autres coups à la démocratie et aux institutions sur lesquelles elle repose mais de l'autre, malgré les intimidations, les méthodes relevant d'un Etat policier et les campagnes délibérées de désinformation, de méfiance et de peur, de nombreuses personnes courageuses s'opposent au régime et défendent la démocratie. »

Yuson a indiqué que « même si le Président Duterte affichait un mépris pour l'opinion du monde, le peuple philippin [était], plus que d'autres, ancré et intégré dans la communauté internationale. Plus de 12 millions de Philippins vivent à l'étranger et nombre d'entre eux sont des syndicalistes actifs. »

Il a ajouté que « en tant que syndicalistes, nous [devions] nous opposer à tous les tyrans et intervenir partout où la démocratie est menacée. Aux Philippines, compte tenu de la foi du peuple en la démocratie et de son attachement aux normes internationales ainsi que la détermination de braves

gens à se mobiliser, l'action mondiale des syndicats et d'autres acteurs ne se limitera pas à des paroles. Elle contribuera sensiblement à changer la situation sur le terrain et aidera le peuple philippin à sauver et à reconstruire leur démocratie. »

6. Costa Rica: l'IE condamne le meurtre d'un dirigeant autochtone

L'Internationale de l'Education a lancé un appel urgent à ses affiliés condamnant le meurtre de Sergio Rojas Ortiz, militant des droits des peuples autochtones.

L'assassinat de Sergio Rojas Ortiz, leader et défenseur de la communauté autochtone Bribri, survenu le 18 mars dernier a choqué les défenseur-euse-s des droits civiques au Costa Rica et à l'étranger. Rojas défendait activement les droits des peuples autochtones et avait mené une campagne de reconquête des territoires autochtones. Il avait été la cible de nombreuses menaces. Il a été assassiné à son domicile à Salitre, dans le sud du Costa Rica.

Les syndicats exigent une enquête

L'Internationale de l'Education (IE) a rejoint ses affiliés au Costa Rica, l' *Asociación Nacional de Educadores*(ANDE) et le *Sindicato de Trabajadores de la Educación Costarricense*(SEC) pour condamner fermement cet assassinat.

Le Secrétaire général de l'IE David Edwards a écrit au président de la République du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, pour exiger une enquête rapide et impartiale afin de traduire les assassins en justice. La fédération syndicale mondiale appelle également à la protection de l'intégrité des peuples autochtones qui luttent pour récupérer leurs terres.

Le 27 mars, le ministre des Relations extérieures et du Culte du Costa Rica a déclaré que l'enquête sur l'assassinat de Rojas était de « la plus haute priorité pour le gouvernement ».

Une histoire de violence contre les peuples autochtones

L'ANDE déplore que « les gouvernements du Costa Rica n'aient pas prêté suffisamment d'attention au conflit qui dure depuis un an dans les territoires autochtones du Sud ».

Le Costa Rica compte 24 territoires autochtones peuplés de huit groupes ethniques. Seuls 37 % de la superficie totale de Salitre, le territoire du groupe ethnique Bribri établi par la loi comme territoire ancestral, sont occupés par des peuples autochtones.

En avril 2015, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) a invité le Costa Rica à adopter des mesures pour garantir la vie et l'intégrité des peuples autochtones Teribe et Bribri, exposés à la violence en raison de leurs tentatives pour récupérer leurs terres. La CIDH est intervenue après la persécution de Sergio Rojas en tant que défenseur des droits des autochtones. Arrêté en 2015, il était depuis menacé de manière constante et avait déjà été victime de plusieurs agressions.

Le 9 août 2016, dans le cadre de la Journée internationale des peuples autochtones, Sergio Rojas et d'autres dirigeant-e-s autochtones ont dénoncé le manque d'engagement du gouvernement du Costa Rica à l'égard des droits des peuples autochtones lors d'une conférence de presse qui s'est tenue dans les locaux de l'ANDE.

Après l'assassinat de Rojas, le Costa Rica, qui a ratifié la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux droits des peuples autochtones et la Déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones, a invité la CIDH à se rendre dans les territoires autochtones afin de donner suite aux mesures prises pour protéger les communautés autochtones.

Des expert-e-s des droits humains des Nations Unies ont condamné l'assassinat de M. Rojas et ont **exigé** que « les autorités du Costa Rica identifient toutes les personnes impliquées dans ce crime répréhensible et les traduisent en justice conformément à la loi ».

Avril

Titres

1. La démocratie, les droits humains et l'avenir du travail sont inscrits au programme de la réunion du Bureau exécutif

L'ordre du jour de la 52e réunion du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education a couvert un large éventail de thématiques, qui occuperont une place centrale dans quatre mois lors du Congrès mondial de l'IE, principal événement politique de l'organisation.

Le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education (IE) est l'instance de gouvernance élue qui dirige les affaires et les activités de l'IE entre ses congrès mondiaux. A l'occasion de la 52e réunion du Bureau exécutif, organisée par l'IE du 2 au 4 avril à Bruxelles, en Belgique, les membres ont examiné les questions en lien avec le 8e Congrès mondial, convoqué à Bangkok, en Thaïlande, à la fin du mois de juillet.

Priorité à la démocratie

Le Bureau exécutif s'est penché sur une résolution portant sur la démocratie, pivot central de cette priorité majeure de la politique de l'IE dans les années à venir. La Secrétaire générale adjointe Haldis Holst a présenté le texte, en soulignant l'importance de défendre la démocratie face à l'autoritarisme et aux mouvements racistes. Elle a insisté sur le rôle que joue l'éducation dans la lutte contre ces tendances et le danger qu'elles représentent pour nos sociétés et a souligné l'importance d'adopter cette résolution au Congrès.

Droits humains et éducation

Holst et le Secrétaire général de l'IE David Edwards ont clairement réaffirmé le lien indissociable qui existe entre les droits humains et l'éducation. Qu'il s'agisse d'œuvrer en faveur de l'égalité des genres, du respect de la culture et de la langue des peuples autochtones, ou encore, de défendre l'ensemble des droits humains et l'Etat de droit, les enseignants et leurs syndicats représentent la première ligne de défense de la démocratie.

« Nous pouvons dire la vérité à ceux et celles qui nous dirigent car nous sommes une organisation indépendante qui s'appuie sur ses membres », a déclaré Edwards. La Présidente de l'AFT/Etats Unis Randi Weingarten s'est ralliée à cet avis, en rappelant le grand nombre de membres qui luttent pour leur vie. « Nous devons être aux côtés de nos collègues pour les soutenir », a-t-elle conclu.

Le Bureau exécutif a lancé une action de solidarité avec les collègues de l'ACT/Philippines, victimes de harcèlement, de persécutions et placés sous surveillance. Les membres du Bureau exécutif ont arboré des insignes « Touchez pas à nos collègues », après le témoignage émouvant de Raymond Basilio, Secrétaire général de l'ACT, décrivant la situation dangereuse dans laquelle lui et sa famille, ainsi que d'autres syndicalistes, vivent au quotidien. Il explique: « Nous ne faisons rien de mal en protégeant les droits humains ou lorsque nous demandons que les enseignants et enseignantes soient traités comme des êtres humains. Nous continuerons à nous battre à vos côtés. » Il a également rappelé qu'aux Philippines « les enseignants sont sous-payés, croulent sous la charge de travail et sont placés sous surveillance ».

Objectifs atteints

Dans son rapport d'activités, Edwards a mis en avant plusieurs objectifs atteints par l'IE et ses organisations membres. Il a passé en revue les progrès réalisés au cours de ces cinq derniers mois. On notera, en effet, la conduite de plusieurs recherches portant sur l'inclusion, notamment celle des personnes en situation de handicap, ainsi que sur la privatisation, les populations migrantes et réfugiées et le statut du personnel enseignant. Il a également évoqué les conférences politiques organisées en Afrique, en Europe et en Asie, et a souligné la proclamation de la toute première « Journée internationale de l'Education ».

L'avenir du travail

Tim Noonan s'est exprimé au nom de la Confédération syndicale internationale. L'année 2019 marque le centième anniversaire de la création de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le mouvement syndical international saisira cette occasion pour revendiquer une garantie universelle pour l'ensemble des travailleur-euse-s, quelles que soient leurs relations de travail. Il a également expliqué le travail de la Commission mondiale pour l'avenir du travail, constituée par l'OIT, soulignant que « l'économie mondiale doit revoir son fonctionnement pour profiter à tous les individus ».

Noonan a abordé plusieurs problématiques préoccupantes pour le travail international, comme la numérisation et la *datafication* du travail, pour lesquelles une réglementation est nécessaire. Un monde en rapide mutation « a besoin d'un nouveau contrat social pour le 21^e siècle et c'est ce que nous proposerons à l'OIT cette année en juin », a-t-il déclaré.

Afrique

Assibi Napoe, Directrice du bureau régional de l'IE Afrique, a fait un tour d'horizon de la région sous l'angle de l'éducation et des syndicats. Elle a épinglé le besoin urgent de coopérer dans les pays ou régions, touchés par les catastrophes naturelles, la famine ou les conflits. Napoe a mis en avant plusieurs problèmes rencontrés par les syndicats sur le terrain, comme la fragmentation ou l'insuffisance de jeunes membres, ou encore, les barrières institutionnelles telles que le sous-développement du système de dialogue social dans certains pays.

S'agissant de l'accès à l'éducation, l'Afrique reste le continent où le personnel enseignant et les étudiant-e-s rencontrent les problèmes les plus graves. En raison de la fermeture de 1.100 écoles au Burkina Faso, 750 au Mali et plus d'une centaine au Niger, un grand nombre d'enfants n'ont accès à aucune éducation. Dans l'ensemble de l'Afrique, un tiers des jeunes âgés de 12 à 14 ans ne sont pas scolarisés. Plus d'un million d'enseignant-e-s et un financement approprié du système sont nécessaires pour répondre à ce problème en particulier et aux problèmes d'infrastructures en général.

2. Philippines: Stop au harcèlement des syndicalistes de l'éducation par le gouvernement!

Dans sa résolution adoptée à sa 52^e réunion, le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education condamne le profilage et l'étiquetage comme communistes ou terroristes des dirigeant-e-s de l'Alliance of Concerned Teachers/Philippines ainsi que les menaces de mort proférées à leur rencontre.

Le dirigeant de l' *Alliance of Concerned Teachers*(ACT) et membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education (IE) pour l'Asie-Pacifique, Raymond D. Basilio a prononcé un discours émouvant sur le harcèlement et les menaces constants que subissent les membres et les

dirigeant-e-s de l'ACT ainsi que sur sa propre expérience. Cela s'est passé à la 52e réunion du Bureau exécutif de l'IE, qui s'est tenue à Bruxelles (Belgique) du 2 au 4 avril.

En plus de recevoir des [menaces de mort sur son téléphone portable personnel, dont un appel lors d'une conférence de presse de l'ACT le 11 janvier 2019](#), Basilio a expliqué qu'« un jour, un homme est venu me voir et m'a dit: tu es le suivant ».

Il a poursuivi: « Je ne peux plus dormir dans mon lit, je ne peux plus voir ma famille ni aller au bureau du syndicat où m'attendent probablement les forces de l'ordre. J'ai dû changer d'adresse électronique et mes contacts toutes les deux semaines au moins ».

Basilio a déclaré: « Je pourrais aller dans un autre pays, mais je n'abandonnerai pas mes membres. Je veux être avec eux. C'est là qu'est ma place ».

« L'appui du public et la pression internationale, telle que celle exercée par l'Internationale de l'Education, sont extrêmement importants pour nous. J'emporterai avec moi votre soutien sincère à mes camarades éducateurs et aux Philippins », a-t-il conclu.

Graves inquiétudes concernant le profilage coordonné par la police nationale philippine, pourtant illégal et antidémocratique, des membres de l'ACT

Dans une résolution condamnant le profilage et l'étiquetage comme communistes ou terroristes des dirigeant-e-s de l'ACT/Philippines ainsi que les menaces de mort proférées à leur rencontre, le Bureau exécutif de l'IE réaffirme fermement « l'engagement de l'IE à défendre les droits des enseignant-e-s à s'organiser et à la liberté d'expression en tant que droits fondamentaux essentiels pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité et en tant que fondements du discours démocratique et appelle instamment les gouvernements à prendre leurs responsabilités afin de défendre et protéger ces droits ».

Notant « avec une grande inquiétude l'évolution préoccupante rapportée par des affiliés de l'IE aux Philippines concernant le profilage et l'étiquetage comme communistes ou terroristes des dirigeant-e-s de l'ACT/Philippines ainsi que les menaces de mort proférées à leur rencontre », le Bureau exécutif « exprime sa vive préoccupation concernant le profilage coordonné par la police nationale philippine, pourtant illégal et antidémocratique, de membres de l'ACT à Manille, Malabon, Las Pinas, Zambales, Bulacan, Rizal, Mindoro, Sorsogon et Agusan Del Sur, mis en œuvre par le biais de diverses notes non numérotées datées des 26 décembre 2018, 27 décembre 2018, 3 janvier 2019, 7 janvier 2019 et 14 janvier 2019, qui foulent aux pieds le droit d'association et la liberté d'expression des enseignant-e-s et sèment la terreur parmi les enseignant-e-s qui cherchent seulement à faire entendre leur voix dans un pays supposément démocratique ».

La direction de l'IE a également condamné les « menaces de mort avérées, après les cas de profilage, adressées à des dirigeant-e-s de l'ACT, comme son secrétaire général, Raymond Basilio » et déplore que « des responsables de la police nationale philippine et des forces armées des Philippines diabolisent sans relâche l'ACT et ses organisations affiliées comme étant une organisation communiste ou gauchiste, un communiqué de presse officiel récent se vantant même que le gouvernement philippin a inclus l'ACT dans sa liste d'organisations et de fondations populaires progressistes que les responsables gouvernementaux-ales qualifient à tort d'organisations gauchistes ».

La direction de l'IE observe que « ces cas avérés de profilage, ces menaces de mort et cet étiquetage comme communistes de membres et de dirigeant-e-s de l'ACT constituent des entraves considérables aux droits d'association des enseignant-e-s, notamment le droit de créer et de développer leurs syndicats, et que tout cela survient dans le contexte d'indices passés et présents d'un régime tyrannique aux Philippines, comme les assassinats de Tokhang, le massacre d'agriculteur-rice-s, les dispersions violentes de grèves de travailleur-euse-s, le prolongement de la loi martiale à Mindanao, l'intensification des opérations militaires à Negros, Samar et Bicol, le cantonnement de militaires dans les écoles (des peuples autochtones) de Lumad à Mindanao, tout cela ayant pour but de réduire au silence les dissident-e-s et d'imposer un climat d'impunité ».

La résolution appelle « tous les affiliés de l'IE partout dans le monde à aider à rassembler, publier et diffuser des données et des preuves sur ces cas de profilage, de harcèlement, d'étiquetage comme terroriste ou communiste et de menaces de mort contre les dirigeant-e-s et les membres de l'ACT/Philippines » et « exprime sa ferme détermination à porter ces cas à l'attention des organisations internationales de défense des droits humains et du travail et dans les enceintes plus formelles des Nations unies ».

3. Les dirigeant-e-s du mouvement syndical de l'éducation solidaires des éducateur-rice-s africain-e-s vivant dans des pays durement touchés par la violence

Le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Education a envoyé des lettres de solidarité aux organisations membres du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigeria, pays où les violences politiques et terroristes ont coûté la vie à des enseignant-e-s, universitaires et personnels de soutien à l'éducation.

Lors de sa 52e réunion, qui s'est tenue du 2 au 4 avril à Bruxelles, en Belgique, le Bureau exécutif de l'Internationale de l'éducation a exprimé sa solidarité avec les organisations membres après avoir pris connaissance de l'impact des violences politiques et terroristes qui ont coûté la vie à des éducateur-rice-s et des étudiant-e-s au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria au cours des derniers mois.

L'IE enverra un message fort aux autorités de ces quatre pays africains pour leur demander d'agir sur les risques pour la sécurité des élèves et des personnels enseignants. Elle demandera également que ses organisations membres participent à l'adoption de plans de développement cohérents pour répondre aux besoins immédiats et à long terme des communautés locales en matière d'éducation.

La fédération syndicale mondiale des éducateur-rice-s en appelle également aux autorités publiques du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Nigeria pour:

- améliorer les enquêtes sur les violences en milieu scolaire et prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, enquêter sur tous les cas signalés et veiller à ce que tous les auteurs présumés de violences soient traduits en justice;
- intensifier l'action visant à rétablir le droit à l'éducation dans ces pays en garantissant la sécurité et la sûreté des écoles pour l'enseignement et l'apprentissage, comme le prévoient les conventions internationales dont ces pays sont signataires; et

- garantir la liberté syndicale et la mise en œuvre réelle du droit de négociation collective afin de créer un environnement propice à la négociation par les représentant-e-s syndicaux-ales d'une amélioration du statut et des conditions des enseignant-e-s et personnels de soutien à l'éducation.

Les quatre pays ont ratifié la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#), un engagement politique intergouvernemental destiné à restreindre l'utilisation militaire des infrastructures éducatives et à protéger les étudiant-e-s, les enseignant-e-s, les écoles et les universités contre les attaques des forces armées et des groupes armés. La déclaration comprend un éventail d'engagements liés à des actions concrètes et spécifiques qui peuvent réduire le risque d'attaques et atténuer leur impact. Si ses organisations membres en font la demande, L'IE peut contacter la GCPEA pour déterminer comment les syndicats de l'éducation peuvent être inclus dans les activités de mise en œuvre de la Déclaration afin de défendre le droit à l'éducation et de protéger la vie des enseignant-e-s et des étudiant-e-s.

4. OMPI: Les discussions sur les exceptions relatives aux droits d'auteur à des fins d'enseignement et de recherche progressent

La semaine du 1er au 5 avril 2019 a été une semaine importante pour l'éducation et les éducateur-ric-e-s en raison des discussions qui se sont déroulées à l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève.

L'importance des exceptions relatives aux droits d'auteur, notamment en faveur de l'éducation, a été reconnue par plusieurs orateur-ric-e-s lors de la 38e session du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR). Le caractère transnational de l'éducation a également été souligné. Par rapport aux réunions précédentes, davantage de délégué-e-s ont exprimé l'espoir que, lors de la prochaine réunion prévue en octobre, des progrès permettront de faire avancer les travaux internationaux sur les limitations et exceptions. La demande de résultats concrets semble prendre de l'ampleur, selon la déléguée de l'Internationale de l'Education (IE) au SCCR, Nikola Wachter.

Wachter a expliqué que l'IE assiste aux réunions du SCCR afin de défendre et d'élargir la législation internationale relative aux droits d'auteur de manière à permettre aux enseignant-e-s, aux chercheur-euse-s et aux étudiant-e-s d'utiliser des œuvres protégées par les droits d'auteur à des fins d'enseignement et d'apprentissage à domicile, ainsi qu'à des fins de collaboration et d'échanges transfrontaliers.

Dans sa déclaration au SCCR, Wachter a insisté sur le fait que les limitations et exceptions posées à l'utilisation de matériel protégé par les droits d'auteur dans l'éducation devraient être renforcées de manière à permettre un accès à une éducation de qualité pour tous et toutes.

Démonter les mythes qui entourent les droits d'auteur et l'éducation

L'IE a organisé, en collaboration avec la Fédération internationale des associations de bibliothèques et l'Electronic Information for Libraries (EIFL), un événement parallèle intitulé *Vérités, tendances et tropes: ouvrir le débat sur les limitations et exceptions relatives aux droits d'auteur*. Au cours de celui-ci, des représentant-e-s de bibliothèques, de syndicats de l'éducation, de chercheur-euse-s, d'étudiant-e-s et de gouvernement se sont penché-e-s sur des questions récurrentes concernant les droits d'auteur et l'éducation.

La réunion a inclus des sessions sur les thèmes suivants: « Pourquoi les licences commerciales ne résolvent-elles pas tout? », « Un instrument international est nécessaire » et « Les exceptions et limitations ne sont pas la fin des marchés ».

L'IE a souligné que « tandis que les discussions tournent en rond à l'OMPI, l'enseignement moderne a évolué et nous avons besoin d'un instrument international qui apporte de la clarté aux éducateurs et aux étudiants qui travaillent dans leur pays ou dans un environnement transfrontalier ».

Des étudiant-e-s de l'Université de Toronto ont présenté des exemples éclairants des défis qu'ils-elles ont rencontrés au cours de leurs études en matière de droits d'auteur. Certain-e-s n'ont pas pu accéder à des ouvrages alors qu'ils-elles participaient à des programmes d'échange à l'étranger, tandis que d'autres ont dû cliquer sans arrêt sur un livre en ligne, sans quoi leur accès aurait été bloqué en raison de conditions de licence restrictives.

Développer les connaissances sur les droits d'auteur

Au cours de la 38e session du SCCR, plusieurs études relatives aux limitations et exceptions ont été présentées aux participant-e-s. Elles couvraient aussi bien des exposés sur les typologies des législations relatives aux droits d'auteur en faveur de l'enseignement et des bibliothèques que les droits d'auteur dans l'enseignement et l'apprentissage à distance. Ces dernières contenaient des exemples révélateurs des problèmes que rencontrent les éducateur-ric-e-s, les étudiant-e-s et les bibliothécaires des universités lorsqu'ils-elles collaborent par-delà les frontières. Les participant-e-s ont également insisté sur les problèmes liés aux contrats de licence commerciaux.

Evénements régionaux

La 38e session du SCCR a fourni des informations sur les événements régionaux à venir à Singapour, en République dominicaine et au Kenya. L'IE participera à ces consultations avec plusieurs organisations membres afin de faire entendre la voix des travailleur-euse-s de l'éducation par l'intermédiaire de leurs syndicats dans les différentes régions. Les recommandations qui résulteront des séminaires régionaux orienteront les discussions lors de la conférence internationale de l'OMPI sur les limitations et exceptions, prévue en octobre 2019, ainsi qu'à la 39e session du SCCR la semaine suivante.

5. La République de Moldavie adopte la Déclaration sur la sécurité dans les écoles

L'Internationale de l'Education se félicite de l'adoption par la République de Moldavie de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un engagement solennel du gouvernement à protéger les étudiant-e-s, les enseignant-e-s, les écoles et les universités en période de conflit violent.

La République de Moldavie est le 86e Etat à souscrire à la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#), un engagement intergouvernemental visant à protéger, d'une part, les écoles et les universités contre les attaques ciblées et les menaces et, d'autre part, les étudiant-e-s, les enseignant-e-s et les universitaires contre les meurtres, les blessures, les viols, les enlèvements et le recrutement par les parties au conflit. La Déclaration couvre les établissements scolaires et les voies d'accès à ces bâtiments. Le soutien de la Moldavie a été annoncé par la [Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques](#)(GCPEA) le 17 avril.

La Moldavie est également le 39e Etat membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le 37e membre du Conseil de l'Europe à se joindre à la communauté grandissante d'Etats déterminés à prendre des mesures concrètes pour protéger l'éducation pendant les conflits armés.

« L'adoption par la Moldavie de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles est importante étant donné les défis auxquels le secteur de l'éducation a été confronté à la suite du conflit gelé en Transnistrie », a déclaré Diya Nijhowne, Directrice exécutive de la GCPEA. « La Déclaration comprend un engagement à promouvoir des politiques d'éducation sensibles aux conflits qui favorisent la paix plutôt que d'attiser les tensions, ce qui est particulièrement pertinent dans de tels contextes ».

Une importante conférence sur la Sécurité dans les écoles sera organisée bientôt

L'adoption de la Déclaration par la Moldavie intervient alors que l'Espagne se prépare à accueillir la troisième Conférence internationale sur la sécurité dans les écoles, qui se tiendra du 27 au 29 mai à Palma de Majorque.

Au cours de la conférence, les gouvernements, les agences internationales et les organisations non gouvernementales partageront leur expérience en matière de protection des étudiant-e-s, des enseignant-e-s, des écoles et des universités dans les situations de conflit et d'insécurité. La conférence accordera une attention particulière à la manière dont les attaques contre l'éducation peuvent avoir un impact différent sur les femmes et les filles, mettra en exergue la nécessité d'améliorer le suivi et le signalement des atteintes à l'éducation afin d'informer les mécanismes de prévention, d'atténuation et de responsabilisation et identifiera des mesures concrètes pour éviter l'utilisation militaire des infrastructures éducatives.

Un élément clé de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles est l'engagement pris d'intégrer les [Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés](#) dans les cadres politiques et opérationnels nationaux pertinents.

Selon le rapport de la GCPEA, [Education under Attack 2018](#), des écoles et des universités dans au moins 28 pays du monde ont été utilisées à des fins militaires par les forces armées et des groupes armés entre 2013 et 2017, privant les étudiant-e-s de leur droit à l'éducation et menaçant la sécurité des étudiant-e-s, des enseignant-e-s et du personnel.

Titres

1. Ghana: le Forum d'Accra renforce le dialogue social et politique en Afrique

Le Forum de l'Internationale de l'Éducation sur le dialogue social et politique, qui s'est tenu à Accra, au Ghana, les 8 et 9 mai, a permis d'encourager un dialogue politique et social plus fort en Afrique, où les mécanismes de dialogue politique et social sont souvent faibles ou inexistant. Il est important de souligner que les participant-e-s ont signé la Déclaration d'Accra, qui met en évidence la nécessité et les avantages d'un dialogue politique et social.

Un dialogue politique et social efficace est essentiel pour améliorer les politiques de l'éducation. Quand les enseignant-e-s, les personnels d'encadrement et les autorités chargées de coopérer de manière significative et de partager leur expertise pour trouver des solutions aux problèmes de nos systèmes éducatifs partagent ces expériences, nous avons davantage de chances de concrétiser une éducation de qualité pour tous et toutes.

Le forum a créé un espace permettant aux représentant-e-s des syndicats du secteur de l'éducation, des ministères de l'éducation et des acteurs de l'éducation du Burkina Faso, du Ghana, du Malawi et d'Ouganda de se rassembler. Ils-Elles ont appris des expériences des autres, partagé des idées sur la promotion d'une collaboration efficace et discuté de la manière de mettre en œuvre des mécanismes de dialogue plus efficaces dans leurs pays respectifs.

Un intérêt international

Le Forum est une composante de la [Norwegian Teachers Initiative](#)(NTI) et plusieurs partenaires internationaux y ont participé. Citons notamment l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), l'IICBA et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que des représentant-e-s de l'Internationale de l'Éducation (IE) et de ses organisations membres, Lärarförbundet (Suède) et la Centrale Syndicale du Québec (Canada).

Une approche proactive

Pendant le Forum, Haldis Holst, Secrétaire générale adjointe de l'IE, a souligné l'importance du dialogue social. Parlant de son expérience d'ancienne enseignante en Norvège, elle a rappelé aux participant-e-s qu'un dialogue respectueux et fiable et l'inclusion des enseignant-e-s dans les processus décisionnels sont des éléments essentiels non seulement au niveau national, mais aussi au sein même des écoles et aux niveaux local, de district, régional et national dans des contextes décentralisés, ainsi qu'au niveau international. Elle a également souligné que les syndicats s'orientent vers une approche proactive de la résolution des conflits qui, si elle est adoptée par les gouvernements, sera plus bénéfique à long terme.

Tous les autres dignitaires représentant les différents partenaires techniques et financiers ont exhorté les participant-e-s à mettre le dialogue social et politique au centre de la coopération dans le cadre de l'amélioration des politiques relatives aux enseignant-e-s et aux meilleurs résultats d'apprentissage qui s'ensuivront.

Un apprentissage partagé

Des discussions approfondies et fructueuses ont permis aux participant-e-s de tous les pays de parvenir à une compréhension partagée des conditions, des formes et des modèles de dialogue social, mais aussi des possibilités de dialogue social disponibles à différents niveaux dans leur pays. Ils-Elles ont examiné les points forts et les points faibles des mécanismes de dialogue social, débattu des améliorations potentielles des mécanismes et pris des décisions sur des mesures concrètes pour améliorer durablement le dialogue social dans leur pays grâce à au cadre de la NTI, et à plus long terme. Le forum a conclu que, en ce moment, le dialogue social et politique est engagé uniquement en cas de défis. Cependant, un approche plus institutionnalisée et plus préventive que curative est nécessaire.

Exemples de recommandations d'action à court terme:

- établir des équipes de travail représentatives pour contrôler la mise en œuvre de stratégies visant à améliorer les mécanismes de dialogue social;
- renforcer la capacité des syndicats du secteur de l'éducation et des représentant-e-s du gouvernement à s'engager dans un dialogue social constructif;
- assurer l'affectation spécifique des fonds à la simplification du dialogue social; et
- formuler des stratégies de plaidoyer pour sensibiliser les principaux acteurs à l'importance du dialogue social.

Déclaration

L'atelier s'est conclu par l'adoption et la signature de la Déclaration d'Accra. La déclaration reconnaît les avantages de l'amélioration du dialogue social dans le secteur de l'éducation pour la réalisation de l'Objectif 4 des Objectifs de développement durable, rappelle les Recommandations OIT/UNESCO de 1966 et 1997 sur le statut des enseignant-e-s et des personnels de l'enseignement supérieur, et souligne l'importance d'un dialogue social structuré basé sur l'autonomie et la bonne foi. Elle engage les participant-e-s à faire pression sur leurs gouvernements pour un meilleur dialogue politique et social et à prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour assurer la mise en œuvre de la feuille de route d'actions définies lors du Forum pour renforcer le dialogue politique et social.

2. La région Asie-Pacifique appelle à une action internationale en matière de droits d'auteur

Une action internationale est essentielle pour relever les défis auxquels les éducateur-ric-e-s et les chercheur-euse-s sont confronté-e-s lorsqu'ils-elles travaillent avec des documents protégés par les droits d'auteur. Telle était la conclusion d'un récent séminaire régional sur les exceptions aux droits d'auteur dans les domaines de l'éducation, de la recherche, des bibliothèques, des archives et des musées.

Le [séminaire](#) s'est déroulé à Singapour les 29 et 30 avril et était le premier d'une série d'ateliers régionaux organisés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'Internationale de l'Education (IE) y a participé avec ses affiliés, STU, MOVE et PGRI. Pour préparer l'événement, l'IE a publié une [infographie](#) décrivant l'impact de la législation sur le droit d'auteur sur 10 activités éducatives dans 10 pays de la région Asie-Pacifique.

Les discussions sur l'éducation et la recherche ont porté sur les principes d'accès et d'utilisation équitables des œuvres protégées par les droits d'auteur en tant qu'éléments fondamentaux du droit à l'éducation. La conférence a mis en exergue, dans les termes les plus forts possibles, l'importance de

l'accès aux œuvres protégées par les droits d'auteur (qu'elles soient analogiques, numériques ou sous toute autre forme) pour l'enseignement, l'apprentissage et la recherche. Les participant-e-s ont évoqué l'Objectif de développement durable n°4 en tant qu'engagement global nécessitant des ressources, de la détermination et une volonté politique. Un soutien doit également être apporté aux enseignant-e-s pour qu'ils-elles se sentent libres de préparer et d'utiliser les ressources nécessaires pour dispenser un enseignement de qualité à leurs étudiant-e-s.

Aux côtés de représentant-e-s de [Communia](#), de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques, du Conseil international des archives et du Conseil international des musées, l'IE a souligné que les lois sur les droits d'auteur ne correspondent souvent pas à la réalité des secteurs concernés et qu'il convient de changer cela pour que leurs missions d'intérêt public puissent être remplies.

Des réformes des droits d'auteur sont nécessaires

Les délégué-e-s gouvernementaux ont reconnu que les lois sur les droits d'auteur devaient être améliorées pour que les enseignant-e-s et les chercheur-e-s puissent fournir un enseignement et une recherche de qualité. Les lois restrictives et les verrous numériques ont été discutés en tant qu'obstacles majeurs au droit à l'éducation et à la recherche.

Enfin, trois des quatre groupes de travail dirigés par les gouvernements de la région ont conclu qu'un instrument juridique international sera essentiel pour relever les défis de l'éducation moderne liés aux droits d'auteur. Les délégué-e-s ont souligné la nécessité d'un instrument international non seulement pour relever les défis transfrontaliers, mais également pour aider les gouvernements à réformer leur législation nationale. L'OMPI, en tant qu'organisme international capable de faire progresser la législation internationale sur les droits d'auteur, peut jouer un rôle important à cet égard.

Plaidoyer

L'IE a plaidé en faveur d'une telle approche et a récemment approuvé un projet de traité sur les exceptions et limitations en matière de droits d'auteur pour les activités d'enseignement et de recherche, qui pourrait servir de base de discussion à l'OMPI.

L'IE et une délégation de membres participeront à toutes les réunions régionales de l'OMPI (au Kenya, les 12 et 13 juin; et en République dominicaine, les 4 et 5 juillet). Comme l'a confirmé le secrétariat de l'OMPI, les recommandations de chaque séminaire régional seront prises en compte lors de la conférence mondiale d'octobre à Genève, en Suisse. Cette conférence orientera ensuite le Comité permanent de l'OMPI sur le droit d'auteur et les droits connexes sur les mesures à prendre à l'OMPI dans les domaines de l'éducation, de la recherche, des bibliothèques, des archives et des musées.

3. Coopération au développement: comment les syndicats de l'éducation peuvent-ils fonctionner au mieux en réseau?

Dans un podcast EdVoices de l'Internationale de l'Éducation, Tore Asmussen, Secrétaire international du Danish Union of Teachers, et Dan Martin, Directeur du programme international de justice sociale de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, réfléchissent sur l'importance pour les syndicats de l'éducation de travailler collectivement en réseau sur les questions de coopération au développement et soulignent la nécessité de garantir la durabilité des projets de coopération au développement.

« Il est essentiel que nous cherchions des occasions de travailler ensemble »

Interrogé sur l'importance de travailler collectivement en réseau, Dan Martin a souligné qu'« il est extrêmement important et essentiel que nous cherchions des occasions de travailler ensemble. Nous recherchons l'unité dans tous les pays où nous travaillons, et nous souhaitons vivement encourager une approche coopérative dans les pays où nous sommes engagés. Et je pense que les mêmes principes devraient s'appliquer à nous en tant que partenaires du Nord. »

« L'un des éléments, c'est que ceux d'entre nous qui travaillent dans le domaine de la coopération au développement (CD) ne représentent qu'une toute petite partie de l'ensemble de nos organisations », qui « sont très centrées sur les questions nationales », explique Tore Asmussen.

Il a expliqué que « nous, en tant que membres du personnel de notre organisation, sommes en quelque sorte isolés dans notre travail sur les questions internationales, et la plupart de nos collègues estime que 'l'international, ça a l'air intéressant', mais ils n'en savent pas beaucoup à ce sujet ». Il a souligné que cette réunion sur la CD « est aussi l'occasion de rencontrer des collègues qui travaillent dans le même type d'organisation rencontrant le même type de problèmes, et c'est une expérience d'apprentissage révélatrice où des personnes qui sont dans la même situation partagent toute sorte de choses, allant du partage des méthodes au partage des informations sur ce que les gens savent et ont vu. Etre ensemble nous permet de gagner à plusieurs niveaux. »

L'Internationale de l'Education est extrêmement importante pour s'assurer que l'organisation bénéficiaire est entendue.

En ce qui concerne le lien entre le travail en réseau et la durabilité d'un projet de coopération au développement, Asmussen a mentionné que « c'est particulièrement important dans le cas où un partenaire est 'faible', parce qu'il est possible que jusqu'à quatre organisations collaborent pour le soutenir et cela permet d'avoir des discussions ».

Mais « sont-ils assez forts pour nous affronter et nous dire: Ecoutez, non, vous vous trompez, ce dont nous avons besoin, c'est de cela ? » a-t-il demandé.

Il a poursuivi en soulignant que c'est « un domaine où l'Internationale de l'Education est extrêmement importante pour s'assurer que l'organisation bénéficiaire, l'organisation partenaire, est entendue et que son intérêt est pris en compte ».

Martin a également abordé la question de la durabilité, en insistant sur le fait que « c'est essentiellement tout ce que nous voulons faire. Notre objectif est de travailler jusqu'à ce qu'on n'ait plus besoin de nous. Nous voulons que les organisations partenaires développent leurs capacités afin qu'elles répondent aux besoins de leurs membres, qu'elles deviennent des organisations d'enseignant-e-s réactives et pertinentes qui ont la volonté de remplir leur mandat. »

Il a donc convenu qu'« il y a tellement à gagner à travailler en partenariat au sein d'un consortium et que c'est certainement un domaine dans lequel nous avons hâte d'en faire plus dans les années à venir ».

Titres

1. Un enseignement public inclusif de qualité: un élément capital pour mettre fin au travail des enfants

A l'occasion de l'édition 2019 de la Journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin, le Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a souligné qu'un « enseignement public inclusif de qualité est un élément capital pour éliminer le travail des enfants ». Dans le monde, les syndicats de l'éducation jouent un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif.

L'Internationale de l'Éducation (IE) et ses organisations membres se joignent à la célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants. Ces organisations sont des syndicats de l'éducation qui œuvrent activement pour éradiquer le travail des enfants « avec de nombreux résultats positifs », a déclaré David Edwards. Collaborant étroitement avec les communautés locales dans des domaines spécifiques, les affiliés de l'IE dans plus de dix pays et sur trois continents travaillent dans des écoles cibles pour retirer les enfants du travail et les remettre sur les bancs de l'école. La réduction de l'absentéisme et du taux d'abandon scolaire est l'axe principal de leur travail. « D'autres affiliés ont des plans visant à lancer à très court terme des projets d'éducation inclusive et de lutte contre le travail des enfants », a indiqué Edwards.

Les programmes pratiques des syndicats englobent des cours de perfectionnement professionnel pour les enseignant-e-s et les chef-fe-s d'établissement, qui mettent l'accent sur une pédagogie axée sur l'enfant et sur des techniques d'apprentissage actif. Les enseignant-e-s apprennent à mieux comprendre ce qu'est le travail des enfants et à identifier les enfants à risque ou qui travaillent déjà.

« Grâce à la formation, nous avons eu de nouveaux outils pour travailler. Ils reposent sur des concepts éducatifs sains. J'ai eu l'impression que j'étais plus apte, que notre travail était bien meilleur. Les résultats des élèves se sont grandement améliorés. » Naima Dekhissi, membre du comité provincial de pilotage du projet et coordinatrice régionale du cercle des femmes du SNE, à Fès (Maroc).

« Le problème était que les enfants ne venaient pas régulièrement à l'école, peut-être trois fois par semaine seulement. Les enseignants pensaient que c'était normal. Mais aujourd'hui, après la formation, les enseignants sont plus autonomes et pensent aux conséquences sur les résultats scolaires des enfants s'ils ne viennent pas à l'école. » Bernarda López, Secrétaire de l'organisation, CGTEN-ANDEN (Nicaragua)

Il est également important d'attirer et de garder les enfants à l'école. La participation est encouragée, les bons résultats sont récompensés, un soutien scolaire supplémentaire est apporté et le programme a été élargi pour inclure des aptitudes pratiques, du sport et les arts.

Des initiatives à partenaires multiples sont également essentielles pour lutter contre le travail des enfants. Au Mali, par exemple, des comités villageois de contrôle du travail des enfants incluent des membres du SNEC, l'affilié de l'IE, le Comité de direction scolaire, l'association des parents et des enseignants, l'association des mères et un représentant de l'association minière artisanale. Le président du comité est le chef traditionnel du village.

Tous les programmes d'éducation se concentrent sur les filles afin de surmonter les obstacles qu'elles rencontrent pour rester scolarisées, en particulier après la puberté. Les écoles font en sorte d'assurer la sécurité du trajet vers l'école et de soutenir les filles par la gestion de leur menstruation. Les enseignantes servent de modèles positifs pour les filles et s'efforcent de lutter contre les traditions du mariage précoce et de surmonter la stigmatisation sociale profondément enracinée afin que les filles enceintes, les jeunes mères et les jeunes veuves puissent rester à l'école ou y retourner.

«?Ici, les filles roms et égyptiennes sont mariées à 14?ans dans des mariages coutumiers. Ce n'est pas légal, mais elles sont pourtant mariées. Les filles quittent donc l'école à 13 ou 14?ans à cause de la mentalité de leur famille. Nous avons eu des réunions fréquentes avec les parents... Une fois, ... la grand-mère nous a dit que parce que j'étais venue si souvent le lui demander, elle acceptait d'amener l'enfant à l'école.?» Enseignante du groupe de suivi, école de NaumVe qilharxi, Korça (Albanie)

Les syndicats retirent les bénéfices de leur travail en faveur des droits des enfants et de la qualité de l'enseignement. Ils indiquent que les relations avec les autorités locales et régionales en charge de l'éducation se sont améliorées et qu'ils ont davantage de visibilité pour le gouvernement local. Le nombre d'adhérents a également augmenté.

«?Lorsqu'ils voient souvent des membres dans le cadre du projet de lutte contre le travail des enfants, ils commencent à croire en vous parce que tous les membres ne sont pas concernés par les syndicats, mais tous sont concernés par le bien-être et l'éducation des enfants. De sorte que ce groupe de membres a commencé à nous répondre et à nous faire confiance.?» Sifiso Ndlovu, Responsable exécutif du ZIMTA, Zimbabwe

De meilleures relations de travail ont également abouti à des règlements plus rapides des problèmes d'emploi, à de nouvelles possibilités de partenariats, à un dialogue social et à un plaidoyer commun concernant les questions de recrutement et d'infrastructure.

L'IE continuera de soutenir le travail des syndicats visant à promouvoir une éducation inclusive de qualité et à éradiquer le travail des enfants. Elle contribuera également à favoriser l'échange de bonnes pratiques entre les syndicats et avec les partenaires de la société civile.

Ecoutez notre podcast avec Samuel Grumiau, notre consultant spécialisé dans les activités syndicales de lutte contre le travail des enfants:

2. Djibouti: des enseignants injustement détenus

L'Internationale de l'Education et le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation exigent la relaxe immédiate de sept enseignant-e-s arrêtés à Djibouti suite à des accusations infondées.

Le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), qui regroupe les syndicats de l'éducation de l'espace francophone et fait partie de l'Internationale de l'Education (IE), a été informé de l'arrestation de sept enseignant-e-s à Djibouti.

Six d'entre eux, Mohamed Samireh, Abdoul-Mahin Hassan, Youssouf Mohamed Hamid, Moussa Djama Ali, Abdourazak Ibrahim et Kassim Abdoukader, sont accusés d'avoir divulgué les sujets du

baccalauréat de la session 2019. Ils sont toujours maintenus en détention malgré une décision de libération provisoire prononcée par le tribunal, le procureur général ayant fait appel.

Une autre enseignante, Oumalkhaire Farah Robleh, qui a exprimé son soutien envers ses collègues emprisonnés sur les réseaux sociaux, a quant à elle été condamnée à 3 mois avec sursis pour diffamation. Elle n'a évité la prison que du fait d'être enceinte de 8 mois.

Selon les informations recueillies par le CSFEF auprès des deux syndicats de l'éducation affiliés à l'IE dans le pays, à savoir le Syndicat des enseignants et personnels de l'éducation (SEP) et le Syndicat des professeurs des collèges et lycées de Djibouti (SYNESED), ainsi que de la centrale syndicale l'Union Djiboutienne des travailleurs (UDT), ces accusations sont totalement infondées.

« Ces enseignants, dont quatre sont des militants syndicaux, exercent leur métier avec sérieux et compétence dans les lycées de Djibouti. Ils n'avaient en outre aucun moyen de se procurer les sujets du baccalauréat par avance », explique le Président du CSFEF Jean-Hervé Cohen dans un communiqué de presse en date du 23 juin. « Ils nient ces accusations qui, par ailleurs, portent gravement atteinte à leur probité professionnelle. »

Outre les poursuites pénales engagées à leur rencontre, les sept enseignants ont appris qu'ils faisaient également l'objet d'une procédure disciplinaire qui pourrait mener à leur radiation pure et simple.

Dans une lettre au Président de Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh, l'IE et le CSFEF se sont joints au SEP et au SYNESED pour exiger la relaxe immédiate des enseignants injustement accusés, la fin des procédures disciplinaires engagées à leur rencontre, ainsi que le respect de la liberté syndicale pour tous les enseignants de Djibouti.

Omar Ali Ewado, Secrétaire général adjoint du Syndicat des Enseignants du Premier Degré (SEP) et fondateur de la Ligue djiboutienne des droits humains, souligne de son côté que « ces enseignants ont été pris comme boucs émissaires. Les sujets n'ont pas été divulgués sur les réseaux sociaux. Ils n'ont pas procédé à une 'déstabilisation du système éducatif' en mettant des sujets sur les réseaux sociaux. »

Les syndicats djiboutiens attendent les résultats du procès de ces sept enseignant-e-s dans le courant de la semaine.

L'IE et le CSFEF apportent leur soutien plein et entier aux collègues emprisonnés, et continueront à suivre l'évolution de la situation des enseignant-e-s et des droits humains et syndicaux à Djibouti.

Vous pouvez en apprendre plus sur la situation d'enseignants injustement détenus à Djibouti [dans ce blog](#) écrit par le Secrétaire général du SEP Ahmed-Kadar Nour Ismail.

Titres

1. Solidarité avec les actions de protestation des syndicalistes de l'éducation de Hong Kong

L'Internationale de l'Education a soutenu fermement ses affiliés à Hong Kong et à Taiwan qui ont protesté contre un changement législatif qui faciliterait l'extradition vers la Chine continentale.

Le *Hong Kong Professional Teachers' Union*(PTU), rejoint par la *National Teachers' Association of Taiwan*(NTA), a exigé le retrait du projet de loi 2019 sur les délinquants en fuite et l'entraide judiciaire en matière pénale (amendement) proposé par les autorités de Hong Kong.

Plus d'un million de manifestant-e-s sont descendu-e-s dans la rue le 9 juin et deux millions le 16 juin pour exiger que le gouvernement retire le projet de loi qui permettrait à pratiquement tout le monde d'être arrêté et détenu en Chine continentale. Comme l'a déclaré le Président de la NTA Hsu-Cheng Chang: « Il est à craindre que la nouvelle loi ne vise pas seulement les criminels, mais aussi les militants politiques et les défenseurs des droits humains, ce qui conduira à terme à l'érosion des libertés civiles à Hong Kong.

Le *Hong Kong Professional Teachers' Union* a lancé des boycotts de cours en classe à travers Hong Kong à partir du 12 juin. Les enseignant-e-s ont été invité-e-s à expliquer l'importance des protestations contre l'extradition tout en assurant la sécurité de leurs étudiant-e-s. Le PTU a critiqué le gouvernement pour avoir fait avancer les amendements juridiques par tous les moyens. Le syndicat a également dénoncé l'utilisation de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc par la police de Hong Kong pour disperser les manifestant-e-s. De nombreux élèves et un enseignant ont été blessés pendant les affrontements.

Le 12 juin, le PTU a exigé une enquête indépendante sur l'usage de la force par la police et que les manifestant-e-s ne soient pas poursuivi-e-s.

2. La réunion du CSFEF souligne l'importance de la voix des syndicats francophones dans la lutte contre le changement climatique

Les représentations syndicales des organisations francophones affiliées à l'Internationale de l'Education (IE) se sont rencontrées aujourd'hui à l'occasion de la réunion du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) en vue de discuter des moyens de continuer à faire entendre leur voix au 8e Congrès mondial de l'IE au travers de résolutions ou de la représentation francophone au sein des organes décisionnels.

Réunies en groupes plus petits, les délégué.e.s ont insisté sur la représentation syndicale, l'importance de la solidarité des syndicats et la nécessité de remédier le plus rapidement possible à la fragmentation syndicale notamment au niveau de la coordination et des plates-formes des organisations. Il s'agit de mieux faire valoir les droits et les intérêts de la communauté enseignante et des personnels de soutien à l'éducation.

Enfin, les syndicalistes francophones de l'éducation ont de plus en plus conscience de l'importance de tenir compte du changement climatique dans leurs revendications collectives. Cette question

représente un véritable défi pédagogique. Raison pour laquelle les délégations ont affirmé leur volonté d'enseigner l'« éco-citoyenneté » et de mener des recherches conjointes afin de pouvoir aborder ces questions sous un angle démocratique. La communauté enseignante est solidaire des jeunes qui veulent se mobiliser pour le climat !

3. Les syndicats d'enseignant-e-s australiens et européens demandent que l'éducation soit exclue des négociations commerciales

Au cours du 8e Congrès mondial de l'Internationale de l'Education (IE), les syndicats de l'éducation membres en Australie et dans l'Union européenne ont publié une déclaration appelant le gouvernement australien et la Commission européenne à garantir davantage de transparence dans les négociations portant sur un éventuel accord de libre-échange entre l'Australie et l'UE et à exclure explicitement de ce dernier le secteur de l'éducation.

Les négociations commerciales entre l'Australie et l'Union européenne (UE) ont été lancées le 18 juin 2018. Quatre cycles de négociations ont déjà eu lieu jusqu'à ce jour. L'Internationale de l'Education et ses organisations membres en Australie et en Europe ont suivi avec inquiétude ces négociations, dès le moment où elles ont été proposées. Les informations à propos du calendrier des négociations et de leur contenu restent extrêmement limitées. Aucune structure, telle qu'un forum des parties engagées, n'a été mise en place pour permettre aux syndicats et aux organisations de la société civile d'échanger leurs points de vue avec les négociateur-ric-e-s commerciaux-ales concernant les cycles de négociations.

L'Internationale de l'Education et ses organisations membres en Australie et en Europe demandent à être systématiquement consultées par le gouvernement australien et la Commission européenne avant toute discussion entourant l'éducation et, en l'occurrence, l'accord de commerce entre l'UE et l'Australie. Si l'Union européenne a effectivement confié la conduite des négociations à la Direction générale du commerce, il importe que les autres instances compétentes de l'UE soient, elles aussi, impliquées et consultées dans le cadre de ce processus, en particulier la Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture et la Direction générale pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion.

D'autre part, l'Internationale de l'Education et ses organisations membres en Australie et en Europe demandent que l'éducation soit explicitement exclue de cet accord en cours de négociation. Les syndicats de l'éducation nourrissent des inquiétudes à propos de plusieurs volets des négociations :

- **Promotion de la privatisation et de la commercialisation de l'éducation**, accentuant la précarisation de l'emploi au sein de la profession enseignante, créant des inégalités en termes d'accès, de réussite scolaire et de qualité de l'éducation et menaçant la liberté académique, en particulier dans l'enseignement supérieur.
- **Le commerce en ligne (e-commerce) et les réglementations nationales**, notamment le risque de voir certaines formes de commerce numérique être associées à des services d'éducation tels que les différents types de formation en ligne. Ces services offrent de nouvelles possibilités mais présentent également des dangers potentiels en ce qui concerne les informations personnelles des étudiant-e-s et la collecte de leurs données, la limitation de l'accès aux ressources et aux recherches, et l'uniformisation du matériel pédagogique pouvant amener à la disparition des contenus locaux. Ces réglementations soulèvent potentiellement des problèmes en matière d'emploi, dans la mesure où le commerce en ligne pourrait inciter

certains gouvernements à abandonner progressivement les prestations éducatives locales au profit d'alternatives en ligne moins coûteuses.

- **Dispositions relatives à la propriété intellectuelle**, pouvant avoir des conséquences négatives sur les systèmes d'éducation. Une réglementation plus stricte en matière de droits d'auteur pourrait avoir des effets préjudiciables pour l'éducation, dans la mesure où les enseignant-e-s et leurs étudiant-e-s seraient soumis-e-s à des règles plus restrictives lors de l'achat de matériel, impliquant une augmentation des coûts et une diminution de la flexibilité en classe.

Les syndicats de l'éducation estiment que les réglementations commerciales ne peuvent en aucun cas restreindre la capacité des gouvernements et des autorités publiques compétentes à offrir des services publics de haute qualité tels que l'éducation. Le moyen le plus efficace de protéger la haute qualité de l'enseignement en Australie et dans l'UE consiste à prévoir une exclusion générale du secteur de l'éducation dans l'ensemble de l'accord en question.

[Pour la lire la déclaration dans son intégralité, cliquez ici.](#)

Août

Titres

1. Journée internationale des peuples autochtones: préserver, revitaliser et promouvoir les langues autochtones

Le 9 août, l'Internationale de l'Education célèbre la Journée internationale des peuples autochtones, qui est consacrée cette année aux langues autochtones, en accord avec la proclamation par les Nations Unies de l'année 2019 comme étant l'Année internationale des langues autochtones.

Parmi toutes les langues du monde, ce sont les langues autochtones les plus menacées. Pourtant, celles-ci sont bien plus qu'un simple outil de communication: elles sont les gardiennes de l'identité, de l'histoire et des souvenirs des millions de peuples autochtones. Les préserver, les revitaliser et les transmettre aux nouvelles générations est non seulement vital pour la riche diversité culturelle du monde, mais aussi essentiel à la protection des droits des peuples autochtones.

L'éducation est la clé de cet effort. Lors du 8e Congrès mondial de l'Internationale de l'Education, les représentant-e-s de 32 millions d'éducateur-ric-e-s ont pris les devants et ont adopté à l'unanimité une [résolution faisant de la décolonisation de l'éducation une priorité pour l'IE](#) au cours des quatre prochaines années. Le Congrès a estimé que « les syndicats de l'éducation, en tant qu'organisations porte-parole de la profession enseignante œuvrant en faveur de la justice sociale au sein/au travers de l'éducation, jouent un rôle unique dans la promotion de la décolonisation de l'éducation à travers le monde. »

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Education a déclaré: « Cette journée de célébration nous offre l'occasion de reconnaître les effets négatifs de nos systèmes éducatifs sur les droits des peuples autochtones et de réfléchir aux différentes façons de les combattre. Et cette réflexion doit conduire à l'action. Notre action pourrait bel et bien commencer aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, mais elle doit continuer bien après la fin de cette journée. » Cliquez [ici](#) pour lire dans son intégralité la déclaration de notre Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones.

Pour de plus amples informations et pour participer, veuillez consulter le [site officiel de l'Année internationale des langues autochtones 2019](#).

2. Journée internationale de la jeunesse – Transformer l'éducation pour et avec les jeunes

L'Internationale de l'Education célèbre la Journée internationale de la jeunesse et rejoint le mouvement syndical mondial en s'associant aux jeunes travailleur-euse-s d'aujourd'hui et de demain, à eux et à ceux qui détiennent et exercent le pouvoir dans le monde du travail et au-delà: l'éducation est un droit humain et un bien public ayant le potentiel de transformer la vie des individus, des communautés et de pays entiers.

Journée internationale de la jeunesse – transformer l'éducation pour et avec les jeunes

L'Internationale de l'Éducation célèbre la Journée internationale de la jeunesse et rejoint le mouvement syndical mondial en s'associant aux jeunes travailleur·euse·s d'aujourd'hui et de demain, à eux et à ceux qui détiennent et exercent le pouvoir dans le monde du travail et au-delà: l'éducation est un droit humain et un bien public ayant le potentiel de transformer la vie des individus, des communautés et de pays entiers.

Alors que le thème de la Journée internationale de la jeunesse 2019 est [Transformer l'éducation](#), le mouvement syndical mondial regrette profondément que le monde soit complètement [en retard](#) et ne parvienne pas à atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 4, sur l'enseignement public de qualité, de l'agenda du développement durable à l'horizon 2030.

Dans leur [déclaration pour le 12 août](#), Journée internationale de la jeunesse, les organisations syndicales mondiales de tous les secteurs soulignent que « la jeune génération actuelle est la plus importante de l'histoire. Et pourtant, les opportunités d'engagement politique, économique et social des jeunes à travers le monde sont bien trop souvent limitées et dépréciées. Au niveau mondial, l'exclusion économique et le chômage des jeunes ne sont que deux des principaux défis auxquels nous sommes confronté·e·s. »

Les jeunes devraient avoir le droit à un accès équitable et inclusif à:

- **Un enseignement public de qualité et universel**, gratuit, équitable, non discriminatoire, inclusif et accessible à tous les groupes fragilisés, suivant un programme scolaire vaste et holistique qui met l'accent sur le changement climatique et offre des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie;
- **Des éducateur·rice·s bien formé·e·s et des environnements d'apprentissage de qualité**, dénués de [violence et harcèlement](#), assurant des conditions de travail et d'emploi décentes, notamment un accès à la formation professionnelle continue pour tou·te·s les éducateur·rice·s, y compris les jeunes;
- **Des systèmes et des programmes d'apprentissage de qualité**, qui respectent la loi et les conventions collectives et offrent un salaire décent ainsi qu'une couverture de protection sociale de base;
- **Des emplois de qualité** assurant un salaire décent et adapté au coût de la vie, la sécurité de l'emploi grâce à des contrats de travail traditionnels, une protection sociale, de bonnes conditions de travail dans des lieux de travail sains et sécurisés, un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée, une représentation syndicale ainsi que le droit à la négociation.
- **Un accompagnement dans les [transitions futures du travail](#)**, notamment lors du passage du monde de l'éducation à celui du travail, afin d'offrir la possibilité aux jeunes d'acquérir les compétences élémentaires leur permettant de s'impliquer de manière efficace dans un monde de travail en pleine évolution; et
- **des syndicats démocratiques**, disposant d'une capacité institutionnelle durable ainsi que des ressources nécessaires pour s'organiser, négocier et manifester. Ces éléments sont fondamentaux pour renforcer le pouvoir collectif des jeunes travailleur·euse·s.

« La jeunesse est la clé de voûte de la création de sociétés durables », a souligné David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation. « Les éducateurs et éducatrices du monde entier en témoignent dans leurs pratiques quotidiennes, le comprennent et sont donc déterminés à faire de la qualité de l'éducation pour tous une réalité. Leurs syndicats sont fermement résolus à travailler

avec les pouvoirs publics pour faire en sorte que l'ODD4 soit atteint avant 2030. Lors de notre dernier Congrès, en juillet, nous avons eu la chance de voir nombre de jeunes militants et militantes de l'éducation prendre la parole dans les réunions, se montrer prêts à assumer des responsabilités dans leurs syndicats et à prendre la direction à l'avenir. »

La Journée mondiale des enseignants mettra également les jeunes en lumière

En 2019, la [Journée mondiale des enseignant-e-s](#) célébrera également et mettra en relation les jeunes et l'éducation avec le thème « Jeunes enseignant-e-s: l'avenir de la profession ». Le 5 octobre est l'occasion de célébrer la profession d'enseignant-e dans le monde entier, de faire le bilan des réalisations et de traiter certaines des questions essentielles pour attirer et conserver les esprits les plus brillants et les jeunes talents au sein de la profession.

Contexte

Il y a actuellement 1,8 milliard de jeunes âgés de 10 à 24 ans dans le monde. C'est la plus grande population de jeunes de tous les temps. Cependant, plus de la moitié des enfants et des adolescent-e-s âgé-e-s de 6 à 14 ans n'ont pas les compétences de base en lecture et en calcul, même si la majorité d'entre elles et eux vont à l'école. Cette crise mondiale de l'apprentissage menace d'entraver sérieusement les progrès vers la réalisation des ODD.

L'Assemblée générale des Nations Unies a désigné le 12 août Journée mondiale de la jeunesse pour la première fois en 1999. C'est une célébration annuelle du rôle des jeunes femmes et des jeunes hommes en tant que partenaires essentiels du changement et une occasion de sensibiliser aux défis et aux problèmes auxquels sont confrontés les jeunes du monde.

3. 500 jours d'injustice – Nous devons réparer les torts et libérer Lula

Ce 20 août marque le 500e jour d'emprisonnement arbitraire de l'ancien Président brésilien Luiz Inácio « Lula » da Silva. Cette journée est une journée d'action et de mobilisation pour la justice. Les éducateur-ric-e-s du monde entier soutiennent les revendications de leurs collègues brésilien-ne-s qui réclament la libération du Président Lula. Rejoignez-nous!

Président parmi les plus appréciés de l'histoire du Brésil et premier chef d'Etat venant du milieu ouvrier, Lula est victime d'une terrible erreur judiciaire. Malgré l'absence criante de preuves, ce dernier a été placé en détention et empêché de se présenter aux élections présidentielles contre le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Alors que les sondages annonçaient clairement la victoire probable de Lula, ce dernier a été condamné sous de fausses accusations et n'a pas été autorisé à participer aux élections, malgré les appels lancés par le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies.

Le gouvernement de Bolsonaro abandonne actuellement toutes les politiques qui ont forgé la popularité de Lula auprès des Brésilien-ne-s et amélioré la vie de plusieurs millions d'entre eux-elles. L'éducation publique gratuite de qualité est menacée, au détriment des étudiant-e-s et de l'avenir du pays. Comme le souligne Lula, « les problèmes du Brésil ne seront pas résolus par les armes mais par les livres et les écoles ».

Fort d'une solide expérience au sein du mouvement syndical, le Président Lula a manifesté un large soutien aux syndicats de l'éducation du pays ou d'ailleurs, en rencontrant leurs représentant-e-s à plusieurs reprises. Il a notamment accueilli les délégué-e-s du Congrès mondial de l'IE organisé au

Brésil en 2004, à Porto Alegre, et a donné une allocution lors du 33e Congrès national du CNTE/Brésil en 2017.

Les syndicats de l'éducation brésiliens ont appelé à la libération du Président Lula et adopté une position très ferme contre le gouvernement de Bolsonaro, [ses méthodes et ses politiques](#). Roberto Franklin de Leo, Secrétaire aux relations internationales de la CNTE/Brésil et Vice-président de l'IE, a insisté sur le fait que « les 500 jours d'emprisonnement de l'ancien président Luis Inacio Lula da Silva marquent un triste jalon dans l'histoire récente de la démocratie brésilienne. La collusion entre des membres de l'appareil judiciaire brésilien, en partenariat avec des secteurs importants des principaux médias commerciaux du pays et des puissances économiques locales et internationales, a injustement emprisonné le principal dirigeant vivant du Brésil et le président le plus apprécié: à la tête du pays, Lula était un ardent défenseur d'un enseignement public de qualité pour tous les Brésiliens. Rien de ce dont il est accusé n'est vrai, mais le silence des instances de contrôle judiciaire brésiliennes rend tout le monde complice de cette arrestation injuste! Nous sommes tous Lula! Liberté pour Lula maintenant! »

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation a déclaré: « Ces 500 jours de prison sans procès équitable ne peuvent continuer plus longtemps. Il ne s'agit pas seulement d'une personne. Il s'agit d'un pays qui n'a pas tenu sa promesse de démocratie véritable, d'État de droit, d'égalité et de respect des droits humains. Cette erreur judiciaire doit cesser maintenant. Lors du Congrès mondial de l'Internationale de l'éducation, des représentants de 32 millions d'éducateurs ont été clairs: nous nous associons à nos collègues brésiliens et demandons la libération immédiate du président Lula. »

Participez à l'action et ajoutez votre voix à l'appel #FreeLula! Voici comment y contribuer:

- [Signez la pétition visant à mettre fin aux jugements inéquitables, comme l'ont déjà fait près de 100.000 personnes.](#)
- Diffusez cette pétition sur les réseaux sociaux avec les hashtags #LulaLibreJa #FreeLula et #500InjusticeDays
- Exprimez votre soutien en ligne en publiant photos, vidéos et messages dès aujourd'hui, plus précisément entre 12h00 et 14h00, heure du Brésil. Utilisez les hashtags de la mobilisation et étiquetez les profils de la campagne *Lula Livre*: Twitter: @ComiteLula @FreeLulaBrasil; Instagram: @lulalivreoficial, @free.lula; Facebook: www.facebook.com/FreeLulaBrasil/

Pour de plus amples informations concernant la campagne en faveur de la libération de Lula, rendez-vous sur le site <https://www.comitelulalivre.com/fr/nouvelle-home/>

4. Incendies en Amazonie: les éducateur-riche-s se joignent à l'indignation générale et réclament des politiques environnementales responsables

Plus de 2.500 feux ont été signalés dans la forêt amazonienne ces derniers jours, amenant les éducateur-riche-s à réclamer une politique environnementale plus forte au Brésil et dans le monde.

La situation catastrophique que connaît la forêt amazonienne a fait les gros titres de la presse du monde entier. Le Brésil a enregistré plus de 72.000 départs de feu rien que cette année, [soit une hausse de 85% par rapport à 2018](#), selon l'Institut national brésilien de recherche spatiale. Plus de la moitié de ces feux ont été détectés en Amazonie. L'augmentation du nombre d'incendies fait suite

à la politique menée par le gouvernement Bolsonaro d'ouvrir la forêt tropicale au développement commercial aux dépens de la protection de l'environnement et des communautés indigènes qui y vivent. Depuis son entrée en fonction au début de l'année, le taux de déforestation a explosé au Brésil et les militant-e-s de la cause environnementale craignent que de nombreuses personnes aient été encouragées à bouter le feu afin de défricher des terres pour le pâturage. Face au tollé international, Bolsonaro a balayé les inquiétudes et lancé une attaque contre les organisations de la société civile, accusant sans l'ombre d'une preuve des ONG locales d'avoir provoqué des incendies.

Dans un message vidéo, Fátima Silva, Vice-présidente du Comité régional d'Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation et Secrétaire générale de la CNTE brésilienne, a affirmé que la politique environnementale du gouvernement brésilien vise à «?détruire et à vendre l'Amazonie?». Elle a exhorté la communauté internationale à condamner cette politique et à défendre la biodiversité de la forêt amazonienne ainsi que les droits de peuples autochtones qui y vivent, pour le bien du Brésil et du monde.

Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré: «?Les incendies en Amazonie ne sont pas une chose normale. La hausse de 85?% du nombre d'incendies par rapport à 2018 est le résultat d'un recul en matière de protection de l'environnement. Le monde ne peut pas se permettre une politique irresponsable alors que nous sommes en pleine crise climatique. Favoriser le développement plutôt que la préservation de l'environnement, fouler aux pieds les droits des minorités, mener des attaques sans fondement contre des organisations de la société civile, s'en prendre à l'éducation, nous observons tout cela au Brésil et dans bon nombre d'autres pays du monde, avec des conséquences dévastatrices. Les éducateurs et éducatrices s'élèvent contre cette tendance. Nous continuerons de dire la vérité dans nos classes et dans les plus hautes instances du pouvoir. Nous ne nous laisserons pas intimider.?»

Le mois dernier, le Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation a fait de la lutte contre le changement climatique l'une des priorités de l'organisation pour les quatre prochaines années, en notant que «?l'éducation est le meilleur outil pour enseigner au public les causes et les conséquences du changement climatique et d'autres problèmes environnementaux et doter les gens des connaissances, des compétences et des comportements nécessaires pour chercher des solutions, modifier les modes de consommation et transformer la société afin de contribuer à modifier le modèle économique insoutenable qui a conduit à la destruction sociale et environnementale que nous connaissons aujourd'hui?».

5. L'IE appelle les ministres de l'Emploi et du Travail des pays du G20 à se recentrer sur l'éducation

Les dirigeant-e-s de l'Internationale de l'Éducation assistant à la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20 rappellent aux ministres que l'éducation doit faire partie de toute stratégie à long terme significative visant à relever nos défis communs.

L'IE appelle les ministres de l'Emploi et du Travail des pays du G20 à se recentrer sur l'éducation

Les dirigeant-e-s de l'Internationale de l'Éducation assistant à la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20 rappellent aux ministres que l'éducation doit faire partie de toute stratégie à long terme significative visant à relever nos défis communs.

Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Education (IE) et David Edwards, Secrétaire général de l'IE, assistent à la réunion du « Labour 20 » (L20) au Japon. Organisé par la Confédération syndicale internationale et la Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le L20 représente les intérêts des travailleur-euse-s au niveau du G20 et rassemble les syndicats des pays du G20 et des fédérations syndicales internationales.

Alors que la réunion du L20 qui s'est déroulée à Mendoza en 2018 avait présenté le premier Groupe de dialogue Education 20 et mis en évidence l'importance d'investir dans une éducation de qualité tout au long de la vie, cette priorité n'est manifestement pas inscrite à l'ordre du jour de la réunion de cette année. Dans un [blog publié à l'approche de la réunion](#) (en anglais), David Edwards a rappelé aux dirigeant-e-s que le changement climatique, les transitions justes et l'avenir du travail dépendent tous fondamentalement de l'éducation. « Il est regrettable que le G20 ne reconnaisse pas la nécessité fondamentale d'un système éducatif inclusif, équitable et de qualité qui développe l'ensemble des étudiants et étudiantes pendant toute leur vie », a écrit le Secrétaire général de l'IE, ajoutant que « nous sommes à un moment où nous savons ce qui fonctionne, mais ignorons les faits. L'OCDE a toujours insisté sur le fait que l'éducation pour un avenir durable est essentielle, mais les pays du G20 continuent de réduire leurs investissements et de soutenir des solutions faisant appel à la privatisation, alors que leur inefficacité est avérée ». Edwards a appelé à davantage de coopération transnationale basée sur une volonté commune de développer la pensée critique chez les étudiant-e-s et d'offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour bâtir un avenir bénéfique pour tou-te-s et pour notre planète.

Au Japon, Susan Hopgood a présenté le point de vue des éducateur-trice-s lors de la séance d'un séminaire qu'elle avait été invitée à présider. Lors de l'ouverture de la session intitulée « Un socle de protection du travail: droits fondamentaux, temps de travail, salaires, santé et sécurité au travail », la Présidente de l'IE a souligné le fait qu'un trop grand nombre de travailleur-euse-s sont enfermés-e-s dans un travail précaire, notamment dans le secteur de l'éducation où de nombreux-ses enseignant-e-s et membres du personnel des universités et de soutien à l'éducation sont sous contrat à durée limitée ou à durée déterminée. Hopgood a averti que « la protection des droits peut exister sur papier, mais l'absence d'une relation d'emploi à long terme les rend vulnérables aux abus ». En outre, la recherche de flexibilité a sapé une législation protectrice et la négociation collective. « Cela a contribué à une classe croissante de travailleurs et travailleuses pauvres et a accentué les inégalités ». En matière de santé et de sécurité au travail, Hopgood a noté que de nombreuses menaces subsistaient, le changement climatique devenant une menace majeure pour le monde entier. Face à une individualisation de nos vies par la politique, elle a invité les participant-e-s à discuter de moyens axés sur l'humain d'organiser l'avenir du travail « qui renforcent la solidarité plutôt que de la saper, sont susceptibles de réduire l'isolement et de favoriser la coopération qui renforcera la démocratie plutôt que de l'affaiblir, y compris la démocratie industrielle ».

L'IE continuera à plaider en faveur de systèmes d'éducation de qualité au sein du G20 et dans le monde entier et en faveur d'un avenir meilleur pour les travailleur-euse-s en leur garantissant un apprentissage tout au long de la vie.

Septembre

Titres

1. Les éducateur-ric-e-s prennent fait et cause pour la démocratie et les droits humains: l'Internationale de l'Education se joint à la manifestation menée à Bruxelles en solidarité avec les citoyen-ne-s de Hong Kong

Aujourd'hui, des représentant-e-s de l'Internationale de l'Education et d'autres syndicats ont manifesté devant le Bureau économique et commercial de Hong Kong à Bruxelles afin de prendre position contre les récents cas de brutalité policière et de violations des droits humains perpétrés contre des citoyen-ne-s de Hong Kong.

La violente réponse apportée aux manifestations pacifiques à Hong Kong continue de s'intensifier et plus de 1.117 personnes ont été arrêtées depuis le mois de juin pour « participation à des émeutes ». De nombreuses personnes ont été blessées en raison de ce recours excessif à la force, et certaines resteront marquées à vie. Les manifestant-e-s restent cependant déterminé-e-s. Aujourd'hui, les étudiant-e-s de l'enseignement secondaire et supérieur ont boycotté la première journée de cours.

Co-responsable de la manifestation à Bruxelles, David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Education (IE), a déclaré: « Cette violence doit cesser, c'est la raison de notre présence ici aujourd'hui. Lorsque les citoyens et citoyennes expriment leurs préoccupations légitimes et manifestent de façon pacifique, les brutalités policières et les violations des droits humains ne doivent jamais être une option. Nous joignons nos voix à celles de nos courageux collègues des milieux éducatif et syndical, des étudiants et étudiantes et de toutes les personnes descendues dans la rue pour défendre la démocratie à Hong Kong. Nous demandons instamment à l'administration de Hong Kong de mettre fin à cette répression totalement injustifiée et d'engager un dialogue franc avec les citoyens et citoyennes qu'elle est supposée servir, un dialogue ancré dans les valeurs de dignité, de droits humains et de démocratie. C'est la seule voie possible. »

Accompagné des dirigeant-e-s syndicaux-ales de la Confédération syndicale internationale, la Confédération européenne des syndicats et la Fédération internationale des journalistes, le Secrétaire général de l'IE a rencontré des représentant-e-s du Bureau économique et commercial de Hong Kong (Hong Kong Economic and Trade office) à Bruxelles, où ils ont pu évoquer leur inquiétude face à l'escalade de la violence et de la répression. Un courrier officiel signé par les quatre organisations a été remis aux représentant-e-s hongkongais-es, appuyant les cinq revendications des manifestant-e-s:

- retirer définitivement le projet de loi sur l'extradition;
- relâcher les manifestant-e-s arrêté-e-s, en levant toutes les charges retenues contre eux/elles;
- revenir sur les termes employés pour décrire l'affrontement du 12 juin, qui avait été qualifié d'émeute;
- diligenter une enquête indépendante concernant le recours à la force par la police; et
- introduire une réforme politique avec le suffrage universel.

Au mois de juillet, lors du 8e Congrès mondial de l'IE, les représentant-e-s de 32 millions d'enseignant-e-s provenant de plus de 170 pays ont adopté à l'unanimité une résolution réaffirmant leur « solidarité avec le Hong Kong Professional Teachers' Union; avec les partisans de la

démocratie à Hong Kong et à l'appui des valeurs d'égalité, de dignité, de démocratie et de justice, et des libertés ». L'IE continuera d'appuyer cette cause auprès de toutes les instances internationales.

2. Colombie: L'IE condamne avec force les menaces des forces paramilitaires à l'encontre du syndicat de l'éducation FECODE

La FECODE, le plus grand syndicat en Colombie et membre de l'Internationale de l'Éducation (IE), a été la cible de menaces des forces paramilitaires à l'encontre de son comité exécutif. Les éducateur·rice·s du monde entier appellent le gouvernement colombien à prendre ses responsabilités: assurer la sécurité des éducateur·rice·s et protéger les écoles, qui doivent rester des havres de paix.

En date du 3 septembre, le comité exécutif de la FECODE a reçu des menaces de mort écrites de la part du groupe paramilitaire les Aigles noirs (Águilas Negras). Les menaces visaient tout particulièrement Nelson Alarcón, Président de la FECODE; Martha Alfonso, deuxième Vice-présidente; Domingo Ayala, Trésorier; María Eugenia Londoño, Secrétaire chargée des questions de genre, d'inclusion et d'égalité; Carlos Rivas, Secrétaire aux affaires juridiques et du travail; et Isabel Olaya, Secrétaire à l'organisation et l'éducation syndicales. Le même jour, la section de la FECODE basée dans la région de Cauca a elle aussi reçu des menaces similaires.

Les tracts de menaces exigeaient de la FECODE qu'elle annule sa prochaine Caravane pour la paix, la démocratie et la vie, prévue du 6 au 8 septembre. Ces menaces interviennent dans le sillage d'une série de grèves organisées par la FECODE et appelant à une amélioration de la couverture médicale et des conditions en faveur des éducateur·rice·s en Colombie, la mise en œuvre de l'accord de paix de 2016 et une meilleure protection des militant·e·s des droits sociaux en proie à des violences depuis la signature de l'accord.

Plus de 1.000 enseignant·e·s et syndicalistes ont été tués en Colombie au cours des 25 dernières années. Les violences se sont exacerbées en 2018, avec l'assassinat de pas moins de 13 syndicalistes enseignant·e·s. Cette terrible tendance se maintient en 2019: selon le Président de la FECODE Nelson Alarcón, 700 enseignant·e·s se sont vus menacé·e·s de mort, le dernier cas de meurtre remontant au mois d'août dans la région de Cauca.

Un soutien international vigoureux à l'égard des éducateur·rice·s colombien·ne·s

L'Internationale de l'Éducation et son Comité régional pour l'Amérique latine se sont déclarés gravement préoccupés par le déficit chronique de sécurité dont souffrent les enseignant·e·s et les syndicalistes en Colombie et ils ont adressé des courriers officiels au Président colombien Duque, appelant le gouvernement à protéger les écoles en tant que lieux de paix et les éducateur·rice·s en tant que défenseurs de la vie, de la démocratie et des droits humains.

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré: « Nous condamnons résolument les menaces adressées à l'encontre de la FECODE. Il est totalement inacceptable que des menaces de mort puissent être proférées à l'encontre d'enseignants et de syndicalistes, des personnes rejetant toute forme de violence. Nous demandons au gouvernement colombien de prendre ses responsabilités en enquêtant sur ces menaces, en assurant la sécurité des éducateurs et éducatrices et en protégeant les écoles en tant que sanctuaires et lieux de paix. »

Le Président du Comité régional pour l'Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation Hugo Yasky et la Vice-présidente du Comité régional Fatima Silva sont en ce moment à Bogota afin de soutenir solidairement nos collègues colombien-ne-s et travailler en étroite collaboration avec la direction de la FECODE.

Consulter [ici](#) la lettre de l'IE à l'endroit du gouvernement colombien (en espagnol).

La lettre du Comité régional pour l'Amérique latine de l'IE est disponible [ici](#)(en espagnol).

3. Dialogue sur les violations des droits dans le secteur de l'éducation en Amérique latine

Un séminaire de formation sur les droits humains a rassemblé des participant-e-s de différentes organisations affiliées à l'Internationale de l'éducation en Amérique latine, qui sont confrontés à la persécution et aux menaces résultant de leur militantisme.

Jeudi 5 septembre à Bogotá, les organisations affiliées à l'Internationale de l'Éducation en Amérique latine (IEAL) ont débuté une réunion régionale pour échanger des expériences et discuter des violations des droits dans le secteur de l'éducation dans les pays d'Amérique latine. La réunion vise à établir un réseau pour surveiller et signaler les violations des droits humains et du travail qui touchent les travailleur-euse-s de l'éducation et les communautés éducatives en Amérique latine.

La rencontre a débuté avec l'intervention de Nelson Alarcón, président de la *Federación Colombiana de Trabajadores de la Educación*(FECODE), qui a souhaité la bienvenue aux participant-e-s et a remercié la solidarité internationale face à la situation complexe en Colombie. Alarcón, qui est également membre du Bureau exécutif mondial de l'Internationale de l'Éducation, a partagé des informations sur les menaces des groupes paramilitaires à l'encontre des membres du conseil d'administration de la FECODE. Les menaces surviennent dans le contexte de l'affaiblissement de l'accord de paix par les autorités du gouvernement Duque et de la défense dudit accord par la FECODE.

Menaces contre les dirigeant-e-s sociaux-ales et syndicaux en Colombie

La FECODE a suspendu la Grande caravane pour la vie, la paix et la démocratie prévue les 6, 7 et 8 septembre à destination du département de Valle del Cauca. La décision a fait suite aux menaces pesant sur les dirigeant-e-s de l'organisation syndicale et aux risques liés à l'organisation de la caravane. À la place, une grève nationale de 24 heures a été lancée pour le 12 septembre en vue de défendre la vie, la paix, la démocratie et le respect des accords signés avec la FECODE. Alarcón a réaffirmé l'engagement de la FECODE à « défendre l'école en tant que territoire de paix ».

William Velandia, procureur de la FECODE et vice-président de l'IEAL, a remercié la solidarité internationale envers les travailleur-euse-s de l'éducation colombien-ne-s et les dirigeants sociaux et syndicaux. M. Velandia a également évoqué la Conférence régionale de l'IEAL à La Plata, en Argentine, où il avait été convenu de mener à bien la surveillance et le signalement des violations des droits dans le secteur de l'éducation.

Pedro Hernández, président de l' *Asociación Sindical de Profesores Universitarios de Colombia* (ASPU), a déclaré que les menaces pesant sur les dirigeant-e-s sociaux-ales et syndicaux-ales s'accompagnaient d'une nouvelle vague de réformes néolibérales, avec un recul des droits du travail.

Pour M. Hernández, cette série de réformes se produit dans tous les pays de la région et vise à « briser la colonne vertébrale du syndicalisme ».

Gloria Arboleda, secrétaire générale de l'ASPU et membre du Comité régional de l'IEAL, a souligné l'importance d'utiliser les lois nationales et les conventions internationales pour défendre les droits des travailleur-euse-s de l'éducation.

Solidarité internationale

L'événement était soutenu par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF) et la *British Columbia Teachers' Federation* (BCTF). Daniel Martin, de la CTF, a fait part de ses craintes quant à l'avenir du travail face au recul des droits du travail, et a souligné la nécessité de défendre l'enseignement public en tant que droit humain fondamental. Andrée Gacoin de la BCTF a exprimé la solidarité de son organisation face aux situations de violence subies par les dirigeant-e-s sociaux-ales et syndicaux-ales en Amérique latine et dans le monde.

Hugo Yasky, Président de l'IEAL et Secrétaire général de la CTA d'Argentine, a salué les participant-e-s à la réunion et a exprimé la solidarité des organisations affiliées à l'IEAL envers la FECODE et l'ASPU. Yasky a déclaré que la lutte pour les droits des travailleur-euse-s place les dirigeant-e-s syndicaux-ales au centre des violences et des menaces de toutes sortes et que la solidarité internationale est essentielle pour surmonter ces obstacles.

Système international de l'Organisation internationale du Travail

La réunion a débuté par une présentation du Dr Jorge Humberto Valero sur le système international de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Valero a passé en revue les origines historiques et le contexte de l'OIT et expliqué la portée des normes internationales du travail et la nature tripartite de l'organisation: avec la participation des travailleur-euse-s, des employeurs et des États.

Eduardo Rodríguez, représentant de l'OIT pour les pays andins, a présenté un exposé sur le système de réglementation et de contrôle de l'OIT en tant que moyen de contribuer à la justice sociale. Rodríguez a détaillé les procédures qui régissent les actions de l'OIT et les mesures que les organisations de travailleur-euse-s peuvent déclencher pour exiger le respect de leurs droits dans l'organisation internationale.

Les représentants des différents pays d'Amérique latine participant à la réunion ont interrogé les intervenants après leur exposé.

Système interaméricain de protection des droits humains

La Dr María Paula Lemus, de l'Association du barreau « José Alvear Restrepo », a présenté un exposé sur l'accès aux systèmes internationaux de protection des droits, en particulier le Système universel des droits humains et le Système interaméricain des droits humains. Mme Lemus a expliqué en détail le processus de saisine de la Cour interaméricaine des droits humains et les décisions pertinentes de cette institution en matière de droits syndicaux.

Après la présentation de Lemus, les représentants des organisations participant à la réunion ont pu poser des questions et exprimer leurs doutes quant au système interaméricain des droits humains.

Réseau de surveillance et de signalement des violations des droits dans le secteur de l'éducation

Hugo Yasky a clôturé la journée en invitant les organisations affiliées à l'IEAL à créer un réseau de surveillance et de signalement des violations des droits dans le secteur de l'éducation dans les pays d'Amérique latine. « Un réseau qui nous permet une action collective, un réseau qui nous permet de rendre l'action plus efficace », a expliqué Yasky.

À l'issue de l'événement, le président de l'IEAL a dénoncé la forte répression subie par l'affiliation de l'Association des enseignant-e-s du Chili (Colegio de Profesores de Chile) qui a participé jeudi dernier à une manifestation dans les rues de Santiago. (Voir la note de l'Association des enseignant-e-s du Chili)

José Olivera de la *Federación Nacional de Profesores de Educación Secundaria de Uruguay* (FENAPES) est intervenu pour expliquer l'offensive des chambres de commerce de son pays, qui ont déposé une plainte contre l'Uruguay auprès de l'OIT dans le but de limiter les droits du travail dans ce pays d'Amérique du Sud.

La réunion régionale poursuivra ses activités le vendredi 6 septembre à Bogotá, avec la participation de représentants des organisations suivantes: CTERA, CONADU et CEA d'Argentine, CNTE et PROIFES du Brésil, FECODE et ASPU de Colombie, SEC du Costa Rica, ANDES 21 de Junio du Salvador, COLPROSUMAH et COPRUMH du Honduras, CGTEN/ANDEN du Nicaragua, OTEP-A et UNE-SN du Paraguay, SUTEP du Pérou, ADP et FAPROUASD de la République dominicaine, et FENAPES et FUM-TEP de l'Uruguay.

4. « L'éducation et la Journée internationale de la démocratie », par David Edwards.

Les Nations Unies ont créé la Journée internationale de la démocratie qui a lieu le 15 septembre chaque année depuis 2007 afin de promouvoir la démocratie. En 2019, il est clair que la démocratie et tout ce qui l'accompagne, comme les droits humains et l'état de droit, doivent être défendus autant que promus. L'éducation est influencée par l'état de la démocratie et est importante pour sa défense, sa promotion et son avenir.

Le politologue américain Francis Fukuyama, dans un essai publié en 1989, alors que le bloc soviétique s'effondrait, a annoncé la « fin de l'histoire », décrivant:

« ... la fin de l'histoire en tant que telle..., c'est-à-dire le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et de l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme finale du gouvernement humain. »

Le choc des élections présidentielles américaines de 2016 et d'événements similaires survenus ailleurs l'ont amené à nous rappeler que son essai de 1989 était intitulé « The End of History? » (La fin de l'histoire?) avec un point d'interrogation à la fin. Dans un livre intitulé « Identity » publié en 2018, il écrit:

« Les dirigeants populistes cherchent à utiliser la légitimité conférée par des élections démocratiques pour consolider le pouvoir. Ils revendiquent un lien charismatique direct avec 'le peuple', souvent défini en termes ethniques étroits qui excluent une grande partie de la population. Ils n'aiment pas les institutions et cherchent à saper les freins et contrepoids qui limitent le pouvoir personnel d'un dirigeant dans une démocratie moderne: tribunaux, assemblée législative, médias indépendants et bureaucratie non partisane. »

Les fractures dans la démocratie ne sont pas sorties de nulle part. Il existe peu de choses aussi fondamentales pour la démocratie que l'enseignement public universel et gratuit et il a cependant été attaqué. Nous avons appris que défendre l'éducation et les professionnel-le-s du secteur, c'est aussi défendre la démocratie.

La naissance de l'enseignement public

L'enseignement public gratuit et universel a été une priorité majeure du mouvement syndical dès le 19e siècle. Aux États-Unis, par exemple, appeler à l'enseignement public a été la première décision prise lors de la création de la première organisation syndicale intersectorielle. Elle a été fondée à Philadelphie en 1827. Les délégué-e-s ont été appelé à établir

« un système qui permettra aux enfants des pauvres comme aux enfants des riches de devenir nos futurs législateurs, un système qui amènera les enfants des pauvres et les enfants des riches à se mélanger pour former un groupe de frères républicains ».

Dangers pour le système éducatif public

L'IE et ses organisations membres luttent contre la commercialisation et la privatisation depuis de nombreuses années. Cette lutte s'est cristallisée et concentrée dans la [Campagne pour une Réponse mondiale](#) lancée en 2015 lors du Congrès de l'IE à Ottawa.

Cette campagne et les activités qui en découlent vont bien au-delà de la protection de l'éducation vis-à-vis de celles et ceux qui la considèrent comme une source de richesse plutôt que d'instruction. Elle sonnait également l'alarme concernant les « réformes » de l'éducation, publiques ou privées, qui limitaient le champ de l'enseignement à des domaines dans lesquels les progrès pouvaient être facilement testés et jugeaient les enseignant-e-s et les étudiant-e-s sur la base de critères facilement mesurables.

Dans de nombreux pays, l'enseignement a pris de la distance avec sa mission d'éducation pour enrichir la vie de toutes et tous et développer leur capacité de faire la différence, y compris en tant que citoyen-ne-s actif-ive-s.

En d'autres termes, les attaques contre l'enseignement public jouissant d'un large mandat et les enseignant-e-s formé-e-set motivé-e-s, susceptibles de former des étudiant-e-s capables de penser et d'agir de manière indépendante, constituent également des atteintes à la démocratie. Elles menacent de paralyser notre capacité à favoriser la communauté et à encourager la paix, la compréhension et la tolérance. L'augmentation de la ségrégation résultant de nombreuses réformes nuit à l'enseignement public et mine *«un système qui amènera les enfants des pauvres et les enfants des riches à se mélanger...»*

L'évolution de l'éducation dans certains pays a créé de la distance entre les écoles et la démocratie. Combinés à des programmes d'austérité souvent permanents, plutôt que temporaires, les dommages causés aux écoles et aux enseignant-e-s professionnel-le-s compromettent l'avenir de la démocratie.

Éducation à la démocratie

Il n'y a rien de nouveau dans la propagande. Le fait qu'Internet soit devenu son système de diffusion dominant ne change pas sa nature. Cependant, cela équivaut à comparer une arme automatique à un couteau. Elle peut tuer avec plus d'efficacité et est moins sélective.

Les gens se retrouvent ensevelis sous une avalanche d'informations, qui étouffe trop souvent la vérité. Les médias sociaux sont devenus la principale source d'informations dans de nombreux pays. Il n'existe aucun moyen technologique de supprimer les mensonges ou de séparer les faits de la fiction. Les gens doivent apprendre à le faire manuellement et à un âge précoce.

Pour soutenir les éducateur-ice-s et les autres personnes concernées qui aident les étudiant-e-s à identifier la vérité, à réfléchir, à discuter et à débattre et à devenir des acteur-ice-s de la démocratie plutôt que des victimes de la démocratie, l'IE a publié un livre co-écrit par la Présidente de l'IE Susan Hopgood et le Secrétaire général émérite de l'IE Fred van Leeuwen intitulé: « [Education et démocratie: 25 leçons de la profession enseignante](#) ».

Lors du lancement du livre à notre récent Congrès à Bangkok, Fred van Leeuwen a expliqué qu'il ne comprenait pas pourquoi les liens entre l'éducation et la démocratie étaient souvent absents du débat sur la démocratie, et a ajouté:

« Dans les soi-disant démocraties établies et émergentes, où la plupart d'entre nous travaillent et vivent, et où nous tenons les élections libres pour acquises, les normes démocratiques peuvent s'effacer, parfois sans que nous nous en rendions compte. Jusqu'à ce que nous nous réveillions un matin et trouvions nos libertés professionnelles et syndicales amputées, nos services publics réduits à leur plus simple expression et vendus comme des marchandises, nos médias mis entre les mains de quelques magnats et nos politiciens exploitant sans vergogne sentiments racistes et xénophobes. Ce que je veux exprimer, c'est que la démocratie est un processus réversible, que la démocratie peut facilement s'éclipser . »

L'éducation peut inculquer des valeurs démocratiques. Elle peut donner aux gens des compétences en matière de démocratie. Elle peut donner de l'espoir. Et les décisions politiques fondées sur des discussions et de l'espoir donneront de meilleurs résultats que celles fondées sur le « grand mensonge » et la peur.

En conclusion, en cette Journée internationale de la démocratie, nous voulons transmettre un message simple. Nous avons besoin de démocratie pour l'éducation, d'éducation pour la démocratie et de syndicats pour les deux.

Titres

1. « Rien de ce qui nous concerne ne se fera sans nous: les éducateur·rice·s prennent les devants pour définir les normes professionnelles de l'enseignement », par David Edwards.

Les normes professionnelles de l'enseignement étaient au centre des principales discussions et décisions du 8e Congrès mondial. Ce dernier a adopté une résolution visant à soutenir la mise en œuvre d'un cadre conjoint IE/UNESCO ayant pour but de développer des normes professionnelles pour l'enseignement, soulignant clairement que les syndicats de l'éducation doivent être au centre de ce processus. Comme l'ont épinglé nombre de nos membres, ce cadre n'est pas uniquement important pour les éducateur·rice·s, il est également essentiel pour nos étudiant·e·s et leurs résultats d'apprentissage.

Les enseignant·e·s ne peuvent choisir au hasard ce qu'il·elle·s font. Il·Elle·s doivent pouvoir s'appuyer sur des expériences probantes et orienter leur enseignement sur les étudiant·e·s. Il·Elle·s doivent avoir accès à la formation et au développement professionnels continus tout au long de leur carrière afin de pouvoir actualiser leurs connaissances et leurs compétences. Le seul moyen d'y parvenir est de confier aux syndicats de l'éducation la responsabilité de définir, élaborer et mettre en œuvre leurs propres normes professionnelles. Le cadre IE/UNESCO couvre trois domaines – connaissance et compréhension de l'enseignement, pratique de l'enseignement, relations au sein de l'enseignement – et propose un modèle pouvant être utilisé par les systèmes éducatifs à travers le monde pour définir leurs normes professionnelles de l'enseignement au niveau national avec les syndicats de l'éducation.

Nous savons qu'il existe, dans le secteur de l'éducation, des personnes qui s'emploient à quantifier, normaliser, numériser, ou encore, des technicien·ne·s qui tentent de faire valoir des arguments réducteurs, de vendre des mesures à valeur ajoutée inefficaces. Pour éviter cela, notre meilleure défense est notre professionnalisme. Le statut des enseignant·e·s, ce n'est pas uniquement une question de salaires ou de conditions de travail. Il s'agit de notre capacité à rester au centre de ce que nous savons : le processus d'enseignement et d'apprentissage. La profession enseignante doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et pratiques nécessaires pour créer des classes propices à l'enseignement et à l'apprentissage de qualité. Définir les termes d'une pratique efficace et éthique est une responsabilité fondamentale de notre profession. Rien de ce qui nous concerne ne se fera sans nous.

Ce qui est en jeu c'est l'idée-même de profession. Une profession trouve sa définition dans le partage des connaissances et de l'expertise, dans l'engagement commun à défendre ses normes et ses pratiques. L'autre approche consiste à supprimer les points de référence communs permettant de déterminer le droit d'être appelé·e un·e enseignant·e.

Raison pour laquelle cette résolution du Congrès est également un message rappelant aux acteurs de la privatisation que l'éducation n'est pas à vendre. Nous lutterons pour éviter la poursuite du nivellement vers le bas en ce qui concerne les qualifications des enseignant·e·s travaillant dans les écoles à bas prix. Plusieurs de nos membres en Afrique nous ont averti·e·s du besoin urgent de lutter

contre la déprofessionnalisation et de mettre un terme au statut précaire des enseignant-e-s. La qualité de tout système éducatif n'est jamais que le reflet de celle de ses enseignant-e-s. L'éducation de qualité exige des qualifications qui fonctionnent, et non des solutions à court terme ou des systèmes *fast track* où les enseignant-e-s défilent les un-e-s après les autres dans les classes sur de courtes périodes.

Le Congrès a affirmé clairement que le professionnalisme des enseignant-e-s n'est pas négociable. Au même titre que jamais nous ne souhaiterions confier l'opération de nos enfants à un-e chirurgien-ne non qualifié-e, nous refusons de confier leur éducation à des enseignant-e-s non qualifié-e-s.

Le cadre mondial IE/UNESCO pour les normes professionnelles de l'enseignement implique que nous restions maîtres de notre profession, que nous soyons les gardien-ene-s de l'éthique et les défenseur-se-s de normes qui fonctionnent pour les enseignant-e-s et leurs étudiant-e-s. Il s'agit d'un pas important pour la coopération transnationale, qui permet d'offrir à tou-te-s les étudiant-e-s la meilleure éducation qui soit.

Il ne s'agit pas pour les enseignant-e-s de fermer l'accès à la profession, mais bien d'ouvrir le professionnalisme selon leurs propres conditions. Les enseignant-e-s ne peuvent se soumettre à des principes bureaucratiques sans rapport avec la réalité quotidienne dans les classes. Il-Elle-s peuvent et doivent apporter leurs conseils dans leurs contextes nationaux à propos de ce qui importe et qui fonctionne.

Téléchargez [la résolution de l'IE et le cadre mondial IE/UNESCO](#).

2. Les syndicalistes de l'éducation en région Asie-Pacifique formulent des recommandations pour faire progresser l'ODD 4 et les normes professionnelles de l'enseignement

À l'occasion de la réunion régionale consultative des affiliés de l'Internationale de l'Éducation pour l'Asie-Pacifique, les responsables des syndicats de l'éducation ont adopté une série de recommandations pour atteindre l'Objectif de développement durable 4 et instaurer des normes professionnelles pour l'enseignement.

Trente dirigeant-e-s syndicaux-ales représentant 13 organisations membres de l'Internationale de l'Éducation (IE) ont participé à la réunion régionale consultative pour l'Asie-Pacifique intitulée « Où en sommes-nous ? Bilan des avancées en faveur du Programme Éducation 2030 », organisée les 28 et 29 septembre derniers à Bangkok, en Thaïlande.

Jour 1: Objectif de développement durable 4

La première journée de réunion, dédiée à l'Objectif de développement durable (ODD) 4, avait pour but de formuler une série de recommandations à inclure dans le document des conclusions de la 5e réunion de la région Asie-Pacifique consacrée au Programme 2030.

Maki Hayashikaa, Directrice de la section pour l'éducation inclusive de qualité auprès du Bureau de l'UNESCO à Bangkok, a informé les participant-e-s de la situation et des avancées concernant le processus de mise en œuvre de l'ODD 4 dans le cadre du Programme 2030. Elle a présenté les six recommandations politiques soumises au Forum politique de haut niveau qui s'est tenu à New York aux États-Unis, au mois de juillet 2019, appelant les gouvernements à:

- Accélérer les efforts pour éliminer les barrières systémiques et non systémiques qui entravent l'équité, l'inclusion et la qualité à tous les niveaux de l'éducation, en veillant à la participation des diverses parties prenantes.
- Diversifier les parcours d'apprentissage, à la fois dans l'éducation formelle et non formelle, afin d'éradiquer l'analphabétisme.
- Accroître le nombre et la disponibilité d'enseignant-e-s motivé-e-s, encadré-e-s, qualifié-e-s, suffisamment financé-e-s et autonomes.
- Accroître les investissements, respecter les critères internationaux exigeant l'allocation d'au moins 4-6 % du PIB et/ou au moins 15-20 % du budget public total à l'éducation, garantir une allocation efficace et équitable des ressources, ainsi que la responsabilisation en matière de dépenses.
- Renforcer le suivi de l'inclusion, de l'équité et de la qualité en assurant la mise en place de mécanismes, ainsi qu'une capacité suffisante dans ce cadre.
- Encourager un engagement plus soutenu de la part des diverses parties prenantes, notamment les jeunes, la société civile, les universitaires, les médias et le secteur privé, en faveur de la réalisation de l'ODD 4 et maximiser les synergies à cet égard.

Elle a également présenté la nouvelle campagne du Bureau de l'UNESCO à Bangkok, intitulée « #CommitToEducation SDG4 » (#s'engagerpourl'éducation ODD 4). Cette campagne est basée sur huit raisons principales de plaider et de sensibiliser en faveur de la mise en œuvre de l'ODD 4, notamment le fait que, actuellement, plus de 220 millions d'enfants et de jeunes ne seront toujours pas scolarisés à l'horizon 2030 et que trop d'enseignant-e-s ne possèdent pas la formation minimale requise.

Jour 2: Normes professionnelles pour l'enseignement

La seconde journée était consacrée à l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre du [Cadre mondial IE/UNESCO des normes professionnelles pour l'enseignement adopté au 8e Congrès mondial](#) de l'IE, réuni à Bangkok au mois de juillet dernier.

Dennis Sinyolo de l'IE a présenté ce cadre, développé conjointement par le groupe de travail international de l'IE et de l'UNESCO « Enseignant-e-s pour le Programme 2030 ». Le principal objectif de ce cadre consiste à appuyer et orienter le développement, la révision et le renouvellement de normes nationales pour l'enseignement. Ce dernier est constitué de 12 principes, dont les suivants: l'éducation de qualité est un droit universel pour chaque enfant, jeune et adulte dans l'intérêt des individus, des communautés et des sociétés; tou-te-s les enseignant-e-s doivent avoir une formation universitaire ou équivalente et posséder les connaissances, compétences et aptitudes requises pour répondre à la diversité des besoins des élèves; et les gouvernements et les autorités éducatives ont l'obligation de veiller à ce que les enseignant-e-s puissent bénéficier du soutien, de la formation et du développement professionnel qui leur sont nécessaires, avoir la possibilité de participer et accéder aux recherches, notamment les recherches d'actions pour permettre à l'ensemble des élèves de développer pleinement leur potentiel.

Sinyolo a également expliqué aux participant-e-s les utilisations possibles des normes professionnelles pour l'enseignement: appuyer le développement et/ou la révision des normes professionnelles nationales pour l'enseignement; améliorer la qualité des enseignant-e-s, l'enseignement et l'apprentissage; améliorer la formation initiale des enseignant-e-s; améliorer leur développement professionnel continu; mettre à niveau les qualifications des enseignant-e-s sous-

qualifié-e-s; et promouvoir l'autonomie des enseignant-e-s et leur donner les moyens d'agir.

Recommandations pour la mise en œuvre et le suivi de la progression en faveur de l'ODD 4

Ces deux journées de réunion consultative ont donné lieu à deux séries de recommandations. La première est centrée sur la mise en œuvre et le suivi de la progression en faveur de l'ODD 4 et a servi de base à la réunion de la région Asie-Pacifique pour le Programme Éducation 2030, organisée du 1 au 4 octobre à Bangkok. Les participant-e-s ont appelé les gouvernements à :

- Accélérer les progrès en faveur de la mise en œuvre de l'ODD 4 et des ODD et sous-objectifs associés, en identifiant les principaux obstacles empêchant d'avancer (financement de l'éducation, enseignant-e-s, équité et inclusion).
- Garantir un investissement suffisant dans l'éducation en respectant les critères fixés par la communauté internationale en matière de financement (au moins 6 % du PIB et/ou au moins 20 % du budget national).
- Élargir et garantir l'offre publique de services d'éducation de la petite enfance pour tou-te-s.
- Réglementer les activités des prestataires de services éducatifs privés afin de garantir la qualité, l'équité et l'inclusion, ainsi que des conditions de travail décentes pour les enseignant-e-s.
- Fournir des infrastructures appropriées et de qualité, ainsi que des ressources d'enseignement et d'apprentissage, en particulier dans les zones rurales, enclavées ou marginalisées.

3. Journée internationale de la fille 2019: les éducateur-ric-e-s saluent la force des filles

Le mouvement syndical mondial de l'éducation applaudit le militantisme et le leadership des filles dans le monde. Les éducateur-ric-e-s s'engagent à continuer d'œuvrer pour l'autonomisation des filles en promouvant le droit inaliénable de toutes les filles à une éducation gratuite et de qualité, et en s'efforçant de mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire. Lisez la déclaration de David Edwards à l'occasion de la Journée internationale de la fille.

En cette Journée internationale de la fille, le mouvement syndical de l'éducation salue le courage, l'activisme et le leadership de toutes les filles qui œuvrent sans relâche pour un monde juste, équitable et durable

2019 restera certainement dans l'histoire comme l'année où le pouvoir des filles (le « Girl power ») aura eu des retombées tout autour du globe.

*Les filles: une force libre et inarrêtable, qui est le **thème** retenu à l'occasion de la Journée internationale de la fille 2019, renvoie directement à l'impact que les filles peuvent avoir sur leurs communautés et sur le monde, si toutefois on leur laisse la liberté et la capacité d'exploiter leur potentiel. Rares sont les personnes qui n'auront pas entendu parler de la mobilisation massive des jeunes (et des moins jeunes) le mois dernier aux quatre coins du globe afin de pousser les gouvernements à agir face aux enjeux actuels de justice climatique. Une mobilisation qui a rapidement pris de l'ampleur lorsque la « grève scolaire pour le climat », initiée en solitaire par l'adolescente suédoise Greta Thunberg, est devenue un phénomène mondial.*

Aujourd'hui, d'autres adolescentes lui ont emboîté le pas: Anuna De Wever (Belgique), Madison Pearl Edwards (Belize), Tokota Iron Eyes (Etats-Unis), Helena Gualinga (Equateur), Leah Namugerwa (Ouganda), Ridhima Pandey (Inde), Autumn Peltier (Canada) et Marinel Ubaldo (Philippines) sont également des militantes de premier plan qui plaident pour la justice climatique dans leurs communautés respectives.

En tant qu'éducateur-trice-s, nous saluons le courage et les capacités de ces adolescentes et de bien d'autres jeunes filles et jeunes femmes qui osent sauter le pas et lever la voix pour dire : « Assez ! Nous devons et *nous allons* faire bouger les choses... »

Nous soutenons leurs efforts à travers nos propres actions visant à offrir une éducation de qualité pour toutes et tous; nous exigerons des gouvernements qu'ils rendent compte de la promesse faite dans le cadre du [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#): ne laisser personne de côté.

Nous allons poursuivre notre travail pour maintenir les écoles [à l'abri de la violence liée au genre en milieu scolaire](#), qui empêche des millions de filles d'exercer leur droit à l'éducation, dans de trop nombreuses régions du monde.

Les faits montrent que l'éducation des filles a des retombées positives considérables pour leurs familles, pour leurs communautés et pour la société en général.

Mais ce n'est pas uniquement pour cela que nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que toutes les filles, partout dans le monde, puissent accéder à et suivre avec succès un cycle complet d'enseignement public gratuit et de qualité.

Nous agissons ainsi parce que le droit à l'éducation est un droit inaliénable et parce qu'il nous incombe à nous, en tant qu'éducateur-trice-s, de défendre le droit de toute fille à l'éducation, aujourd'hui et chaque jour de notre vie.

David Edwards

Secrétaire général de l'IE

[4. Déclaration | L'IE appelle la Banque mondiale à changer de cap en matière d'éducation](#)

À l'occasion des Assemblées annuelles 2019 des Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui se tiennent cette semaine à Washington, l'Internationale de l'Éducation envoie deux messages clairs à la Banque mondiale:

Arrêtez de financer et promouvoir la privatisation et la commercialisation de l'éducation pour vous enrichir

En dépit des preuves qui montrent que seul un enseignement public de qualité gratuite soit durable et accessible aux personnes les plus vulnérables, la Banque mondiale continue d'accorder des financements directs à travers la Société financière internationale (IFC, acronyme anglophone) aux prestataires de services éducatifs privés, y compris aux fameux groupes d'écoles privées à bas coût. En d'autres termes, la Banque mondiale distribue l'argent levé auprès des contribuables aux entreprises d'éducation à but lucratif. Cette pratique immorale exclut les communautés les plus

pauvres et marginalisées tout en permettant à des enseignant-e-s non qualifié-e-s et sous-payé-e-s de fournir une éducation de mauvaise qualité au détriment du respect des normes gouvernementales. Il est nécessaire de mettre un terme à de telles pratiques. Si la Banque mondiale souhaite véritablement soutenir l'Objectif de développement durable (ODD) n° 4 pour une éducation de qualité, elle doit impérativement cesser de financer les prestataires de services éducatifs privés et orienter son travail vers une éducation primaire et secondaire gratuite pour tou-te-s (cible 4.1 de l'ODD n° 4), l'éducation universelle de la petite enfance et un accès à l'enseignement tertiaire pour tou-te-s ceux et celles qui le souhaitent en renforçant les systèmes d'enseignement public.

En plus de financer l'éducation privée, la Banque mondiale subventionne à travers son Association internationale de développement (IDA, acromyme anglophone) les partenariats public-privé (PPP) axés sur le marché. Elle encourage également de manière active la privatisation de l'éducation en conseillant aux pays d'adopter des réformes qui assouplissent les normes et privilégient les marchés de l'enseignement privé. L'approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs (SABER) de la Banque mondiale encourage les ministères de l'Éducation des pays à bas revenu et à revenu intermédiaire à consolider leurs relations avec le secteur privé, à diversifier le choix de l'établissement scolaire et à motiver les prestataires de services éducatifs privés à entrer sur le marché. Ces conseils ne prennent pas en compte les preuves qui démontrent l'impact négatif des partenariats public-privé sur l'équité et la qualité dans l'éducation.

L'Internationale de l'Éducation (IE) dénonce la privatisation et la commercialisation de l'éducation, car elles compromettent l'éducation en tant que droit humain et bien public. Dans une [lettre ouverte adressée à la Banque mondiale et à ses donateurs](#), l'IE et plus de 170 organisations de la société civile des quatre coins du monde exhortent la Banque mondiale à adopter une position claire en faveur d'une éducation publique gratuite subventionnée par les autorités publiques, et contre l'utilisation de l'aide au développement pour financer l'éducation à but lucratif.

Arrêtez de déstabiliser les enseignant-e-s et leurs syndicats

Nous observons depuis longtemps la Banque mondiale déprécier le professionnalisme des enseignant-e-s. Pendant des années, elle a encouragé des politiques qui contrôlent et dévalorisent la profession enseignante, notamment la responsabilisation de l'éducation en fonction des résultats aux tests à grands enjeux, la réduction des salaires des enseignant-e-s et le recrutement d'enseignant-e-s contractuel-le-s. La Banque mondiale a récemment mis en place un nouvel outil pour l'observation des enseignant-e-s (« TEACH ») – un instrument d'observation standardisé, qui ne tient aucunement compte du contexte local. En outre, TEACH a été conçu sans la participation et la consultation de la profession enseignante. La Banque mondiale laisse ainsi entendre qu'elle continue à percevoir les enseignant-e-s comme des travailleur-euse-s non-qualifié-e-s qui se trouvent à l'origine de la « crise de l'apprentissage » et doivent en être tenu-e-s pour responsables, plutôt que comme un corps de professionnel-le-s, digne de confiance et autonome qui mérite d'être écouté et soutenu.

Si la Banque reconnaît à juste titre que des enseignant-e-s de qualité sont la clé d'une éducation de qualité pour tou-te-s, elle s'obstine à ne pas reconnaître et soutenir leur professionnalisme. C'est pourquoi nous appelons la Banque mondiale à agir immédiatement et à changer fondamentalement son attitude à l'égard des enseignant-e-s. Elle doit pratiquer et promouvoir un dialogue politique renforcé et garantir que les enseignant-e-s et leurs syndicats soient considérés comme des partenaires clés dans la conception, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des réformes éducatives. Elle doit militer pour que les enseignant-e-s soient formé-e-s de manière professionnelle, hautement qualifié-e-s, soutenu-e-s activement et doté-e-s de ressources suffisantes.

La Banque mondiale doit en outre mettre l'accent sur le travail décent et non sur les mesures de réduction des coûts, et elle doit aller plus loin dans la promotion des conditions de travail de qualité pour tou-te-s les enseignant-e-s, en cherchant à persuader les gouvernements d'améliorer le statut de la profession et de les soutenir dans ces démarches.

En résumé, à l'occasion de la réunion des décideurs des deux institutions internationales de financement qui aura lieu cette semaine, l'IE envoie deux messages simples et clairs: arrêtez de promouvoir la privatisation de l'éducation et de déprécier le professionnalisme des enseignant-e-s, et arrêtez de déstabiliser les enseignant-e-s et leurs syndicats. Les syndicats et la société civile attendent une réforme de la Banque mondiale depuis plusieurs années. L'heure du changement a sonné.

5. Déclaration | L'Internationale de l'Éducation condamne l'agression turque en Syrie

La Fédération syndicale mondiale de l'éducation est profondément préoccupée par l'évolution récente de la situation dans le nord de la Syrie et attire l'attention sur les conséquences désastreuses à long terme du conflit pour les étudiant-e-s et les éducateur-trice-s dans la région.

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré : « L'Internationale de l'Éducation condamne les opérations militaires turques lancées par le Président Erdogan dans le nord de la Syrie qui ont fait de nombreuses victimes parmi la population kurde. Le mouvement syndical mondial défend la paix, les droits humains, l'État de droit et la démocratie. Nous condamnons le recours aux forces armées en l'absence d'opérations multinationales validées par l'ONU, en particulier contre les civils et les infrastructures de service public comme les établissements d'enseignement et de santé. L'IE et ses organisations membres continuent à faire connaître la grave crise humanitaire et la crise des réfugiés dans la région, et appellent les dirigeants mondiaux à faire face efficacement à cette situation, en particulier en ce qui concerne les flux migratoires en Méditerranée orientale. »

Les conséquences de la violence sur les écoles de la région sont terribles, l'éducation de milliers d'enfants étant interrompue, et aucune fin du conflit n'est en vue. Les écoles servent maintenant d'abris pour les 200 000 personnes déplacées. L'éducation est un droit fondamental et devrait être une priorité partout.

En outre, la crise ne se limite pas au nord de la Syrie. L'afflux de réfugiés met déjà à rude épreuve les services et les infrastructures au Kurdistan. Cela exacerbera les tensions et les vulnérabilités existantes, ce qui accroîtra le besoin d'éducation et d'autres services essentiels.

L'Internationale de l'Éducation appelle à la cessation immédiate de l'agression militaire afin que les populations de la région puissent enfin entamer le processus de reconstruction après tant d'années de guerre.

6. Chili: L'Internationale de l'Éducation condamne la répression politique et militaire des manifestations contre l'austérité

L'Internationale de l'Éducation appelle le gouvernement chilien à cesser immédiatement toute agression, à suspendre l'état d'urgence dans toutes les villes et à ouvrir le dialogue avec les

citoyen-ne-s afin d'assurer la résolution des conflits.

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré: « Déclarer un état d'urgence qui suspend les droits des personnes et déployer des soldats dans les villes est totalement inacceptable. Le gouvernement chilien doit immédiatement mettre fin à la répression, retirer les militaires des rues et commencer à répondre aux préoccupations légitimes de la population concernant les mesures d'austérité sans fin. Nous sommes solidaires de nos collègues et de tous les Chiliens. »

Le Chili est l'un des pays les plus riches de la région, mais aussi l'un des plus inégaux. Alors que l'écart entre riches et pauvres au Chili est le pire de l'Organisation de coopération et de développements économiques, le gouvernement continue de mettre en œuvre des mesures d'austérité qui minent les services publics comme l'éducation et la santé. En réponse aux protestations publiques, l'administration Piñera a imposé l'état d'urgence, avec plus de 10.000 soldats et policiers dans les rues et plus de 1.400 arrestations. Quarante-deux districts scolaires ont été fermés dans la capitale.

Le Comité régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine a publié une déclaration officielle pour « exprimer sa solidarité avec le peuple chilien et condamner le déploiement militaire et la répression brutale qui ont lieu depuis que le Président Sebastián Piñera a déclaré l'état d'urgence ».

Vous pouvez lire la déclaration complète du Comité régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine [ici](#)(en espagnol).

7. Philippines: indignation internationale face à la tentative d'assassinat extrajudiciaire de syndicalistes de l'éducation

Deux membres de l'Alliance of Concerned Teachers, l'affilié de l'Internationale de l'Éducation aux Philippines, ont été pris pour cible dans une attaque armée contre leur école. L'un d'eux a subi de multiples blessures par balle et se trouve actuellement à l'hôpital, et le syndicat rapporte qu'elle est retenue prisonnière par les forces de police.

Les enseignant·e-s pris·es pour cible lors de la fusillade

Le matin du 15 octobre, les enseignant·e-s Zhaydee et Ramil Cabañelez ont été attaqué·e-s par des hommes masqués dans leur classe, en présence de leurs élèves. Ramil est indemne, mais sa femme Zhaydee a été touchée par six balles. Mme Cabañelez a été transportée à l'hôpital où elle reçoit actuellement des soins médicaux.

Zhaydee et Ramil Cabañelez sont enseignant·e-s et membres de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) aux Philippines. En 2016, Zhaydee a reçu le prix Outstanding Teacher Award (Prix de l'enseignant exceptionnel) du ministère de l'Éducation. Le couple fait partie des rares enseignant·e-s qui ont décidé de résider à temps plein dans leur communauté isolée pour y donner des cours.

Otages à l'hôpital

Selon l'Alliance of Concerned Teachers, le couple est retenu en otage dans sa chambre d'hôpital de la ville de Valencia et se voit refuser le droit de recevoir des visiteur·euse·s. Une visite de solidarité effectuée le 23 octobre par des membres de l'ACT et du personnel de la Commission des droits de

l'Homme a été bloquée par huit policiers armés stationnés à l'hôpital. Cela malgré la visite convenue la veille avec Ramil Cabañelez et le fait que le couple avait désespérément besoin du soutien moral, financier et juridique de ses collègues.

Cependant, les forces policières ont permis à un journaliste d'une agence de presse gouvernementale d'avoir accès au couple. Le couple a informé leur syndicat que le journaliste les avait mal cités et avait déformé leurs déclarations afin de nier leur affiliation à l'ACT.

L'attention de la police semble se concentrer sur le maintien de l'isolement des deux victimes et non sur l'enquête et l'identification des auteurs de l'infraction. Les parents des élèves ont signalé à l'ACT que la police n'avait pas visité l'école et que ce sont les élèves qui ont ramassé les balles laissées sur les lieux de la fusillade.

Condamnation ferme de la part du mouvement syndical

Depuis fin 2018, les membres de l'ACT font l'objet de profilage, d'étiquetage rouge, de diffamation, de harcèlement, d'intimidation et de menaces de la part de l'État. Cela fait partie d'une tendance plus large où les mouvements progressistes et les individus qui critiquent l'administration Duterte sont systématiquement pris pour cible.

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré: « Ces violations flagrantes des droits humains et syndicaux doivent cesser dès maintenant. Ce n'est pas quelque chose que le mouvement syndical mondial ou le monde peut tolérer. Nous sommes pleinement solidaires de nos collègues philippins et appelons la communauté internationale à prendre des mesures immédiates contre le gouvernement Duterte. Des vies innocentes sont en jeu. » Le mouvement syndical mondial se mobilise pour une journée d'action spéciale en solidarité avec ses collègues aux Philippines le 10 décembre, la Journée internationale des droits humains.

Le 25 octobre, l'ACT a organisé une conférence de presse et publié une déclaration officielle concernant l'attaque contre Zhaydee et Ramil Cabañelez et l'action policière qui a suivi. Raymond Basilio, Secrétaire général de l'ACT, a déclaré: « L'ACT dénonce de telles attaques dans ses rangs. En tant qu'éducateurs et éducatrices, il est de notre devoir de défendre les droits humains et de défendre la paix, la justice et la démocratie. Nous exigeons que les forces de sécurité de l'État ôtent leurs mains de nos enseignants et de nos écoles! Nous implorons la police de mener une enquête véritable et sérieuse sur cette affaire et de poursuivre les auteurs du crime! Nous appelons toutes les institutions gouvernementales concernées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger le couple Cabañelez contre les menaces et les attaques incessantes et assurer leur bien-être et leur sécurité. Nous resterons inébranlables dans cette lutte jusqu'à ce que justice soit rendue à nos collègues. »

Novembre

Titres

1. Les enseignant-e-s et l'UNESCO s'unissent pour définir le professionnalisme dans le secteur de l'enseignement et de l'apprentissage dans le monde entier

L'Internationale de l'Éducation (IE) et l'UNESCO lancent un cadre commun qui définira ce que signifie un enseignement de qualité, maintenant et à l'avenir. Le Cadre mondial en matière de normes professionnelles pour l'éducation a été lancé aujourd'hui en la présence des ministres de l'Éducation, des organisations membres de l'IE et des expert-e-s politiques au siège de l'UNESCO à Paris.

L'enseignement de qualité étant l'une des priorités de l'agenda mondial de l'éducation, les éducateur-ric-e-s et leurs syndicats ont pris l'initiative de créer un ensemble de normes définissant la nouvelle référence pour un enseignement de qualité, qui contribuera à la réalisation de l'Objectif de développement durable n°4. [Le Cadre mondial en matière de normes professionnelles pour l'éducation](#) (texte en anglais) a été élaboré en étroite coopération avec l'UNESCO.

Lors de la Conférence générale de l'UNESCO, la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a pris la parole pour présenter le nouvel outil et a souligné qu'il résultait d'un processus participatif qui répond au souhait et au droit des éducateur-ric-e-s d'être à la table lorsque les décisions de politique éducative sont prises. « Nous attachons une grande importance au statut de notre profession et à la qualité de l'éducation fournie à nos étudiants et étudiantes », a-t-elle déclaré, ajoutant que la reconnaissance de l'enseignement en tant que profession impliquait de prendre au sérieux les normes professionnelles et les conditions de travail.

Stefania Giannini, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'Éducation, a ajouté que « les normes professionnelles pour l'éducation conçues dans le but de définir ce que signifie un enseignement de qualité afin de dispenser une éducation de qualité constituent un puissant instrument entre les mains des éducateurs et éducatrices. Leur développement est l'une des étapes cruciales pour augmenter l'offre d'enseignants et enseignantes qualifiés et formés, nécessaires pour assurer une éducation de qualité à tous les enfants et à tous les adolescents d'ici 2030. »

Pourquoi le monde a besoin d'un cadre normatif pour les enseignant-e-s

Le Cadre mondial en matière de normes professionnelles pour l'éducation complète les instruments normatifs des Nations Unies existants, en particulier la Recommandation Organisation internationale du Travail/UNESCO relative à la condition du personnel enseignant (1966) et la Recommandation de l'UNESCO relative à la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur (1997), qui visent à protéger et à promouvoir la condition des enseignant-e-s. Il énonce dix normes couvrant trois domaines: connaissance et compréhension de l'éducation, pratique pédagogique et relations éducatives.

Hopgood a déclaré que le cadre mondial en matière de normes professionnelles contribuerait à élever le niveau de l'enseignement et de l'apprentissage dans de nombreux pays, écoles et salles de classe. Les compétences et capacités professionnelles définies dans le cadre contribueraient également à renforcer les programmes de formation et de développement des enseignant-e-s et à propulser les enseignant-e-s vers un niveau plus élevé de pratique professionnelle et d'excellence.

La qualité avant la surveillance

Le Cadre tel qu'il a été développé par l'IE et l'UNESCO est un outil destiné à garantir la qualité, et non « un outil de gestion permettant de contrôler ou de punir les enseignants et enseignantes . [C'est] un garde-feu contre la déprofessionnalisation et un catalyseur pour améliorer le professionnalisme et la pratique des enseignants et enseignantes », a souligné Hopgood.

Il a été développé avec la contribution des enseignant-e-s, en s'appuyant sur des connaissances professionnelles et une vaste expérience acquise dans une grande variété de contextes éducatifs.

Le Cadre a été adopté par le Congrès mondial de l'IE en juillet. Les syndicats de l'éducation et les gouvernements sont encouragés à utiliser le Cadre dans leurs contextes nationaux.

2. Déclaration | La Convention relative aux droits de l'enfant a 30 ans: célébrons les avancées, surmontons les défis

En novembre 1989, le monde était en pleine transformation. Avec la chute du mur de Berlin et l'entrée du monde dans une nouvelle ère, les nations trouvèrent un enjeu commun dans la défense des droits de l'enfant. Le 20 novembre 1989, à l'occasion de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, avait déclaré devant un auditoire d'enfants: « L'humanité se doit de donner le meilleur à chacun d'entre vous ». La Convention deviendra l'un des traités sur les droits humains, les plus largement ratifiés de l'histoire.

Les articles 28 et 29 de la Convention sont sans équivoque: l'éducation est un droit, pas un privilège. L'enseignement primaire gratuit et obligatoire fut mandaté tandis que les États étaient encouragés à rendre « l'enseignement secondaire ouvert et accessible à tout enfant », y compris en introduisant la gratuité de l'enseignement secondaire. L'enseignement supérieur devait être rendu accessible à tou-te-s, « en fonction des capacités de chacun ». L'application de la discipline scolaire devait se faire dans le respect de la dignité de l'enfant en tant qu'être humain. L'objectif de l'éducation était défini comme « l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques dans toute la mesure de leurs potentialités », afin de préparer l'enfant « aux responsabilités de la vie dans une société libre ».

Trente ans plus tard, d'immenses progrès ont été réalisés et le nombre d'enfants scolarisés est plus élevé que jamais auparavant. Cependant, il reste encore bien des défis à relever.

Depuis l'adoption de la Convention, le monde a été témoin d'une instrumentalisation du contexte éducatif, et du contenu même de l'enseignement lors des conflits armés. Nous avons pu assister à une série d'attaques contre des écoles dans des pays touchés par les conflits, par l'insécurité et par une protection défailante en matière de droits humains. Des élèves, des enseignant-e-s, des syndicats d'enseignants, des universitaires et des écoles ont été intentionnellement pris pour cibles. Dans de trop nombreux cas, des écoles ont été endommagées, fermées, voire, assaillies par des groupes armés. En conséquence, des centaines d'enfants voient leur droit à l'éducation bafoué.

Pire encore, l'enseignement lui-même, est devenu une cible. Il y a à peine sept ans, des Talibans pakistanais tiraient sur Malala Yousafzai, en raison de son soutien même à ce droit à l'éducation, inscrit dans la Convention. Deux ans après, en 2014, Boko Haram kidnappait 276 filles dans leur école au Nigeria: 112 de ces jeunes filles manquent encore à l'appel aujourd'hui. Ces cas ne sont que ceux qui font la une, bien d'autres élèves et enseignant-e-s sont victimes de ces groupes sans

que le monde ne s'en préoccupe. Les Talibans, comme Boko Haram (pour qui « l'éducation occidentale est un péché »), perçoivent l'éducation, en particulier celle des filles, comme une menace aux sociétés inégalitaires qu'ils cherchent à imposer dans leurs pays respectifs.

Le nombre élevé de personnes déplacées en raison de conflits, de persécutions, de défaillance des États ou de difficultés économiques, pose un immense défi. En 2018, les enfants de moins de 18 ans représentaient près de la moitié des 25,9 millions de réfugié-e-s de la planète. En termes d'éducation, la situation est critique: seuls 50 % des enfants réfugiés ont accès à l'enseignement primaire et à peine 22 % des adolescent-e-s réfugié-e-s, suivent un enseignement secondaire de niveau collège.

Afin de relever ces défis et bien d'autres, le monde s'est mobilisé autour des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en l'an 2000, et des Objectifs de développement durable (ODD), en 2015. À la suite des efforts déployés pour réaliser l'objectif d'enseignement primaire universel (OMD2), l'ambition mondiale s'est portée sur le périmètre bien plus vaste de l'ODD4, qui couvre tous les niveaux d'enseignement, vise à améliorer la qualité de l'éducation et l'accès à celle-ci, et partage une vision de l'éducation qui dépasse le cadre de la lecture, de l'écriture et du calcul. À travers l'Agenda 2030 des ODD, les gouvernements se sont engagés à appréhender les véritables freins, ainsi qu' « à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, inclusive et équitable et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». L'ODD4 reconnaît tout particulièrement, qu'une éducation de qualité ne peut exister en l'absence d'enseignant-e-s qualifié-e-s et d'environnements d'apprentissages sûrs, non violents et inclusifs.

Toutefois, quatre ans après l'adoption des ODD, le monde est déjà à la traîne et [sur la mauvaise voie pour réaliser l'ODD4](#) et concrétiser le droit à l'éducation pour tout enfant. C'est la raison pour laquelle le travail des syndicats d'enseignants est fondamental. Nous plaidons en faveur d'une éducation pour tou-te-s, gratuite, publique, de qualité et financée par l'État. Nous évaluons les progrès réalisés et nous demandons des comptes aux gouvernements et aux institutions internationales. Nous attirons l'attention sur les menaces que représentent l'adoption d'une démarche mercantile et le fait d'autoriser la privatisation et l'édu-business, dans le but de privilégier le profit aux dépens des élèves. Nous œuvrons pour assurer aux enseignant-e-s les conditions d'emploi et de travail, une formation initiale et les dispositifs pour le développement d'un apprentissage professionnel continu qui sont nécessaires, pour leur permettre d'aider les élèves à réaliser leur plein potentiel.

Les résolutions adoptées par notre 8e Congrès mondial en juillet 2019, montrent l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir, en vue d'éliminer les perpétuelles barrières à l'éducation universelle de qualité. Lors du Congrès, nous avons promis de poursuivre notre combat [contre le travail des enfants](#) et en faveur [d'une éducation inclusive pour tou-te-s](#); de continuer à nous opposer à la [marchandisation de l'éducation](#); de prendre l'initiative pour [décoloniser l'éducation](#) dans le monde; de [soutenir l'accès à une offre d'éducation de qualité pour les enfants réfugiés](#); de veiller à ce que [l'éducation à la petite enfance](#) ne soit pas un produit de consommation mais un droit pour tout enfant; de mettre en lumière les [attaques contre les écoles en Afrique](#) et l'urgence criante d'assurer leur sécurité; et de parvenir à l'élimination universelle des châtiments corporels dans les écoles.

Les progrès que nous avons réalisés au cours de ces 30 dernières années sont louables, mais nous n'avons pas le temps de nous reposer. Tant que des enfants continuent d'être privés de leur droit d'accès à une éducation de qualité, et ils sont encore des millions, notre mission est loin d'être terminée.

David Edwards

3. Bolivie: les dirigeant-e-s syndicaux-ales de l'éducation à travers le monde, condamnent fermement le coup d'État

Le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation a réprouvé la situation en Bolivie, affirmant qu'il « condamne fermement et unanimement au nom de ses 32 millions de membres, le coup d'État du 11 novembre dernier ».

À l'occasion de la réunion du 55e Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE) qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, du 18 au 21 novembre, les dirigeant-e-s du mouvement syndical de l'éducation ont clairement réaffirmé que leur fédération syndicale mondiale « promeut, défend et lutte pour la démocratie », tel que stipulé dans la [Résolution « L'éducation publique et les syndicats libres sont les piliers de la démocratie »](#), qui fut unanimement adoptée lors du 8e Congrès mondial, à Bangkok, en Thaïlande, en juillet 2019.

Le Bureau exécutif a ajouté que « toute déstabilisation de la volonté du peuple, comme cela est le cas avec l'État plurinational de Bolivie, constitue une attaque à la vie, au développement et à la liberté des peuples et des nations. Cela est d'autant plus vrai, quand de tels événements sont initiés par des mouvements dont les propos xénophobes et racistes perturbent non seulement l'ordre démocratique, mais entravent tout respect des processus constitutionnels établis de manière légitime. »

En outre, il souligne et déplore profondément le fait que les actes autoritaires et totalitaires sont de plus en plus encouragés et soutenus à travers le monde, qu'ils sont ouvertement cautionnés par des gouvernements et des instances internationales ou qu'ils bénéficient du silence complice et douteux de gouvernements qui ont fait le choix d'ignorer la volonté du peuple.

En conséquence, le Bureau exécutif de l'IE appelle ses organisations membres à réagir et à afficher leur solidarité envers la liberté des peuples, à exhorter leurs propres gouvernements, élus de manière légitime, à s'exprimer en faveur du libre exercice de la démocratie, ainsi qu'à planifier et soutenir des initiatives pour la défense de la démocratie, de la souveraineté et de l'indépendance.

Tollé régional face à cette attaque contre la démocratie

[Le Comité régional de l'Internationale de l'Éducation Amérique latine avait déjà dénoncé et condamné le coup en Bolivie](#), qui a contraint le Président constitutionnel, Evo Morales Ayma, et son Vice-président, Álvaro García Linera, à démissionner.

Les syndicalistes de l'éducation en Amérique latine ont déclaré: « Nous rejetons les actes de violence et d'expression raciste, fondamentaliste et misogyne, qui ont récemment eu lieu en Bolivie et nous plaidons pour le respect de l'intégrité physique d'Evo Morales, de ses supporters, des peuples autochtones et des dirigeant-e-s des mouvements sociaux. »

Ils ont vivement dénoncé les actions menées par les forces de police et l'armée, « complices des courants fondamentalistes, racistes et d'extrême-droite du coup ». Ils ont insisté sur le fait que la démission forcée du président légitime de Bolivie, Evo Morales, est imputable aux responsables de l'application des lois dans le pays. Ils ont appelé à une restauration rapide de l'ordre constitutionnel ainsi qu'à une cessation de la violence, et ont rejeté toute forme d'ingérence étrangère d'ordre

politique ou économique, en Bolivie.

Les syndicats de l'enseignement supérieur de la région Amérique Latine de l'IE, se sont également exprimés sur le coup et sur « le déferlement d'accusations criminelles de la part des secteurs qui ont ébranlé l'ordre constitutionnel en Bolivie ».

Ils ont exprimé leur solidarité avec le peuple bolivien, avec le Président Evo Morales Ayma, ainsi qu'envers les dirigeant-e-s et membres actif-ive-s du mouvement de la société civile, « victimes d'agressions brutales perpétrées par des gangs armés au service d'une oligarchie raciste, qui prend sa revanche face à ceux qui ont osé se dresser contre leurs privilèges historiques afin de bâtir un état démocratique. »

Pour eux, l'attaque contre la démocratie bolivienne constitue une agression envers l'ensemble des peuples d'Amérique latine, et cela « fait partie de l'offensive réactionnaire menée contre les gouvernements démocratiques populaires qui ont tenté, de maintes façons au cours du siècle, d'avancer vers l'égalité et la justice sociale ».

En Argentine, la [Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina](#) et la [Federación Nacional de Docentes Universitarios](#), toutes deux affiliées à l'IE, ont manifesté leur [solidarité envers le peuple bolivien](#) et leur soutien pour la démocratie, à l'occasion d'une marche organisée le 11 novembre dernier, pour se rendre au siège de la diplomatie bolivienne à Buenos Aires.

« Nous sommes face à un nouveau coup d'État, perpétré dans ce cas, à travers des actes de violence commis par des groupes fascistes armés qui s'insurgent contre les avancées considérables réalisées sous les gouvernements d'Evo Morales », a souligné Hugo Yasky, président du Comité régional de l'Internationale de l'Éducation Amérique latine.

Il estime que ce n'est « nullement un accident », si le coup s'est produit quelques jours seulement avant l'arrivée au pouvoir du Président Fernández, nouvellement élu en Argentine, au moment même, où le peuple chilien se soulève et continue de protester contre l'augmentation du coût de la vie, la privatisation et l'inégalité qui prévalent dans le pays; et en même temps que la libération de prison de Luiz Inácio Lula da Silva, au Brésil.

4. La 55e réunion du Bureau exécutif de l'IE adopte des positions fermes sur les questions d'éducation et de démocratie

Les dirigeant-e-s syndicaux-ales du secteur de l'éducation ont abordé un certain nombre de questions stratégiques d'une importance capitale tant pour le secteur mondial de l'éducation que pour les syndicats de l'éducation. En outre, le Bureau a adopté une série de résolutions dénonçant la violence et les atteintes à la démocratie.

La 55e réunion du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE) s'est tenue à Bruxelles du 19 au 21 novembre. Le Bureau a travaillé à l'élaboration de stratégies visant à assurer une éducation de qualité pour tou-te-s, à lutter contre la privatisation de l'éducation, à défendre les droits humains et syndicaux, à protéger la démocratie, à stimuler le renouveau syndical et plus encore. Les dates et événements clés pour faire avancer l'agenda de l'éducation mondiale ont également été discutés.

Lors d'une session spéciale, le Bureau de l'IE s'est entretenu avec le vice-président du Hong Kong Professional Teachers' Union (HKPTU), Ip Kin-Yuen, qui a partagé son point de vue sur la situation désastreuse à Hong Kong. Le Conseil a réaffirmé son soutien au HKPTU et a exhorté l'administration de Hong Kong à protéger ses citoyen-ne-s et à engager un dialogue sur leurs revendications légitimes. Il s'agit d'un suivi direct de la [Résolution sur la solidarité avec Hong Kong](#) adoptée lors du 8e Congrès mondial de l'IE, dans laquelle l'IE et ses organisations membres se sont engagées à soutenir les valeurs d'égalité, de dignité, démocratie, justice et libertés à Hong Kong.

Le Bureau a également discuté et adopté des résolutions sur trois questions d'importance particulière:

- Résolution encourageant tous les gouvernements à ratifier d'urgence la [Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail](#) et mobilisant les organisations membres de l'IE en faveur de la ratification;
- [Résolution condamnant le coup d'Etat en Bolivie](#); et
- [Résolution sur la situation au Chili](#).

Les membres du Bureau exécutif ont assisté à une projection spéciale de [The Teachers' Protest](#)— un documentaire sur les enseignant-e-s norvégien-ne-s et leur position contre la propagande nazie dans les écoles pendant la Seconde Guerre mondiale. L'invité spécial de la projection était Jon Seal, producteur et réalisateur du film.

[5. 40e Conférence générale de l'UNESCO: enseignant-e-s et éducateur-ric-e-s au cœur de la réalisation de l'ODD 4](#)

L'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres ont participé activement à la 40e Conférence générale de l'UNESCO. Enseignant-e-s et éducateur-ric-e-s figuraient en bonne place de son ordre du jour.

La Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue du 12 au 27 novembre, a débattu de l'avenir du multilatéralisme dans le monde en rapide mutation que nous connaissons aujourd'hui. Au sein de la Commission de l'éducation, les États membres de l'UNESCO ont pris plusieurs décisions importantes qui permettront de réaliser des progrès vers la mise en œuvre d'une éducation de qualité pour tou-te-s.

Les principales résolutions adoptées jusqu'à présent comprennent: une convention sur la reconnaissance des qualifications dans l'enseignement supérieur, une résolution sur la coordination et les progrès concernant l'Objectif de développement durable (ODD) 4, un nouveau cadre pour l'Éducation au développement durable, une stratégie pour l'alphabétisation, ainsi qu'une recommandation sur les ressources éducatives ouvertes. La Conférence générale a également décidé d'élaborer un nouvel instrument normatif de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle.

Stefania Giannini, Sous-Directrice générale pour l'Éducation, a donné un aperçu du programme de l'UNESCO visant à réaliser l'ODD 4 et a mis en évidence quatre grandes tendances qui ont un impact sur l'éducation et la transforment: la démographie, le changement climatique, la migration et les technologies. Elle a expliqué comment l'action de l'UNESCO visait à renforcer la cohésion sociale

dans le contexte de ces tendances. L'UNESCO, a-t-elle dit, accélérera les initiatives en matière d'inclusion et d'innovation, continuera à jouer un rôle de premier plan dans la réalisation de l'ODD 4, investira dans la prospective et la recherche et soutiendra le renforcement des systèmes au niveau des pays. Le genre sera un objectif transversal, tandis que l'Afrique sera prioritaire et que le budget alloué à la région sera doublé.

L'UNESCO a été fermement soutenue en tant qu'institution de coordination de l'ODD 4, mais de nombreux-euses délégué-e-s ont également appelé l'institution à renforcer son rôle de chef de file, vu que d'autres acteurs et initiatives ont émergé ces dernières années. Giannini a assuré à la Conférence générale que l'UNESCO serait plus responsable, plus compréhensible et plus visible dans le secteur de l'éducation. Cependant, elle a également appelé les États membres à faire leur part, soulignant que les gouvernements avaient la responsabilité de faire de l'ODD 4 une réalité grâce à une volonté politique forte et à un investissement accru dans l'éducation.

Après des années de travail intense de plaidoyer de la part de l'Internationale de l'Éducation (IE), les enseignant-e-s ont été notamment maintes fois présenté-e-s comme cruciaux-ales pour une éducation de qualité par l'ensemble de la Commission de l'éducation. Gianni a fait remarquer que les interventions des ministres au cours de la semaine avaient montré qu'il était généralement admis que les enseignant-e-s étaient au cœur de la réalisation de l'ODD 4: « Sans enseignants et enseignantes hautement qualifiés et bien formés, tout le reste est de la pure littérature ».

Les représentant-e-s des syndicats du secteur de l'éducation ont pris part aux débats et ont veillé à ce que les points de vue des enseignant-e-s et du personnel d'appui à l'éducation soient pris en compte. S'exprimant lors d'une réunion ministérielle sur le renforcement de l'inclusion et de la mobilité dans l'enseignement supérieur, Haldis Holst, Secrétaire générale adjointe de l'IE, a souligné que, pour que l'enseignement supérieur soit réellement inclusif, il faut empêcher qu'il devienne un marché, sous prétexte d'une mobilité croissante. De plus, l'inclusion et la mobilité du personnel de l'enseignement supérieur doivent être considérées parallèlement à celles des étudiant-e-s. Jean Portugais, Président de la FQPPU du Canada, a également abordé le sujet, soulignant que le volet « assurance qualité » de la Convention mondiale ne doit pas être utilisé pour porter atteinte aux libertés académiques et à l'autonomie professionnelle, comme c'est actuellement le cas dans de nombreuses universités.

S'exprimant sur le travail de l'UNESCO en faveur de l'ODD 4, le Coordinateur principal de l'IE, Dennis Sinyolo, a souligné qu'au rythme actuel, l'ODD 4 ne sera pas atteint d'ici 2030 car les pays n'investissent pas suffisamment dans l'éducation, il y a une pénurie d'enseignant-e-s qualifié-e-s et trop d'enfants marginalisés se voient refuser l'accès à l'éducation. Les gouvernements doivent accroître considérablement leurs investissements dans l'éducation, investir dans les enseignant-e-s, collaborer avec leurs syndicats et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

L'IE et l'UNESCO lancent le premier [Cadre mondial en matière de normes professionnelles pour l'éducation](#)

Le Cadre a été lancé lors de la Conférence générale de l'UNESCO, le 16 novembre, en présence de ministres de l'Éducation, d'organisations membres de l'IE et d'experts en politiques. Élaboré en étroite collaboration avec l'UNESCO, ce cadre est le résultat d'un processus participatif qui répond au souhait et au droit des éducateur-ric-e-s d'être autour de la table lorsque des décisions politiques sont prises.

Susan Hopgood, Présidente de l'IE, a présenté le nouvel instrument devant une salle comble et a souligné que les normes d'enseignement - élaborées et contrôlées par la profession enseignante - peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage au niveau mondial.

« Nous encourageons les syndicats d'enseignants et les gouvernements à utiliser ce cadre pour renforcer leurs normes professionnelles nationales pour l'enseignement ainsi que leurs pratiques en matière d'enseignement et d'apprentissage afin de garantir une éducation équitable, inclusive, gratuite et de qualité pour toutes et tous », a déclaré Susan Hopgood.

Stefania Giannini, Sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, a ajouté que « les normes professionnelles pour l'éducation conçues dans le but de définir ce que signifie un enseignement de qualité pour dispenser une éducation de qualité constituent un puissant instrument à la disposition des éducateurs et éducatrices. Leur développement est l'une des étapes cruciales pour augmenter l'offre d'enseignants et enseignantes qualifiés et formés, nécessaires pour assurer une éducation de qualité à tous les enfants et à tous les adolescents d'ici 2030. »

Recommandation sur les ressources éducatives libres

Le 19 novembre, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté avec satisfaction la Recommandation sur les ressources éducatives libres, qui ouvre la voie à un meilleur accès au matériel pédagogique: un élément essentiel du droit à l'éducation, l'ODD 4, ainsi que du Cadre d'action de l'UNESCO à l'horizon 2030.

La recommandation permet également aux enseignant-e-s d'exercer leurs libertés académiques et leur autonomie professionnelle (Conventions UNESCO/Organisation internationale du Travail sur le statut des enseignant-e-s/chercheur-euse-s) en choisissant et en adaptant les matériels pour l'enseignement et l'apprentissage.

Tout au long de son implication dans l'élaboration de la recommandation, l'IE a œuvré pour que plusieurs éléments clés soient inclus dans l'instrument:

- consultation des enseignant-e-s et de leurs syndicats dans le développement et l'utilisation de ressources éducatives libres (REL);
- dispositions pour le développement professionnel continu;
- assurance qualité (c'est-à-dire sensibilité aux besoins locaux, aux questions de genre, au handicap, aux savoirs autochtones, etc.);
- affectation d'un financement public adéquat;
- protection de la vie privée et des données pour les étudiant-e-s et les enseignant-e-s travaillant avec des plateformes et des services REL;
- exceptions adéquates au droit d'auteur pour créer des REL de qualité, y compris la possibilité d'élaborer un instrument international sur le sujet.

En tant qu'instrument officiel de l'UNESCO, cette recommandation fournira aux gouvernements nationaux des conseils sur les politiques et pratiques en matière de REL, et demandera aux pays de faire rapport sur leurs efforts et leurs progrès.

La recommandation constituera également un outil précieux pour garantir un accès plus durable et plus abordable aux manuels sous licence libre et contribuera à remettre en cause les marchés traditionnels de l'édition à vocation commerciale dans le secteur de l'éducation.

Au-delà de la Conférence

Au cours de cette conférence marathon, des centaines de ministres auront rendu compte des bonnes politiques mises en œuvre et des centaines ont exprimé leur bonne intention de progresser. Nous appelons tous les gouvernements à tenir les promesses faites et les engagements pris lors de la conférence dans les années à venir. Après tout, avec des investissements accrus, une volonté politique forte et une coopération adéquate, la réalisation de l'ODD 4 est encore possible.

6. L'IE condamne la fermeture temporaire du bureau de Jérusalem du Ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne par les autorités israéliennes

Dans une lettre adressée à l'ambassade d'Israël à Bruxelles, l'Internationale de l'Éducation (IE) s'est déclarée préoccupée par la décision du ministre israélien de la Sécurité publique de fermer le bureau du Ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne à Jérusalem pendant six mois. L'IE déplore la montée de la violence et prévient que les droits de milliers d'enfants et de jeunes Palestinien-ne-s, y compris le droit à l'éducation, ne sont pas respectés, avec de terribles conséquences à long terme pour la région.

Le 20 novembre, le monde a célébré le 30e anniversaire de la [Convention relative aux droits de l'enfant](#), qui affirme sans équivoque que l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants. Le même jour, les autorités israéliennes ont perquisitionné le bureau de Jérusalem du Ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne et le Ministre israélien de la Sécurité publique a ordonné sa fermeture pendant six mois.

Dans une lettre adressée à l'Ambassadeur d'Israël en Belgique, l'IE a condamné la fermeture temporaire et a attiré l'attention sur l'impératif de respecter le droit à l'éducation de tous les enfants et jeunes Palestinien-ne-s.

David Edwards, Secrétaire général de l'IE, a déclaré: « C'est notre devoir en tant qu'enseignants, en tant qu'éducateurs de défendre nos étudiants et de dénoncer les violations de leurs droits. Le conflit israélo-palestinien dure depuis plus de 70 ans. Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui naissent dans un conflit qu'ils n'ont pas contribué à créer, mais ce sont eux qui sont privés de leurs droits, y compris leur droit à l'éducation. Nous appelons le gouvernement israélien à revenir sur cette décision qui porte atteinte au droit à l'éducation des enfants palestiniens. »

L'accès à une éducation de qualité est essentiel pour instaurer la paix dans la région et donner aux nouvelles générations une chance équitable d'avoir l'avenir brillant qu'elles méritent. Les priver de cette chance, de leur droit à l'éducation, c'est condamner la région à un conflit sans fin avec un impact négatif massif sur les vies en Israël et en Palestine.

Titres

1. Journée internationale des personnes handicapées: l'IE appelle à l'inclusion

Depuis sa création, il y a plus d'un quart de siècle, l'Internationale de l'Éducation (IE) lutte pour les droits des personnes handicapées. Les préoccupations de l'IE portent sur les problèmes sociétaux relatifs aux droits humains des personnes handicapées en général, et des enfants, des enseignant-e-s et des éducateur-riche-s handicapé-e-s, en particulier.

Rappelant la politique de l'IE en matière de [droits des enfants et des enseignant-e-s handicapé-e-s](#), la Résolution du Congrès la plus récente, adoptée à Ottawa en 2015, notait que selon les estimations, les enfants handicapés représentaient 40% des enfants non scolarisés, et exhortait à une action urgente en vue de garantir leur inclusion.

L'IE s'inquiète de la lenteur des progrès dans la mise en œuvre des normes et des engagements pris au niveau international. En décembre dernier, l'IE a lancé l'enquête: [Sommes-nous déjà arrivé-e-s? Les syndicats de l'éducation évaluent le chemin semé d'embûches menant à l'éducation inclusive](#). Les résultats de l'étude ont révélé que dans de nombreux pays, l'éducation inclusive était loin d'être atteinte.

La Journée internationale des personnes handicapées

La Journée internationale des personnes handicapées rappelle qu'il est urgent pour les gouvernements de répondre aux besoins éducatifs des enfants handicapés. Le thème 2019 est: « Promouvoir la participation et le rôle des personnes handicapées: faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

En 2015, les Nations Unies ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable, en s'engageant à ne laisser personne à la traîne, ainsi qu' à garantir une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous. Cet engagement indique clairement que tous les enfants, les jeunes et les adultes, y compris ceux-celles qui sont handicapé-e-s, ont droit à une éducation gratuite de qualité.

Ce droit ne peut être satisfait que si les gouvernements promulguent et mettent en œuvre des politiques d'éducation inclusive; font tomber toutes les barrières physiques, culturelles, sociales, économiques et autres qui freinent l'éducation inclusive; et veillent à ce que tous les enfants et les jeunes handicapé-e-s fréquentent l'école et reçoivent un enseignement dispensé par des enseignant-e-s convenablement formé-e-s, doté-e-s de qualifications professionnelles, motivé-e-s et soutenu-e-s.

Les écoles et de fait, toutes les institutions éducatives, devraient disposer de ressources adéquates et être correctement équipées afin de répondre aux besoins spécifiques des élèves et étudiant-e-s handicapé-e-s. Les enseignant-e-s comme le personnel de soutien à l'éducation qui sont handicapé-e-s, devraient bénéficier de l'appui nécessaire, pour pouvoir soutenir leurs élèves et étudiant-e-s dans la réalisation de leur plein potentiel.

« Les gouvernements devraient s'assurer que nos écoles et nos institutions éducatives sont véritablement inclusives », a déclaré le Secrétaire général de l'IE, David Edwards. Edwards a poursuivi en exhortant les gouvernements à garantir aux enseignant-e-s handicapé-e-s des conditions de travail décentes et tous les aménagements, outils et ressources nécessaires afin de leur permettre d'être opérationnels dans leurs fonctions d'enseignant-e-s.

Edwards a appelé les gouvernements à mettre en œuvre la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapé-e-s.

« En tant qu'éducateurs et éducatrices, nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir afin que les écoles soient sûres, bienveillantes et inclusives pour les enfants et les personnels de l'éducation handicapés. Cela implique de tendre la main aux personnes handicapées, mais également d'instaurer au sein des écoles et de la communauté élargie, l'acceptation et l'inclusion qui rend cela possible. »

La plus importante minorité au monde

L'Organisation mondiale de la santé estime que les personnes handicapées représentent plus de 15% de la population mondiale, soit la minorité la plus importante au monde. 80% des personnes handicapées vivent dans des pays en développement

Les conflits armés, en particulier, ceux de longue durée, rendent de nombreux-euses combattant-e-s et civil-e-s handicapé-e-s. De plus, alors que les contextes de guerre sont difficiles pour tou-te-s, ils sont notablement néfastes pour les personnes handicapées. Ainsi, des décennies de conflits armés dans la région des Grands lacs en Afrique ont fait émerger des freins d'ordre physique et mental, au développement et à une vie quotidienne normale, qui subsisteront pendant des générations.

Plus tôt dans l'année, Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, a présenté une étude de l'Académie de Genève intitulée: « [Handicap et conflits armés](#) » (en anglais).

Dans sa déclaration au sujet de cette étude, la Haute-Commissaire Bachelet a déclaré:

« Il est grand temps d'accorder une attention plus ciblée aux besoins des personnes handicapées dans des contextes de conflits armés. Certains conflits sont plus longs – comme la guerre en Syrie, qui dure depuis plus longtemps que la Seconde guerre mondiale.

Désormais, les conflits seront vraisemblablement plus des guerres civiles, qui se déroulent souvent dans des environnements civils. On observe des violations massives du droit international, y compris l'utilisation de la famine comme arme de guerre, à travers le blocage de l'assistance humanitaire capitale. Cette problématique comme d'autres, met grandement en danger les personnes handicapées.

Dans le cadre de situations de conflits, les enfants handicapés se heurtent à l'exclusion spécifique: ils sont laissés pour compte, institutionnalisés et exposés à la violence. Les femmes handicapées sont également confrontées à des taux de violence plus élevés et sont davantage exposées à la violence sexuelle que les autres femmes. »

[2. 10 décembre | Solidarité avec les défenseurs des droits humains et syndicaux aux Philippines](#)

Le 10 décembre, Journée des droits de l'Homme, le mouvement syndical international s'unit pour manifester son soutien aux syndicalistes et tou-te-s ceux-celles qui défendent les droits humains et syndicaux aux Philippines. Rejoignez-nous!

3. L'Amérique latine plus que jamais unie contre le néolibéralisme et l'extrême droite

Les représentant-e-s des organisations syndicales du secteur de l'éducation affiliées à l'Internationale de l'Éducation Amérique latine (IEAL) se sont réuni-e-s au Brésil les 3, 4 et 5 décembre derniers afin de déterminer la voie à suivre pour le Mouvement pédagogique latino-américain.

La 5e réunion du Mouvement pédagogique latino-américain a débuté l'après-midi du mardi 3 décembre, dans la ville de Curitiba, au Brésil. Les participant-e-s ont été accueilli-e-s par le syndicat brésilien CNTE et sa secrétaire générale Fátima Silva, également Vice-présidente de l'IEAL.

A son arrivée à Curitiba, David Edwards, Secrétaire général de l'IE, a souhaité la bienvenue aux participant-e-s et a exprimé sa joie d'être présent à cet événement. Il a souligné le rôle important que jouent les délégué-e-s de la région, à l'heure où il convient d'apporter un soutien politique aux travaux du Congrès mondial de l'IE, réuni à Bangkok, en Thaïlande, au mois de juillet dernier. Il a également réaffirmé la solidarité de l'organisation mondiale dans le cadre des combats menés par les affiliés de la région.

Sonia Alesso, Secrétaire générale de la Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA), a appelé à lutter contre le fascisme et ses sympathisant-e-s, soulignant le retour à l'époque de la dictature des années 1970 que connaît actuellement la région dans le domaine des droits humains.

Paulo Freire et le Mouvement pédagogique latino-américain

Enseignant et chercheur universitaire, José Batista a présenté un exposé intitulé « La pensée de Paulo Freire dans le contexte de l'Amérique latine », soulignant les liens qui existent entre le Mouvement pédagogique latino-américain et les idées du pédagogue. Il a mis en avant que l'éducation est un processus collectif intervenant tout au long de la vie, depuis la naissance.

Situation actuelle de l'Amérique latine

La réunion a permis aux différents participant-e-s d'échanger leurs analyses et stratégies d'action, et d'approfondir leurs connaissances grâce aux présentations des expert-e-s et des universitaires présent-e-s à l'événement. Les exposés des membres, présentés au cours de la deuxième journée de réunion, étaient principalement centrés sur la situation actuelle de l'Amérique latine.

Entre néolibéralisme et extrême droite

La célèbre journaliste argentine Telma Luzzani a présenté son analyse de la situation en Amérique latine, en se basant sur trois périodes de domination des États-Unis dans le sous-continent: l'origine de la doctrine Monroe au 19e siècle, les coups d'État et gouvernements militaires de la seconde moitié du 20e siècle, et l'offensive actuelle visant à récupérer le contrôle perdu avec l'arrivée au pouvoir des gouvernements démocratiques populaires au début de ce siècle.

Pour sa part, Luiz Dulci, ministre à l'époque du gouvernement de Lula Da Silva, a discuté de l'affaiblissement du pouvoir et de la puissance hégémonique mondiale des États-Unis, tout en soulignant l'émergence de la Chine, aujourd'hui leader sur le marché économique mondial. Il a expliqué que les acteurs économiques et politiques de droite et d'extrême droite dans les pays latino-américains défendaient et servaient les intérêts de l'impérialisme américain. Il a dressé le bilan du dernier coup d'État en Bolivie en regard de la victoire électorale de la coalition politique Frente de Todos et a qualifié le gouvernement actuel au Brésil d'autoritaire à tendance fasciste, compte tenu de la façon dont il impose ses réformes néolibérales.

Le mouvement pédagogique

Combertty Rodríguez, Coordinateur principal du bureau régional de l'IEAL, a rapidement passé en revue les éléments les plus pertinents concernant les politiques éducatives en Amérique latine, rappelant que le Mouvement pédagogique latino-américain est une stratégie politique organisationnelle dont l'objectif est de défendre l'enseignement public, considéré comme un droit social et humain, et a réaffirmé le caractère public de l'éducation, étant une forme de défense face aux querelles terminologiques encouragées par les intérêts privés.

A la fin de la journée, Combertty Rodríguez a dénoncé les menaces de mort proférées contre le président de la FECODE, Nelson Alarcón, lors d'une nouvelle journée de mobilisation massive en Colombie. Il a également signalé que l'IEAL avait envoyé un message pour dénoncer ces menaces et a invité les organisations latino-américaines à exprimer leur solidarité.

4. Le mouvement syndical mondial lance une mise en garde au gouvernement philippin: « Cessez de persécuter les défenseur-euse-s des droits humains et syndicaux! »

Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, l'Internationale de l'Éducation, ses affiliés et le mouvement syndical mondial soutiennent les syndicalistes et l'ensemble des défenseur-euse-s des droits humains aux Philippines.

Cela fait trop longtemps maintenant que les citoyen-ne-s qui critiquent le gouvernement philippin sont qualifié-e-s de terroristes et d'ennemi-e-s de l'État, afin de pouvoir les discréditer et les attaquer ouvertement. Il s'agit d'une technique de propagande appelée « étiquetage rouge ». Un grand nombre d'enseignant-e-s, de travailleur-euse-s, de syndicalistes, de journalistes et de défenseur-euse-s des droits humains ont été victimes d'intimidations au moyen de cette stratégie.

Un climat particulièrement dangereux pour les enseignant-e-s et les syndicalistes

Il y a à peine une semaine, une enseignante membre de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) – un syndicat membre de l'Internationale de l'Éducation (IE) – **a été touchée par six balles dans sa classe**, devant ses élèves. Et ce n'est qu'un exemple de ces agressions terribles.

Un grand nombre de membres de l'ACT ont été fiché-e-s par la police nationale, pris-es en filature dans les rues et ont reçu des menaces de mort.

Les syndicats mondiaux s'opposent à la répression

Ce 10 décembre, l'IE s'allie à ses collègues de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, de la Fédération internationale des journalistes, d'IndustriALL, de la Fédération internationale des

ouvriers du transport, de la Confédération syndicale internationale, de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, de l'Internationale des services publics et d'UNI Global Union, afin de sensibiliser l'opinion publique à la situation et d'adresser un message clair au gouvernement philippin: il doit cesser de persécuter les enseignant-e-s, les travailleur-euse-s, les syndicats, les journalistes, ainsi que l'ensemble des défenseur-euse-s des droits humains.

Les syndicats mondiaux ont envoyé une [lettre de protestation conjointe](#) (en anglais) au gouvernement de Duterte, condamnant la recrudescence des actes de harcèlement et de la répression visant les syndicalistes et demandant aux autorités philippines ce qui suit:

- Garantir la sécurité et la protection de l'ensemble des membres et dirigeant-e-s des syndicats.
- Respecter les droits fondamentaux des travailleur-euse-s garantis par les normes internationales, notamment la Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative à la liberté syndicale, ratifiée par les Philippines en 1953.
- Permettre aux syndicats de fonctionner sans ingérence du gouvernement.
- Enquêter sur les nombreuses allégations d'assassinats de syndicalistes et de violences antisyndicales.
- Accepter une mission tripartite de haut niveau de l'OIT avant sa prochaine conférence.

Une grande manifestation de solidarité

Partout dans le monde, les syndicalistes organisent des actions devant les ambassades des Philippines de leurs pays, par l'intermédiaire desquelles il-elle-s envoient des lettres de protestation au gouvernement philippin.

Le Secrétaire général de l'IE David Edwards, qui a participé à la manifestation organisée à Bruxelles, en Belgique, a déclaré: « Le gouvernement de Duterte livre une véritable guerre aux enseignants et enseignantes, aux syndicalistes, aux journalistes, aux défenseurs et défenseuses des droits humains et à toute personne qui ose exprimer son désaccord ou émettre des critiques. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et permettre que cela continue. Aujourd'hui, comme chaque jour à venir, nous soutiendrons nos collègues des Philippines dans leur lutte contre l'oppression et la répression, afin de pouvoir traîner leur gouvernement devant les tribunaux et leur permettre de poursuivre leur combat pour une juste cause. Pour leur bien-être, celui de leurs élèves et de leur pays. »

Une pétition de LabourStart pour soutenir les enseignant-e-s des Philippines est disponible en 16 langues [ici](#).

Pour toute information complémentaire à ce sujet, veuillez consulter l' [article de blogue \(en anglais\) de Raymond Basilio](#), Secrétaire général de l'ACT, ou écouter nos podcasts EdVoices - des entretiens (en anglais) avec la journaliste philippine [Maria Ressa](#), et avec l'ancienne dirigeante de l'ACT, membre élue du Parlement philippin et lauréate du Prix international des droits humains Arthur Svensson [France Castro](#).

5. COP 25: la communauté enseignante s'engage fermement à répondre à l'urgence climatique

Comptant parmi les intervenant·e·s à la 25e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, l'Internationale de l'Éducation a réitéré sa détermination à répondre à l'urgence climatique, en abordant cette problématique dans les classes.

À l'occasion de la [25e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique](#) (COP 25), Manuela Mendonça, Secrétaire internationale de la Federação Nacional dos Professores (FENPROF) et membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE), a souligné, au nom de l'IE, la nécessité de s'attaquer à la crise climatique sur tous les fronts, autrement dit, dans chaque foyer, chaque classe et chaque département gouvernemental, afin de lutter contre la plus grande menace qui pèse sur notre planète et l'existence même de l'humanité.

Les éducateur·rice·s du monde entier s'unissent et se mobilisent contre les changements climatiques

« En tant qu'enseignants et éducateurs, nous prenons l'engagement d'aborder la question de l'urgence climatique dans nos classes », a expliqué Manuela Mendonça aux participant·e·s à cet événement de haut niveau organisé le 10 décembre dernier en vue de prendre des mesures en faveur du climat.

L'IE s'engage à mobiliser enseignant·e·s et éducateur·rice·s pour instituer l'écologie au sein des établissements scolaires, promouvoir des modes de vie durables et introduire dans l'enseignement la question du changement climatique, ses causes, ses conséquences et les solutions pouvant être apportées à cette crise. L'IE continuera à soutenir les étudiant·e·s qui revendiquent des mesures immédiates en faveur du climat et de la justice climatique.

« Nous soutenons également nos 32,5 millions de membres en leur proposant des outils et des ateliers de développement des capacités, destinés à aider les enseignants, les éducateurs et leurs syndicats à exploiter le pouvoir de l'éducation pour lutter contre les changements climatiques », a souligné Manuela Mendonça.

L'IE s'engage également à collaborer avec les organisations internationales pour mettre en œuvre des instruments internationaux et assurer le suivi des avancées en faveur du développement durable et de l'éducation aux changements climatiques.

Au début de cette année, l'IE a déclaré une urgence climatique dans le secteur de l'éducation « parce que, seul, le pouvoir de l'éducation ne suffira pas », a souligné Manuela Mendonça. Il est indispensable, a-t-elle ajouté, que les gouvernements prennent des initiatives et démontrent leur réelle volonté politique, leur engagement et leur détermination à agir pour répondre à l'urgence climatique. Les gouvernements se doivent de réduire immédiatement et drastiquement les émissions de carbone dans leur pays, afin d'atteindre l'objectif de 1,5 °C fixé à Paris. Ils doivent prendre des engagements et garantir une transition juste.

L'éducation aux changements climatiques doit être un pilier fondamental des systèmes éducatifs

Au nom de l'IE, Manuela Mendonça poursuit et conclut: « En tant qu'enseignants et éducateurs, nous demandons aux gouvernements de faire en sorte que l'éducation aux changements climatiques occupe une place centrale dans les programmes d'études, depuis l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'université. L'éducation aux changements climatiques doit faire partie intégrante de la formation initiale et du développement professionnel continu des enseignants. L'encadrement au sein

des systèmes éducatifs est essentiel pour permettre aux enseignants et aux éducateurs d'aider leurs étudiants à acquérir les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs nécessaires pour agir en faveur d'un avenir durable. »

Le texte intégral de l'Engagement de l'IE est disponible [ici](#)(en anglais).

Il est également possible de télécharger le [Guide de l'IE pour les syndicats de l'éducation et les éducateur-riche-s « L'éducation, un outil puissant pour lutter contre les changements climatiques »](#).

6. Les syndicats de l'enseignement se joignent aux efforts internationaux pour défendre les droits des réfugié-e-s à l'éducation et à travers l'éducation

L'Internationale de l'Éducation a saisi l'opportunité du premier Forum mondial sur les réfugiés pour réaffirmer le rôle fondamental de l'éducation dans le contexte des déplacements forcés, ainsi que pour exhorter les gouvernements, les agences de l'ONU et toutes les parties prenantes à garantir aux enseignants et aux étudiant-e-s déplacé-e-s le droit à l'éducation et à d'autres droits fondamentaux à travers celle-ci.

Le Forum mondial sur les réfugiés, qui s'est tenu les 17 et 18 décembre à Genève, en Suisse, a été le premier en son genre. Il s'est déroulé au terme d'une décennie chaotique, marquée par les conflits et les catastrophes naturelles, qui ont contribué à la hausse du nombre de réfugiés à travers le monde, s'élevant aujourd'hui à plus de 25 millions de personnes. L'éducation a été l'un des six thèmes principaux traités pendant le Forum, avec les mécanismes de partage des charges et des responsabilités, l'emploi et les moyens d'existence, l'énergie et les infrastructures, les solutions et la capacité de protection.

Suite à la mise en œuvre du [Pacte mondial sur les réfugiés](#), le Forum mondial sur les réfugiés a fourni l'occasion de traduire le principe de partage de la responsabilité internationale en actions concrètes. Le Forum a rassemblé la communauté internationale pour annoncer des nouvelles mesures en vue de:

- soutenir les pays d'accueil;
- renforcer l'autonomie des réfugié-e-s;
- élargir l'accès aux solutions dans des pays tiers; et
- améliorer les conditions dans les pays d'origine pour rendre possible les retours en toute sécurité et dans la dignité.

Une série d'engagements et de contributions a été présentée au cours de ce Forum, appelant les États, les personnes réfugiées, les acteurs du développement, le secteur privé, les organismes des Nations Unies, les organisations de la société civile, les universités et les leaders religieux, entre autres, à s'y investir.

« L'Internationale de l'Éducation (IE) s'est engagée à mobiliser ses 400 organisations membres, représentant 32,5 millions d'enseignants à tous les niveaux éducatifs, pour rendre les écoles et les établissements d'enseignement véritablement inclusifs et accueillants envers les réfugiés », a déclaré Dennis Sinyolo, en représentation de l'Internationale de l'Éducation, lors de son intervention

au Forum.

Il a poursuivi en expliquant que l'IE « continuera à renforcer les capacités des dirigeants syndicaux et des enseignants, fournira des outils aux réfugiés et aux migrants, et évaluera les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Pacte mondial dans le domaine de l'éducation ».

Il a souligné que l'IE appelle les gouvernements, l'ONU et leurs partenaires à :

- veiller à l'homologation et la reconnaissance des qualifications des enseignant-e-s réfugié-e-s;
- assurer la formation et le développement professionnel des enseignant-e-s locaux-ales et réfugié-e-s;
- garantir l'inclusion des enfants et jeunes réfugié-e-s dans les systèmes formels d'éducation des pays d'accueil dans les trois premiers mois qui suivent leur arrivée, en veillant à ne pas leur offrir un cursus alternatif inférieur; et
- élaborer, financer et mettre en œuvre des politiques globales destinées à garantir le droit à enseigner des enseignant-e-s réfugié-e-s et le droit d'apprendre des enfants.

Le 16 décembre, au cours de la session préparatoire sur le thème « Les enseignant-e-s portent le fardeau: améliorer le soutien en situation de crise », co-organisé par l'IE, le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) et la Columbia University, Sinyolo a mis l'accent sur les problèmes qui touchent particulièrement les enseignant-e-s réfugié-e-s :

- Manque de reconnaissance de leurs qualifications, aptitudes et compétences;
- Travail précaire; et
- Absence de formation adéquate et d'opportunités de développement professionnel (ce dernier aspect concerne également les enseignant-e-s locaux-ales qui enseignent aux enfants et jeunes réfugié-e-s).

Sinyolo a déploré qu' « il y ait un énorme gaspillage de cerveaux et une grande perte de talent, car les enseignants réfugiés finissent par ne rien faire ou par travailler dans d'autres secteurs pour joindre les deux bouts. Il est donc essentiel que les gouvernements d'accueil reconnaissent et homologuent les qualifications des enseignants réfugiés ». Il a par ailleurs souligné à quel point il est important que les gouvernements des pays d'accueil offrent une rémunération et des conditions de travail décentes aux enseignant-e-s réfugié-e-s.

Il a maintenu que la nouvelle [Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur](#), adoptée en novembre 2019, est un instrument important permettant de faciliter la validation, l'homologation et la reconnaissance des qualifications des enseignant-e-s réfugié-e-s.

« La formation pratique et les programmes de mise à niveau de bonne qualité peuvent aider les enseignant déplacés et réfugiés à améliorer leurs aptitudes et leurs compétences », a constaté Sinyolo, en mentionnant l'exemple du programme « Éducateur-riche-s de qualité pour tou-te-s » de l'IE et d'Oxfam Novib au Mali et dans le Nord de l'Ouganda.

Il a également rappelé que les syndicats de l'enseignement entretiennent un dialogue social avec les gouvernements et mènent des activités de sensibilisation pour promouvoir les droits de tou-te-s les enseignant-e-s, y compris des réfugié-e-s. L'IE et plusieurs syndicats affiliés dans huit pays d'Europe et deux pays d'Afrique ont récemment mené des programmes de renforcement des capacités destinés aux enseignant-e-s locaux et réfugiés.

La Région européenne de l'IE, le Comité syndical européen de l'éducation, et la Fédération européenne des employeurs de l'éducation viennent d'achever un projet conjoint de deux ans intitulé « [Initiative des partenaires sociaux sectoriels européens de l'éducation pour promouvoir l'intégration efficace des migrant-e-s et des réfugié-e-s aux systèmes éducatifs](#) ».

Plus largement, la session préparatoire a mis en exergue le rôle crucial joué par les enseignant-e-s dans ces situations. Le directeur de l'INEE, Dean Brooke, a souligné que « même dans des situations de crise, les enseignants s'organisent, réunissent les enfants et enseignent. Ils font la différence et protègent ces enfants. Nous nous devons de reconnaître leur labeur, tout comme celui des directeurs qui maintiennent les écoles ouvertes dans des circonstances difficiles. »

La boîte à outil de l'IE mise au point afin d'aider les syndicats de l'enseignement et les éducateur-ric-e-s à promouvoir les droits des enseignant-e-s et des enfants réfugiés dans les systèmes éducatifs et au moyen de l'éducation est disponible [ici](#).

Un billet de blog du Secrétaire général de l'IE, David Edwards, appelant à une action immédiate et durable, peut être consulté [ici](#).